

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



**Il y a un siècle,
la révolution d'Octobre...**

**Hommage au combat
de Pierre Lambert**

**Retour sur l'Octobre hongrois
de 1956**

N° 91

Nouvelle série (n° 697) - Septembre 2016 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **IL Y A UN SIÈCLE,
LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE...** p. 3
- **HOMMAGE AU COMBAT DE PIERRE LAMBERT**
Compte rendu d'une réunion publique
de la IV^e Internationale
(samedi 3 septembre 2016) p. 11
- **HOMMAGE À LA MILITANTE
RÉVOLUTIONNAIRE MARIKA KOVÁCS**
RETOUR SUR L'OCTOBRE HONGROIS DE 1956 p. 37
- **LES DOCUMENTS DE LA VÉRITÉ**
*"La IV^e Internationale
et la question palestinienne"* p. 59

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

1917-2017

Il y a un siècle, la révolution d'Octobre...

EN février 2017, il y aura un siècle que débutait la révolution russe, qui triomphait en octobre de la même année. N'en doutons pas, tout au long de l'année 2017, un tombereau de calomnies, de mensonges, de contre-vérités sera déversé contre la révolution russe et contre les bolcheviks. Il ne s'agit pas pour nous de commémorer un événement ou de célébrer un anniversaire, coup de chapeau historique, comme si le cycle ouvert par octobre 1917 était aujourd'hui clos, mais d'en souligner l'actualité. Le véritable contenu de cette offensive contre la révolution russe n'est pas historique, mais vise à affirmer que le capitalisme est indépassable et que la lutte des classes est un archaïsme.

Défendre la révolution d'Octobre, c'est défendre le fait qu'en dépit de toutes les déclarations, la lutte des classes reste le moteur de l'histoire et, qu'un siècle après la révolution d'Octobre, l'affrontement entre capital et travail s'aiguise dans une combinaison de barbarie et de résistance des travailleurs et des peuples. C'est réaffirmer que la lutte de classe opposant le prolétariat à la bourgeoisie doit déboucher, pour sauver l'humanité, sur l'expropriation du capital.

Il y a, bien sûr, d'importantes différences entre la situation actuelle et celle de 1917. Nous sommes toujours dans cette période historique, l'impérialisme, que Lénine caractérisait comme « *l'ère des guerres et des révolutions* ». Mais, lors de la première guerre impérialiste, ce qui était en jeu,

c'était l'affrontement des différents impérialismes pour le contrôle de l'Europe et du monde. C'est précisément cette situation qui a produit la révolte des ouvriers et des paysans de l'empire tsariste, débouchant sur une révolution prolétarienne. C'est pourquoi Lénine et Trotsky disaient : « *De la guerre a surgi la révolution.* » La situation est différente aujourd'hui. Après les affrontements inter-impérialistes de 1914-1918 et de 1939-1945, l'impérialisme américain est sorti comme l'impérialisme le plus puissant à l'échelle mondiale. Mais cet impérialisme dominant est en déclin et en crise, réfléchissant toutes les contradictions et la crise du système capitaliste mondial. Les guerres qui se généralisent aux quatre coins de la planète sont à la fois l'expression de la décomposition de ce système et de l'incapacité de l'impérialisme le plus puissant, les États-Unis, à en maîtriser les développements.

Différente également est la situation du mouvement ouvrier. En 1914, le Parti menchevique et le Parti socialiste révolutionnaire étaient des partis ouvriers de masse. Même si, après la chute du tsar, ils se dressèrent contre la deuxième phase de la révolution prolétarienne qui débouchera en octobre 1917 sur l'expropriation du capital, ils participèrent au combat pour abattre le tsarisme. Formellement, leur objectif était la socialisation des moyens de production et, toujours formellement, ils s'opposèrent aux bolcheviks au nom de la nécessaire étape démocratique bourgeoise, qui les amena dans la pratique du côté de la contre-révolu-

tion. La situation actuelle des partis qui, historiquement, ont été des partis ouvriers n'a plus rien à voir avec celle-là. L'écrasante majorité de ces partis, même sur le terrain formel, se réclame du système capitaliste et de son « aménagement ».

« ILS ONT OSÉ ! »

La IV^e Internationale, pour sa part, considère, comme le dit son programme de fondation, que « *la tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser* ». Et c'est précisément cela, l'actualité d'octobre 1917. « *Ils ont osé !* » C'est en ces termes que Rosa Luxemburg décrit la position des bolcheviks. « *Les bolcheviks ont montré qu'ils peuvent faire tout ce qu'un parti vraiment révolutionnaire peut faire dans les limites des possibilités historiques (...). Le problème le plus important du socialisme est précisément la question brûlante du moment : non telle ou telle question de détail de la tactique, mais la capacité d'action du prolétariat, la combativité des masses, la volonté de réaliser le socialisme. Sous ce rapport, Lénine et Trotsky sont jusqu'ici encore les seuls qui puissent s'écrier avec Hutten (héros du poète allemand Schiller) "J'ai osé !" (...). Ils ont fait faire un pas énorme dans la voie du règlement de compte final entre le capital et le travail dans le monde entier.* »

Comme le souligne Rosa Luxemburg, la révolution prolétarienne a triomphé en octobre 1917 parce qu'entre février et octobre 1917, le Parti bolchevique a agi pour aider les masses à surmonter les obstacles, notamment celui que constituait le gouvernement de coalition des deux principaux partis ouvriers avec un parti bourgeois. Ils l'ont fait sur une ligne de front unique, en s'implantant dans la classe ouvrière, en prenant toute leur place dans la classe ouvrière pour finalement gagner la majorité dans ses soviets.

Bien évidemment, les formes pratiques de la construction du parti aujourd'hui ne sont pas celles qu'elles ont prises en 1917. Intégrant à l'analyse marxiste la trahison stalinienne et ses conséquences pour le mouvement ouvrier, Trotsky appelait à la constitution de la IV^e Internationale. Après l'assassinat de Trotsky par Staline et

la crise de dislocation que connut la IV^e Internationale en 1951-1953, la majorité de la section française, dirigée par Pierre Lambert, constitua le pôle de résistance à la liquidation et, par son action, contribua avec les forces rassemblées avec elle à reproclamer en 1993 la IV^e Internationale. Mais cela n'a été possible que par la rupture avec la conception petite-bourgeoise qui prévalait dans les sommets de la IV^e Internationale d'après-guerre, à savoir que la IV^e Internationale avait un programme juste, que le parti existait déjà et qu'il suffirait sur cette base de s'adresser aux masses pour que celles-ci le rejoignent. Pierre Lambert et ses camarades, au contraire, cherchèrent à s'implanter au sein du mouvement ouvrier, à ne plus être « *des exilés au sein de leur propre classe* ».

C'est le sens de l'orientation dégagee dès 1948 par Pierre Lambert, qui sera formalisée en 1964, lors du XIV^e Congrès de la section française, définissant la ligne de la transition en matière de construction du parti (cf. dans ce numéro le dossier sur Pierre Lambert).

IL Y A CENT CINQUANTE ANS

La crise du capital engendre une marche à la barbarie considérable, non seulement par les guerres, mais par la dislocation des nations et la liquidation de l'Etat national, ainsi que par les contre-réformes anti-ouvrières. Dans cette situation de crise du système capitaliste mondial pour tenter d'assurer sa survie, celui-ci s'en prend violemment au « coût du travail », c'est-à-dire à l'existence même de la classe ouvrière, à ses acquis et à ses organisations. Il faut faire sauter les cadres nationaux et toutes les normes attachées à ces cadres pour atomiser la classe ouvrière. C'est pourquoi il y a une offensive mondiale, sur tous les continents et dans tous les pays, pour remettre en cause l'existence des organisations syndicales qui sont aujourd'hui le cadre d'organisation de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, face à la décomposition de la majorité des partis qui furent autrefois des partis ouvriers.

Les organisations syndicales, quelle que soit la politique mise en œuvre par leurs directions, parce qu'elles organisent les salariés et rien qu'eux, sont une matérialisation

de la division de la société en classes antagonistes : les exploités et les exploités.

En 2017, il y aura cent cinquante ans qu'aura été publié le livre premier du *Capital* de Karl Marx, qui met à nu les mécanismes de l'exploitation capitaliste. Cet ouvrage s'ouvre sur l'affirmation suivante : « *La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises.* »

Cent cinquante ans plus tard, à l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire du capital à l'agonie (la « richesse » dont parle Marx n'est pas celle du prolétariat, mais celle de l'économie capitaliste), il ne s'agit plus simplement d'une fantastique accumulation de marchandises, mais surtout d'une accumulation de capitaux qui ne trouvent pas à se réaliser, qui étouffent dans le cadre du marché mondial, et qui font imposer régulièrement le système capitaliste mondial, menaçant de dislocation le marché mondial. « *La limite du capital, c'est le capital lui-même* », écrivait Karl Marx.

La menace actuelle d'une faillite de la Deutsche Bank fait craindre à tous une crise financière d'une ampleur supérieure à celle de 2008-2009. « *L'Allemagne, première de la classe, pourrait déclencher une nouvelle crise financière, comparable à celle de 2008. Cette fois-ci, la bombe ne s'appelle pas Lehman Brothers, mais Deutsche Bank. A ceci près que la banque allemande est trois fois plus grosse que Lehman Brothers. On est donc face à une bombe atomique* » (*Le Journal du dimanche*, un hebdomadaire français, le 2 octobre).

LE FRANCHISSEMENT D'UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA DÉCOMPOSITION DE TOUT LE SYSTÈME DE DOMINATION IMPÉRIALISTE

La crise mondiale s'exprime aux deux pôles extrêmes de la société : le déferlement de la vague grandissante de dizaines de millions de réfugiés, chassés de leur foyer par la guerre et la misère, sur tous les continents, et le surgissement, sur fond d'aggravation de la crise sociale, d'une crise politique sans précédent au sein des cercles dirigeants de l'impérialisme

américain. Cela donne une image des plus saisissantes de l'impasse dans laquelle le système fondé sur la propriété des moyens de production entraîne l'humanité tout entière.

D'un côté, le « stock » de « surplus humains » chassés de leurs terres et privés de toute place dans la société par la guerre sans merci que se livrent, par milices interposées (appuyées par des bombardements massifs de la coalition militaire dirigée par les États-Unis), les monopoles impérialistes pour le contrôle des sources de matières premières ; le déferlement d'une vague qui se nourrit du chaos provoqué par le pillage du Moyen-Orient, de l'Afrique sub-saharienne, de l'Afrique de l'Est, mais aussi de l'effondrement des pays de l'Amérique centrale et de pans entiers du continent asiatique (Pakistan, Bangladesh, Birmanie)... Une vague qui ne peut que grandir, menaçant le fragile équilibre des pays qu'elle traverse pour tenter de trouver une terre d'accueil.

De l'autre, au sommet de tout l'édifice de domination impérialiste, la crise politique sans précédent qui s'est ouverte aux États-Unis donne l'illustration la plus éclatante de l'affirmation faite par Trotsky en 1926 : « *Plus les États-Unis mettent le monde entier sous leur dépendance, plus ils tombent eux-mêmes dans la dépendance du monde entier, avec toutes ses contradictions et ses bouleversements en perspective.* »

Une « dépendance » qui exige de l'impérialisme américain, en sa qualité d'impérialisme le plus puissant, qu'il se porte aux avant-postes du combat pour sauver, sous toutes les formes et sur tous les points de la planète, l'ordre impérialiste, ébranlé par le chaos dans lequel le système de la propriété privée des moyens de production entraîne le monde.

Dans cette situation, la classe dominante américaine aurait besoin d'un pouvoir fort, capable d'écraser sous son talon de fer la classe ouvrière américaine et les peuples du monde entier. Mais elle ne dispose que d'un gouvernement faible et en crise. La course aux primaires américaines ne fait que renforcer et exprimer la crise de la classe dominante américaine.

La situation mondiale dépasse les forces de l'impérialisme américain et le contraint, non seulement à enrôler derrière lui les

impérialismes de second ordre que sont les impérialismes français, britannique et allemand, mais aussi à nouer — selon les circonstances — des alliances avec des puissances telles que la Russie et l'Iran, désireuses avant tout de desserrer la pression que fait peser sur elles l'impérialisme américain, *via* la guerre engagée sur le prix du pétrole et du gaz et *via* les sanctions qui les frappent.

Des alliances entre partenaires aux intérêts contradictoires, donnant à ces dernières un caractère instable, fait de volte-face permanentes. L'imbroglio des relations entre les États-Unis, les pays du Golfe, la Turquie, les forces kurdes, la Russie et l'Iran... aggrave le sentiment d'incohérence qui caractérise sa politique étrangère, au moment où les dépenses d'armement écrasent les finances publiques américaines et condamnent à la vétusté les principales infrastructures du pays, faisant franchir un nouveau pas à la crise sociale qui s'invite au premier plan du débat de la présidentielle.

À l'issue du second mandat d'Obama, la question noire ressurgit dans toute son acuité, tandis que le rejet de la politique de délocalisation des « investisseurs », qui détruit les bases productives du pays et qui est encouragée par l'exécutif (le projet de traité Asie-Pacifique), se retourne avec violence contre les deux partis institutionnels, dont la crise reflète celle de la classe dominante américaine ; crise qui franchira une étape supplémentaire après l'élection présidentielle, quel que soit le vainqueur.

LA CRISE POLITIQUE AUX ÉTATS-UNIS ET LES BRÈCHES QU'ELLE TEND À OUVRIR SUR TOUS LES CONTINENTS...

Si la vague d'explosion révolutionnaire qui a secoué, il y a cinq ans, la Tunisie et l'Égypte a dû refluer sous les coups de la répression, la matière explosive dont elle était faite continue de s'accumuler sur tous les continents, au sein de populations irrémédiablement condamnées par la décomposition des régimes corrompus qui se sont faits les instruments des exigences de pillage de l'impérialisme.

Face à cette menace d'explosion révolutionnaire, les initiatives brutales prises par

l'impérialisme américain pour la faire refluer ne peuvent échapper aux contradictions provoquées par la crise qui le déchire.

Alors qu'il est pressé par l'aggravation de la récession à l'échelle mondiale, les tentatives qu'il a entreprises pour reconquérir ce que l'impérialisme avait dû concéder, par exemple durant la dernière quinzaine d'années en Amérique latine, sont marquées par la terreur d'ouvrir la boîte de Pandore. Décider de faire chuter Dilma pour effacer l'épisode du gouvernement PT et décider de la remplacer par Temer, c'est prendre un risque énorme. D'autant qu'il le fait au moment où, aux yeux de l'immense majorité des peuples du continent, il est ouvertement engagé dans l'organisation d'un putsch au Venezuela.

Les tergiversations de la politique américaine dans la conduite de ses opérations à haut risque en Amérique latine, expression de la crise politique qui le traverse, ne peuvent que pousser les masses à s'engager sur un terrain où, surmontant les limites du régime de collaboration de classe du PT (ou bien celles du bonapartisme à la Chavez), elles se voient contraintes de s'engager dans la seule voie qui leur reste ouverte, celle qui pose la question du pouvoir de la classe ouvrière appuyée sur la paysannerie et la population pauvre des villes.

En ce sens, la crise qui secoue le cœur du système — expression de l'impasse dans laquelle plonge tout le système fondé sur la propriété privée des moyens de production — s'intègre, chaque jour, sous des formes propres, comme un facteur déterminant de la situation et des contradictions à l'œuvre sur chaque continent et dans chaque pays.

LA CRISE DE DÉSINTÉGRATION DE L'UNION EUROPÉENNE

Ce n'est pas le *Brexit* qui menace d'explosion l'Union européenne ; il n'en est qu'une expression.

Le résultat du référendum, qui a conduit le gouvernement britannique à décider de quitter l'Union européenne, est à la fois l'expression et le symptôme (un symptôme majeur, du fait de la place de la Grande-Bretagne dans le monde) du degré de désintégration déjà atteint par toute l'architecture de l'Union européenne, laborieusement mise en

place dans les années 1950 sous la houlette de l'impérialisme américain.

Un symptôme parmi tous les autres, à commencer par la menace de faillite du système bancaire italien, et maintenant allemand, qui risque d'entraîner (comme ce fut le cas de la Grèce en 2011) tout le système bancaire européen affaibli par la politique de la BCE, combinée aux mesures prises après 2008 pour, prétendument, protéger le système financier mondial du risque systémique et... pour favoriser, selon les banquiers européens eux-mêmes, la concurrence des banques américaines.

Les besoins du capital financier pour survivre génèrent une marche générale à la barbarie, les guerres, la dislocation des nations, mais également au sein même des États impérialistes, à la marche au démantèlement de l'État national, à la privatisation de l'État et de toutes ses institutions. C'est là une situation inédite que reflète la décomposition généralisée. C'est aussi cette marche qui provoque et entraîne dans toute l'Europe les mouvements de résistance de la classe ouvrière. La mobilisation, durant plusieurs mois, des travailleurs en France, s'appuyant sur l'axe syndical CGT et FO, mais aussi en Belgique avec la constitution d'un front syndical, en Italie, en Allemagne, en Espagne...

Sans oublier ce que recouvre la crise dite des « réfugiés », au moment où sont à venir « élections américaines, référendum italien, formation du gouvernement espagnol, réélection en Autriche, référendum en Hongrie, puis élections en France et en Allemagne (...). Ces scrutins périlleux reflètent la fatigue des peuples qui vient d'une trop longue crise, mais aussi de l'impuissance des politiques à traiter les problèmes : inégalité, intégration, terrorisme, etc. » (*Les Échos*, le 29 août).

La décision prise par le gouvernement britannique de quitter l'Union européenne a été le produit d'une combinaison inédite : la combinaison du rejet exprimé par les masses populaires de la politique d'austérité conduite, au nom de l'Union européenne, par les conservateurs et les travaillistes, et de la crise de la bourgeoisie britannique, dont une fraction se saisit de l'occasion de ce référendum pour se détourner d'une Union européenne « enlisée » dans la « stagnation ».

L'Union européenne ne correspond plus, pour d'importants secteurs du capital

financier, aux besoins de la situation que traverse le monde, même si elle continue de chercher à jouer son rôle au compte du capital financier. Elle n'est plus à l'échelle de ce qu'il leur faut réaliser. Elle n'a pas été capable de fournir le cadre permettant aux États nationaux européens de surmonter (au compte des monopoles impérialistes) les intérêts contradictoires — façonnés par l'histoire du développement de la société bourgeoise dans le cadre des États nationaux — qui continuent à les opposer.

L'Union européenne n'a pas été capable de leur permettre, au nom des intérêts supérieurs d'une « Europe harmonieuse facteur de paix et de sécurité », de vaincre la résistance permanente de leurs peuples. Son processus de désintégration est irrémédiablement en cours.

En ce sens, si le fait d'avoir proclamé (comme certains groupes d'extrême gauche) que la victoire du *Brexit* — à l'issue d'un référendum où le « oui » des exploités a été mêlé à celui d'une fraction de leurs exploités — était une « victoire de la classe ouvrière britannique », si ce fait était une contre-vérité et un trucage, faire, à la veille du référendum britannique, du mot d'ordre de « Rupture avec l'UE » un mot d'ordre central pour toute l'Europe constitue une escroquerie contribuant à désarmer les militants et les travailleurs confrontés aux exigences de l'Union européenne et, au premier chef, à la politique de leurs gouvernements respectifs, engagés dans une offensive contre les travailleurs.

De telles positions couvrent une opération politique dans laquelle l'impasse que représente l'exigence de restauration de la « souveraineté nationale » est brandie pour tenter de détourner les masses du processus dans lequel elles sont engagées et qui pose la question, dans chaque pays, d'abattre le gouvernement bourgeois (quelle que soit la forme de leur État) pour arracher le pouvoir des mains de la classe capitaliste.

A ce propos, il n'est pas inutile de rappeler ce qu'écrivait Trotsky le 25 août 1931 à l'adresse du PC allemand, à propos du « référendum brun » :

« *Thaelmann met au premier plan de ses conclusions cette pensée que "l'Allemagne est aujourd'hui un jouet entre les mains de l'Entente". Il s'agit donc, avant tout, de la "libération nationale"* ».

Or, dans un certain sens, la France, l'Italie et même l'Angleterre sont, elles aussi, des "jouets" entre les mains des États-Unis. La dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique, qui reparut à nouveau au moment de la proposition Hoover (demain cette dépendance se révélera d'une façon encore plus aiguë et plus brutale), a une importance beaucoup plus profonde pour le développement de la révolution européenne que la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis de l'Entente.

Voilà pourquoi — disons-le en passant — le mot d'ordre des États-Unis soviétiques d'Europe, et pas seulement le mot d'ordre isolé "A bas le traité de Versailles !", est une réponse prolétarienne aux convulsions du continent européen.

Mais ces questions sont, néanmoins, des questions de second plan. Notre politique n'est pas déterminée par le fait que l'Allemagne est un "jouet" entre les mains de l'Entente, mais avant tout par le fait que le prolétariat allemand divisé, affaibli et humilié, est un jouet entre les mains de la bourgeoisie allemande. "L'ennemi le plus dangereux est dans notre pays !" enseignait jadis Karl Liebknecht. L'avez-vous oublié, chers amis ? »

VERS LA CONFÉRENCE MONDIALE OUVERTE EN 2017

La décision de la coordination de l'Entente internationale des travailleurs d'appeler à une conférence mondiale ouverte s'inscrit dans la continuité des initiatives prises à partir de 1991 (Barcelone). Nous ne sommes plus en 1991, la guerre qui s'étend est une réalité incontournable de la vie politique intérieure de tous les pays, sur tous les continents.

Une simple dénonciation générale de la guerre et de l'exploitation prendrait aujourd'hui la forme d'une dénonciation abstraite, qui s'orienterait vers un large éventail d'organisations pacifistes ou semi-pacifistes.

Il faut dire les choses telles qu'elles sont : la guerre contre Daech est un prétexte. Il y a la mise en scène par la coalition impérialiste d'une guerre contre « l'islam radical », contre « la barbarie »... qui sert à jeter les bases dans tous les pays d'une politique d'union nationale, aux relents racistes et

xénophobes, dirigée contre toutes les conquêtes sociales et politiques de la classe ouvrière mondiale.

Il y a une guerre d'extermination des peuples du Moyen-Orient menée par l'impérialisme pour le contrôle du pétrole et du gaz. Il y a une guerre menée pour faire disparaître toute trace d'États, aussi artificiels qu'ils aient été dès leur création ; une guerre pour faire revenir « l'humanité à l'âge de pierre » (pour reprendre la formule utilisée par Westmorland à propos du Vietnam), une guerre chargée d'entretenir sans fin les affrontements religieux et tribaux dans la mosaïque de peuples que constitue le Moyen-Orient.

Mais aussi une guerre chargée d'orienter les foyers de décomposition produits par le naufrage de pans entiers de la société vers une dérive politico-mafieuse, de susciter les actes de terrorisme aveugle, pour tenter de réussir à imposer l'union nationale et vaincre, au nom de la défense de la sécurité collective, la résistance des peuples. La lutte contre la guerre, c'est la lutte pour l'expropriation du capital, et cela concerne au premier chef le mouvement ouvrier. C'est là la continuité du combat des bolcheviks en 1917, mais dans d'autres conditions et dans une autre situation. Le fil de la continuité a été préservé.

Dans ce numéro de *La Vérité*, nous publions un dossier en hommage à la camarade Marika Kovács, qui vient de disparaître (*lire page 37*). À travers elle, c'est le combat de la IV^e Internationale pour la révolution prolétarienne, contre la bureaucratie stalinienne fossoyeur de la révolution d'Octobre, c'est la continuité des ouvriers hongrois qui, pour défendre le socialisme contre la bureaucratie stalinienne, ont en 1956 constitué les conseils ouvriers, renouant avec le combat des prolétaires hongrois qui, en 1919, à l'appel des soviets d'octobre 1917, avaient constitué leurs conseils ouvriers, écrasés par la réaction impérialiste.

LA CONTINUITÉ DU COMBAT DE PIERRE LAMBERT POUR LA IV^e INTERNATIONALE

Dans ce numéro de *La Vérité*, nous publions un hommage à notre camarade Pierre Lambert, qui a été l'élément décisif

du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et qui a apporté une contribution majeure à la IV^e Internationale ainsi qu'à toutes ses sections, à travers la définition de la ligne de transition en matière de construction du parti. C'est cette orientation définie par le camarade Lambert qui est aujourd'hui mise en œuvre avec des résultats tangibles.

En 1987, dans la préface de l'édition péruvienne du *Programme de transition*, Pierre Lambert écrivait :

« Et pour accomplir les tâches révolutionnaires, il n'y a pas de solution toute prête. Le marxisme est la méthode scientifique de construction organisée de l'instrument indispensable pour aider les masses à œuvrer elles-mêmes à leur émancipation. Mais la solution ne figure dans aucun livre. Nous partons de la IV^e Internationale, nous établissons à l'aide du programme qu'il n'est pas d'autre issue à la crise de l'humanité que le socialisme garanti par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et la démocratie ouvrière. D'innombrables difficultés ont surgi. D'autres surgiront. Nous persévérons.

Et il n'y a rien de contradictoire à constater la complexité des processus révolutionnaires et d'en conclure que, pour les révolutionnaires, les choses sont simples.

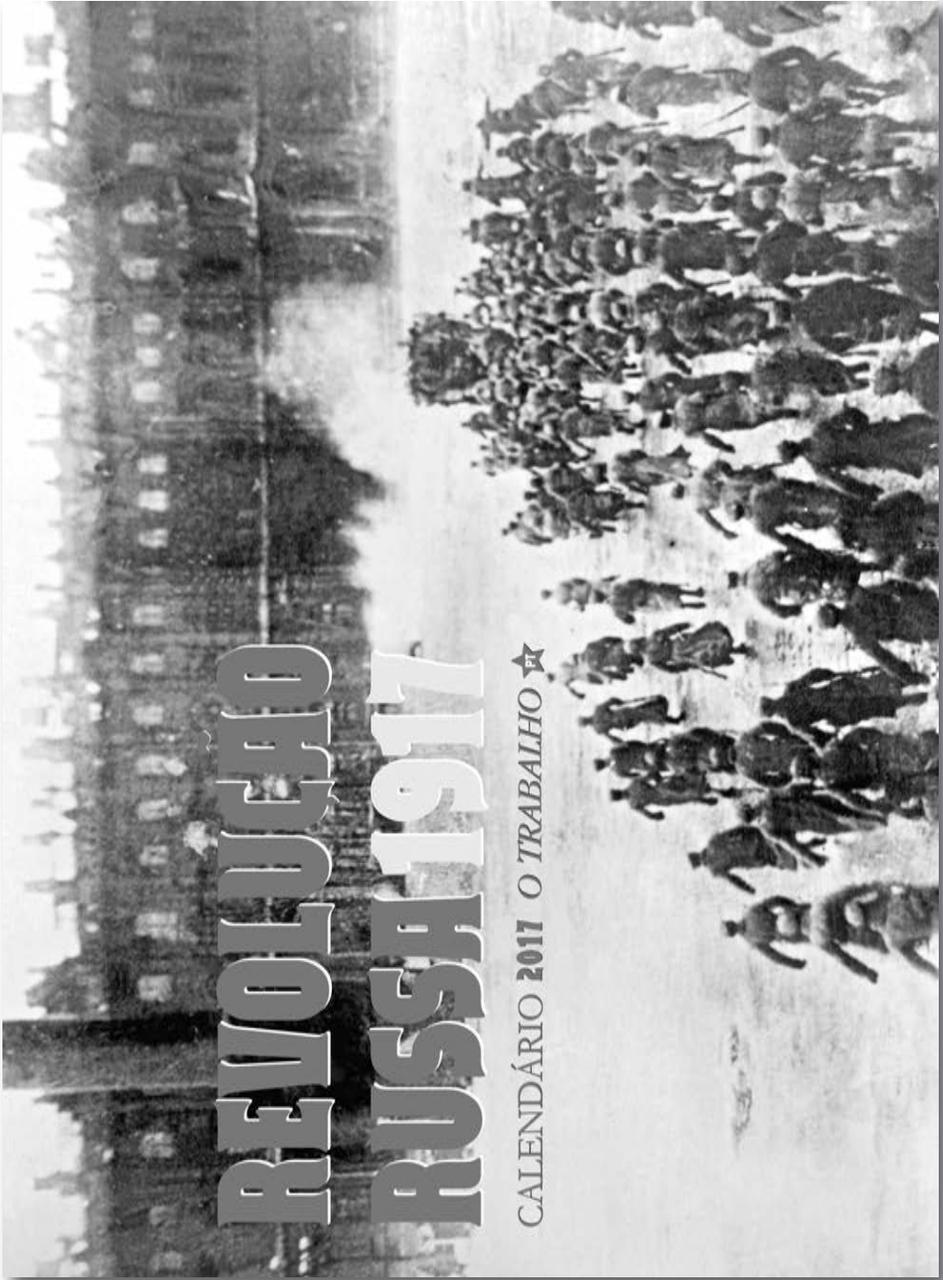
Les choses sont simples : partir de ce qui est, et pour comprendre ce qui est, partir du programme. La victoire de la révolution mondiale a tardé, les retards entraînent souffrances et échecs ; mais les échecs sur la route de la révolution, organisés de concert par les trahisons social-démocrate et stalinienne, font ressortir tout particulièrement

la puissance du mouvement révolutionnaire des masses, la réceptivité des ouvriers, de la jeunesse, aux idées politiques, aux principes dégagés dans le Programme de transition. Personne ne saurait prévoir les étapes inévitables, les combinaisons imprévues, par lesquelles se poursuivra la marche vers la révolution, mais le marxisme reste la seule méthode scientifique, parce que, en unifiant la théorie et la pratique, il fournit le seul moyen politique — donc d'organisation — pour hisser le combat de l'avant-garde à la hauteur des nécessités de l'histoire.

*Pour conclure, au risque de nous répéter, nous disons : c'est sur le plan de la pratique organisée que les événements devront vérifier, ce n'est pas par des mots, mais par la vie, que les discussions et divergences seront tranchées. Il est absolument inévitable que se développe la plus grande diversité d'opinions politiques, car la marche à la révolution mondiale embrassant des centaines de millions d'hommes, à travers tous les continents, amènera à la surface, partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les scories produit de la décomposition du système de l'impérialisme et de la bureaucratie, et les éléments avancés à la recherche de solutions progressives. Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout. Fidèles au marxisme, au bolchevisme, aux principes du programme, nous ne nous laisserons pas détourner de notre voie » (avril 1989, préface à l'édition péruvienne du *Programme de transition* ; citée dans *La Vérité*, n° 60-61).*

Des scories sont apparues. Le tri s'est opéré. La IV^e Internationale ne se laissera pas détourner de sa voie.

La rédaction



Page
de couverture
du calendrier pour
l'année 2017 édité
par la section
brésilienne
de la IV^e Inter-
nationale :
la révolution
russe de 1917.

Hommage au combat de Pierre Lambert

Compte rendu d'une réunion publique de la IV^e Internationale
(samedi 3 septembre 2016)

LA section française de la IV^e Internationale, le courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant, a organisé dans ses locaux une réunion publique de la IV^e Internationale le samedi 3 septembre 2016, en hommage au combat de Pierre Lambert, en revenant plus particulièrement sur l'apport fondamental qui a été le sien dans la construction du parti révolutionnaire par l'implantation dans la classe ouvrière et ses organisations.

Nous avons pensé utile pour nos lecteurs de publier de larges extraits des interventions prononcées et des messages adressés lors de cette réunion. Il ne s'agit pas d'un compte rendu complet, mais d'une sélection opérée par nos soins, dont nous portons la responsabilité.

Rappelons que c'est en 1964, lors du XIV^e Congrès de la section française, que Pierre Lambert formule pour la première fois de manière conséquente la ligne de la transition en matière de construction du parti. Nous publions en annexe de ce compte rendu un chapitre d'une brochure de formation de la section française qui témoigne de ce combat. L'apport spécifique de Pierre Lambert a consisté à combiner intervention politique dans la lutte des classes et internationalisme avec une rigueur d'organisation qui a permis au groupe comptant 52 militants en 1958 de recruter des militants ouvriers et des jeunes sur la base des décisions prises lors du XIV^e Congrès. C'est alors que se mène une discussion dans l'organisation à partir de l'amendement de 1948 pour formuler la ligne de la transition en matière de construction du parti. L'axe de l'orientation de la Ligue ouvrière révolutionnaire vise alors à saisir la couche de militants qui, par leur développement politique, cherchent à se dégager des appareils, et à les organiser sur un terrain d'indépendance de classe. La résolution du XVII^e Congrès de l'OCI indique qu'il ne s'agit en aucun cas de renoncer au programme de la IV^e Internationale, mais bien au contraire d'affirmer clairement et nettement ce que sont les positions de la IV^e Internationale, mais sans faire de celles-ci un préalable au rassemblement commun dans un cadre organisé.

Les développements de la lutte des classes, l'effondrement de l'URSS et la dislocation de l'appareil stalinien à l'échelle internationale ont modifié les formes de la réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe. Mais c'est précisément la ligne définie à l'origine par Pierre Lambert par les résolutions des XIV^e, XVII^e et XVIII^e Congrès qui a permis d'avancer tant au plan national qu'au plan international, de franchir une étape dans la voie de la construction de la IV^e Internationale sur la ligne de la transition, et qui permet de formuler aujourd'hui la question de la construction du parti ouvrier indépendant. C'est cette continuité que Pierre Lambert, déjà malade, assurera en participant activement à la discussion sur la perspective de fonder un parti ouvrier indépendant, tirant le bilan du Parti des travailleurs et de la nouvelle situation politique ouverte. Il a été à l'initiative de la proposition du parti ouvrier indépendant. On peut affirmer que par son impulsion, son élaboration, son engagement, il en a été l'artisan essentiel et principal.

Ce rappel permet de mesurer pleinement l'intérêt à revenir sur l'apport politique de Pierre Lambert. En publiant ce compte rendu, nous souhaitons mettre à la disposition des militants ouvriers des éléments de réflexion et d'analyse permettant de développer l'échange politique, et de créer ainsi les conditions du renforcement de la IV^e Internationale et de ses sections sur la ligne de la transition.



Présentation

(Philippe Navarro)

LA section française de la IV^e Internationale, comme c'est sa tradition, a rendu hommage ce matin à tous les militants du mouvement ouvrier victimes du stalinisme, et notamment sur la tombe de Léon Sédov au cimetière de Thiais, comme nous le faisons maintenant depuis plusieurs décennies.

Nous avons décidé, en même temps que cet hommage aux victimes du stalinisme, d'organiser cette réunion, qui a pour objectif de revenir sur le combat politique qui a été celui du camarade Pierre Lambert, qui a occupé la place que vous savez dans la construction de la section française de la IV^e Internationale.

Et c'est pour cela que nous avons décidé de nous réunir cet après-midi ici, afin de revenir sur les enseignements liés à son combat politique, parce que nous estimons que ces enseignements, dans la situation d'aujourd'hui, occupent une place centrale et décisive dans les événements auxquels notre classe est confrontée (...).

À 14 ANS, EXCLU POUR "TROTSKYSME" DES JEUNESSES COMMUNISTES

Le camarade Lambert, très jeune, a commencé par militer aux Jeunesses communistes lorsqu'il avait 14 ans, d'où il a été rapidement exclu pour trotskysme, ce qui fut une grande surprise pour lui, parce qu'il ne connaissait ni Trotsky ni le trotskysme à ce moment-là. Ce qui l'a amené à se poser la question de rencontrer des trotskystes, ce qu'il a fait, et de discuter avec eux. Et toute l'activité du camarade Lambert, toute son action politique durant toute sa vie s'est concentrée au bout du compte sur la question de résoudre la contradiction suivante : il a été confronté au fait que les masses, la classe ouvrière cherchaient la voie de la révolution, elles montaient vers la révolution, et que les rangs du parti de la révolution, la section française de la IV^e Internationale, étaient trop clairsemés pour

pouvoir aider efficacement à la victoire de la révolution. Et cette contradiction, il a, avec d'autres bien évidemment, cherché dans la pratique à la surmonter.

De ce point de vue, le camarade Lambert a rencontré ce qui est notre programme, l'essentiel du *Programme de transition* de la IV^e Internationale, à savoir que la crise de l'humanité se résume à la crise de la direction révolutionnaire.

Il a d'entrée de jeu tourné le dos à tous ceux qui affirment, sous une forme ou sous une autre : si la révolution n'est pas victorieuse, c'est la faute des masses, c'est la faute des travailleurs qui ne sont pas assez ceci ou assez cela, mais c'est de leur responsabilité. Non, ce n'était pas la position de Lambert, ni celle bien entendu de la IV^e Internationale.

Il a donc, sur cette question-là, cherché à aider pratiquement dans sa vie quotidienne, pratique, militante et politique, à surmonter cette difficulté. Très rapidement, il s'est rendu compte, pendant la Deuxième Guerre mondiale, que si Trotsky avait pronostiqué à juste titre que de la guerre mondiale surgirait une situation révolutionnaire, la direction de l'Internationale en avait conclu, un peu dogmatiquement et de manière erronée, qu'il fallait préparer les soviets, construire les soviets.

Lambert s'est rapidement rendu compte que l'état d'esprit de la classe ouvrière en 1943-1944 n'était pas celui-là, que bien évidemment, après tous les coups qu'elle avait subis, elle essayait de reconquérir un certain nombre de droits, et pour cela de reconstruire les instruments indispensables que sont ses propres organisations, et notamment les organisations syndicales indépendantes.

Il s'est attelé à cette tâche. Mais il s'est attaché à ce combat à un moment où, bien évidemment, la section française de la IV^e Internationale n'avait pas les forces pour devenir le parti révolutionnaire qu'exigeait la situation politique.

Et notamment en liaison avec le fait suivant, comme l'avait dit avant lui Trotsky : il a été confronté au fait que les trotskystes étaient exilés dans leur propre classe et qu'il fallait chercher à se lier avec toute une série de secteurs de la classe pour surmonter cette situation.

REFUS DE TOUTE CONSIGNE VENUE DE L'EXTÉRIEUR

C'est ce qu'ils ont fait, notamment au travers de la grève de Renault en 1947, où les trotskystes ont commencé à se lier avec des éléments de leur classe, et d'où Lambert a tiré un amendement qu'il a présenté au congrès de la section française en 1948, un amendement où il écrit que si à l'évidence le *Programme de transition* est bien le programme de la révolution prolétarienne, si ce programme a bien été vérifié dans les faits, rien ne dit que la forme du parti révolutionnaire épousera ce qui était strictement le cadre de la section française à l'époque, c'est-à-dire le PCI. Et donc, il s'agit là de la première expression concrète de ce qui allait être le combat essentiel de sa vie, de son apport décisif, c'est-à-dire la question de la transition appliquée à la construction du parti.

De ce point de vue, il constituera avec des militants nantais, avec son camarade Alexandre, qui était anarcho-syndicaliste, le comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière, le CLADO, en 1952. Ils constitueront ensuite les comités d'alliance ouvrière, notamment six mois avant la grève générale, ce comité qui alliait des employés de la Sécurité sociale, des ouvriers de la RATP et des étudiants, ces comités de liaison constitués sur la ligne des formes transitoires. Et de ce point de vue, pour le camarade Lambert, il est évident que la ligne de la transition dans la construction du parti nécessitait la stricte réaffirmation de toutes les positions de la IV^e Internationale, mais en aucun cas les positions de la IV^e Internationale ne pouvaient constituer un préalable à l'action commune.

Il était dans la tradition du *Manifeste communiste*, c'est-à-dire la fameuse phrase qui dit que « les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat ».

Il était pour le front unique ouvrier, comme la III^e Internationale. C'était sa position et, de ce point de vue, il a incarné parfaitement cette orientation de manière remarquable, dans ce magnifique instrument de la construction du parti qu'est le journal *Informations ouvrières*.

Si *Informations ouvrières* a toujours été l'organe du parti redonnant les positions de

la IV^e Internationale, *Informations ouvrières* a toujours été aussi une tribune libre de la lutte des classes où pouvaient s'exprimer tous ceux qui voulaient avancer dans le cadre de la construction du parti révolutionnaire, bien que ne partageant pas toutes les positions de la IV^e Internationale.

C'est avec la constitution du MPPT, puis du PT, et ensuite du POI, que l'apport de Pierre Lambert sera essentiel.

Opiniâtement, pas à pas, par la libre discussion, sans rien imposer, Pierre Lambert, respectant scrupuleusement l'égalité entre chacun de ses membres, avec des militants et camarades comme Alexandre Hébert, Yannick Guillou, Roger Sandri et tant d'autres ne partageant pas toutes ses positions, ayant des parcours et des histoires différents, va chercher à constituer un cadre de discussion commun, ayant une expression nationale commune au travers du journal *Informations ouvrières*.

Cet objectif conduit inéluctablement, ce qui est d'ailleurs la tradition du mouvement ouvrier à l'origine (« *ni Dieu, ni César, ni Tribun* », dit *L'Internationale*), qu'il n'y ait pas un leader, un porte-parole, un chef unique, mais des instances régulièrement réunies chargées d'animer la discussion, un journal à chaque fois un peu plus tribune libre de la lutte des classes. Objectifs auxquels notre camarade Lambert veillera quotidiennement.

Tirant toutes les leçons avec ses camarades du « groupe Lambert », attaqués de toutes parts pour leur fidélité à octobre 1917, il lui est apparu évident qu'il leur fallait passer du groupe à l'organisation. De l'amendement de 1947 à la constitution du POI, il y a une continuité, fondée sur la confiance en la lutte de classe, donc en la capacité de la classe à lever les obstacles, donc en la nécessité de débattre à égalité, de fuir les « consignes » comme la peste, de « regarder en bas », comme il disait, excluant ainsi toute prétention à détenir la vérité tout seul.

C'est ce combat que nous poursuivons aujourd'hui lorsque nous construisons, à égalité avec d'autres qui ne sont pas nous, le POI, dont Lambert pensait qu'à terme, dans « l'idéal », en quelque sorte, les trotskystes devaient y être minoritaires, sans jamais rien cacher de leurs positions.

Donc l'argumentation, ici rapidement exposée, suppose le refus de tout dogmatisme, suppose le refus de tout ultimatum, suppose le refus de toute consigne venue de l'extérieur donnée à la classe, etc., comme on a pu le voir ces derniers temps ; toutes ces choses-là, Lambert les refusait. Lambert, c'est d'abord le combat pour aider à la construction d'une direction travaillant dans ce cadre-là.

Alors, camarades, je ne vais pas être plus long, et je vais demander au camarade Lybon, qui est le premier intervenant, de prendre la parole.

Intervention de Lybon Mabasa (Azanie - Afrique du Sud)

BONSOIR chers camarades, ce que je vais dire aujourd'hui, j'aurais aimé le dire avant que Lambert ne disparaisse en 2008. Je dirais du camarade Lambert, l'homme que j'ai connu, qu'il était le meilleur d'entre nous, comme dirigeant, par l'enseignement qu'il nous a apporté, mais aussi par son attachement à l'égalité entre nous et sa capacité à se saisir de l'expérience des autres.

MA PREMIÈRE RENCONTRE AVEC PIERRE LAMBERT

Je vais vous donner quelques exemples de la façon dont Lambert agissait comme dirigeant, comment il nous a apporté son aide dans de nombreux pays, et en même temps comment il était à l'écoute de ce que nous disions et agissait en tenant compte de nos

discussions. Certains savent que j'ai rencontré le camarade Lambert pour la première fois en 1992, à cette époque j'avais 40 ans. Je l'ai rencontré ici, dans ces locaux. Je me suis présenté, en lui disant qui j'étais et d'où je venais, et nous avons discuté de ce que je pensais du programme de la IV^e Internationale. Je viens du Mouvement de la Conscience noire (*Black Consciousness*).

Dans la situation d'alors en Afrique du Sud, de répression politique et d'exploitation de la majorité noire, il était naturel de ne pas faire confiance aux Blancs.

Je me suis dit d'abord : qui est ce vieil homme avec qui je dois discuter ? Ma première réaction était de résister à ce qu'il aurait pu me dire, parce que je ne pouvais quand même pas accepter qu'un Blanc de l'étranger me dise à moi, un Noir d'Afrique du Sud, comment je devais combattre dans mon pays.

Mais le militant que j'ai rencontré était un dirigeant politique sensible, à l'écoute, et qui m'a tout de suite mis en confiance. Nous avons discuté des questions auxquelles l'Afrique était confrontée, et notamment les plans de l'impérialisme qui consistaient à diviser le continent en une Afrique « utile » et une Afrique « inutile ». Lambert m'a expliqué tout cela et j'ai été très impressionné. Puis, il a proposé que l'Entente organise immédiatement une conférence en Afrique pour discuter de ces questions.

J'étais d'accord pour la conférence, mais très réticent sur le fait qu'elle se tienne à Johannesburg même : à cette époque, des bombes explosaient dans la ville, il y avait des morts, et il y avait des élections. Mais Lambert m'a convaincu, il m'a dit que cela ne devait pas nous faire peur, que c'était précisément à Johannesburg et juste avant les élections que devait se tenir la conférence.

Tout le monde n'a pas partagé son point de vue. Mais c'est un fait, la conférence s'est tenue en Afrique du Sud, à Johannesburg, sous et malgré les bombes. Ce fut un succès. Au conseil général de la IV^e Internationale qui a suivi en 1994, on a tiré le bilan positif de la conférence. Puis, j'ai parlé d'un militant noir américain qui était dans le couloir de la mort depuis 19 ans, Mumia Abu Jamal. La discussion a été vive.

Le camarade Lambert a interrompu la discussion et a proposé qu'une délégation se rende aux Etats-Unis pour soulever le cas de

Mumia auprès du gouvernement américain. Et la IV^e Internationale a envoyé une délégation à Washington.

Il y a beaucoup de prétendus révolutionnaires dans le monde. Il y a ceux qui ont lu tous les livres, ceux qui vous récitent des citations avec le numéro de la page. Mais il y a aussi les révolutionnaires qui, connaissant la théorie, ont l'expérience personnelle des processus révolutionnaires.

Le camarade Lambert possédait ces deux qualités. Mais il avait aussi ce qu'on peut appeler un instinct politique très profond : il savait quoi faire dans les situations auxquelles nous étions confrontés. Quand nous discutons de l'Azanie, Lambert était capable de clarifier ce que le combat de la majorité noire devait être, ce nous devions faire en Afrique du Sud. Il nous rappelait les positions de Trotsky sur la question de la majorité noire en Azanie et sur la République noire.

Il rejetait l'idée que l'émancipation du peuple noir d'Afrique du Sud puisse avoir lieu sans la nationalisation de l'économie, sans la redistribution des terres, sans le retour des richesses à la majorité noire.

Bien que la situation ne soit pas la même pour le peuple noir en Azanie et pour les Noirs aux Etats-Unis, il pensait qu'il y avait des similitudes et qu'il fallait combiner ces deux combats.

Je me rappelle que Lambert rejetait avec insistance le terme d'« Afro-américain ». Il disait qu'il fallait les appeler « le peuple noir américain » pour les aider à avancer dans leur combat. Alan Benjamin, qui est Américain, rétorquait que les Noirs américains préféraient qu'on les appelle « Afro-américains ». Lambert lui a répondu : « *Non, nous n'allons pas, en les appelant Afro-américains, laisser le gouvernement américain les exclure. Les Noirs américains ont construit, par leur travail, leur chair et leur sang, les Etats-Unis. Alan, tu ne peux pas assimiler la situation des Noirs à celle des Latinos ou des Philippins ! Les Noirs américains ne sont pas venus aux Etats-Unis en espérant y vivre mieux. Ils ont été vendus, réduits en esclavage, et c'est pour cette raison qu'ils sont aux Etats-Unis. Et c'est en cela que leur situation n'est pas celle des Latinos ou des Philippins.* »

Lambert rappelait comment l'Europe avait provoqué le sous-développement de l'Afrique. Il disait : « *On parle beaucoup de*

l'holocauste des juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale, mais le plus grand holocauste, c'est celui perpétré contre le peuple noir avec l'esclavage. Près de 100 millions d'Africains ont été vendus comme esclaves, parmi eux un grand nombre sont morts pendant la traversée, ont été même jetés directement par-dessus bord. »

Malgré les résistances de Daniel Gluckstein et d'Alan Benjamin, nous avons pris l'importante décision d'organiser les Noirs américains aux Etats-Unis. Et encore une fois, Lambert a dit : « Arrêtons de discuter de théorie, il faut aller aux Etats-Unis pour organiser la communauté noire américaine. » Alors Norbert, du Togo, et moi-même sommes allés aux Etats-Unis.

Je vais vous raconter une anecdote que je cite souvent. A notre arrivée à New York, on était très fatigués, on a cherché un hôtel. On a trouvé un petit hôtel, sauf que j'ai découvert bien après que, dans cet hôtel, hommes et femmes dormaient dans le même dortoir. En arrivant, je m'étais déshabillé pour dormir, mais le matin, en me réveillant, j'ai découvert que des femmes dormaient dans le même dortoir. J'étais très gêné. Il y avait des jeunes filles de 17-18 ans, et moi, un homme de 42 ans, j'étais en sous-vêtement, à chercher mon pantalon.

Nous sommes revenus à Paris et avons rapporté ce que nous avons fait aux Etats-Unis. Quand j'ai raconté l'anecdote du dortoir, Lambert a demandé à Daniel Gluckstein et Alan Benjamin comment il se faisait qu'on ne nous ait pas réservé un hôtel correct. Et sur ce point, Lambert tenait à l'égalité, il n'exigeait pas pour lui-même un autre traitement que celui accordé aux autres camarades. Il a dit à Daniel Gluckstein : « *Quand tu te déplaces, tu vas à l'hôtel. Alors, fais en sorte que quand d'autres camarades se rendent à l'étranger, ils soient aussi logés à l'hôtel.* »

UNE INTERVENTION DIRECTE, PRATIQUE

Quand il y a eu les problèmes en Côte d'Ivoire, quand elle était en train d'exploser, je ne savais pas trop quoi faire. Lambert a dit : « *Il faut y aller et organiser.* » Pourtant, on était au début de la guerre, mais Lambert ne pensait pas qu'on pouvait régler les problèmes à 15 000 kilomètres de distance.

Je voudrais encore donner deux exemples pour montrer la valeur que le camarade Lambert avait à nos yeux.

Les événements et le massacre de Marikana ont eu lieu en août 2012. Plus de 40 personnes officiellement ont été tuées, tuées par les fusils du gouvernement de Nelson Mandela et de l'ANC (*African National Congress*). Toutes sortes de gens sont venus en Afrique du Sud pour exprimer leur solidarité et travailler avec les mineurs de Marikana.

Le camarade Lambert était déjà mort, et c'est dommage. Car si Lambert avait encore été vivant, je suis sûr qu'il aurait envoyé une délégation à Marikana pour discuter avec les travailleurs, pour échanger nos positions, pour leur apporter notre aide. Mais cela n'a pas été fait, parce que ceux qui dirigeaient notre organisation à l'époque n'étaient pas exactement ce qu'avait été Pierre Lambert. Ce n'est pas suffisant de répéter que Marikana a été un tournant, que ça a complètement changé la situation en Afrique du Sud. Il fallait aller sur place, pour y intervenir directement.

Dans chaque situation, Lambert voulait une intervention directe, pratique, de la IV^e Internationale. Il ne croyait pas qu'on pouvait régler les choses en discutant à des milliers de kilomètres de là.

Lambert respectait tout le monde. Mais tous les membres de la direction, à un moment ou à un autre, ont été rappelés à l'ordre par Lambert (...).

En 1999, après les élections parlementaires en Afrique du Sud, j'avais écrit un rapport dans lequel je félicitais l'ANC pour sa victoire aux élections. Cela a rendu Lambert furieux, il m'a dit : « *Comment peux-tu féliciter ces criminels, ceux qui ont volé la terre et les richesses, et même les élections, au peuple noir ?* » Lambert n'accordait de faveur à personne. Quand il avait des désaccords sur la ligne que l'un de nous développait, il le disait. Et ça nous mettait en confiance.

Je pourrais parler jusqu'à demain de Pierre Lambert, mais je vais m'arrêter là. Vous attendez de moi que je parle aussi des dernières élections municipales du 3 août en Afrique du Sud. Vous avez peut-être entendu l'ANC déclarer : « *L'ANC continuera de diriger ce pays jusqu'au retour de Jésus-Christ.* » L'ANC a dit qu'elle ne se souciait pas des millions de chômeurs et de sans-abri.

L'ANC considérait que tant qu'il y aurait des pauvres en Afrique du Sud, elle serait réélue. Mais « Jésus-Christ » est revenu plus tôt que prévu.

Les résultats des élections sont tombés, et l'ANC s'est retrouvée sans la majorité nécessaire pour diriger les plus grandes villes, notamment Johannesburg, le centre économique de l'Afrique du Sud, Pretoria, le siège administratif du gouvernement, Le Cap, le siège du Parlement sud-africain. L'ANC n'avait pas non plus assez de voix pour diriger la ville qui porte le nom de Nelson Mandela, Nelson Mandela Metro. L'ANC n'a même pas eu, non plus, assez de voix pour diriger Koeja, la ville qui doit devenir le centre énergétique de l'Afrique du Sud, avec un projet de construction de centrale nucléaire avec Poutine.

L'EFF (*Economic Freedom Fighters*) de Julius Malema a fait un score plus faible que l'ANC et que le parti de la droite blanche libérale, l'Alliance démocratique (DA). L'EFF a alors proposé à l'ANC, si l'ANC s'engageait à redistribuer les terres, à nationaliser les banques et mines, sans indemnisation, et à démettre Zuma, de lui apporter ses voix afin que l'ANC garde les grandes villes.

L'ANC a refusé. Julius Malema a alors fait une déclaration disant : « *Il y a deux démons. L'ANC et le parti blanc, l'Alliance démocratique. L'EFF ne va pas former une coalition avec l'Alliance démocratique. Mais nous allons leur donner nos voix afin que les villes ne soient plus gouvernées par l'ANC.* »

Vous le savez, quand les prétendus partis révolutionnaires trahissent, c'est la réaction qui l'emporte.

Message du camarade Clément

CHERS camarades, ne pouvant participer à cette importante réunion d'hommage au camarade Pierre Lambert, je prends la liberté de vous adresser mon témoignage pour évoquer ce qu'a été pour moi, il y a près de soixante ans, la rencontre avec Pierre, début d'un long chemin militant sans aucune interruption à ce jour.

Jeune étudiant, j'étais en 1958, à 19 ans, engagé dans l'UNEF pour contribuer au combat pour l'indépendance de l'Algérie et contre la sale guerre contre le peuple algérien imposée à la jeunesse par les gouvernements impérialistes de l'époque, dont celui du général de Gaulle, issu, au mois de mai, du coup d'Etat organisé par les sommets de l'armée coloniale. La SFIO de Robert Lacoste et Guy Mollet, ainsi que le PCF, soutenaient alors, directement ou indirectement, la guerre coloniale. Peu auparavant, en 1956, la révolution des travailleurs hongrois s'était heurtée à la répression sanglante du parti stalinien, appuyé par les chars de Moscou. La haine de la guerre coloniale et de la répression stalinienne m'avait conduit à adhérer au PSA (Parti socialiste autonome, opposition de gauche à la SFIO), où j'ai rencontré pour la première fois les trotskystes.

UNE DISCUSSION OUVERTE ET LIBRE

Des discussions passionnées s'engagèrent, qui me conduisirent au camarade Gérard Bloch, puis à Pierre Lambert. Sur toutes les questions brûlantes du moment, l'Algérie, le stalinisme, la démocratie, Pierre fut si convaincant que mon adhésion a été immédiate à ce qui n'était qu'un groupe minuscule : nous étions, je crois, une petite cinquantaine de camarades, mais la discussion était si ouverte et si libre que le très jeune militant que j'étais, dépourvu de toute expérience, y trouva cependant sa place sans aucune difficulté.

Le marxisme, pour moi, à l'époque, c'était des livres. Pierre y mit la vie, le dialogue vivant sur les questions qui se posaient au jeune militant que j'étais. Au contraire de tant d'autres, il ne fut jamais un « révolutionnaire de la phrase », ayant réponse à tout par des citations et des slogans, ce qui m'aurait rebuté à tout jamais. Mes études m'avaient conduit pour un an en Belgique, alors même qu'en décembre 1960-janvier 1961, le pays était paralysé par l'immense grève nationale qui, pendant un mois, avait soulevé des millions de travailleurs contre la loi d'austérité du gouvernement Eyskens. Etant sur place, Pierre m'avait demandé de suivre au plus près cet

événement capital et de lui rapporter tous les éléments, tracts et documents qui pouvaient lui permettre de comprendre. Je rencontrais donc, à sa demande, André Renard, le dirigeant de la FGTB, principal dirigeant de la grève. Ce dernier, étant déjà sur sa ligne régionale « wallone », s'opposait à la constitution d'un comité national de grève, ce qui conduisait inévitablement à l'impasse. Le dialogue tourna court. Pierre tenait également à s'informer de la position d'Ernest Mandel, dirigeant belge de ce qui allait devenir le Secrétariat unifié « pabliste ». Mandel, aligné sur l'appareil social-démocrate, épousait la ligne Renard. J'eus ainsi, dans l'échange avec Pierre, une première idée de ce qu'était le « pabliste » et du combat engagé depuis 1953 pour libérer la IV^e Internationale de la subordination à l'appareil mondial du stalinisme.

Dans toutes ces discussions, Pierre suivait le fil de ce qui fut la conviction de toute sa vie : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. La libération du travail se préparait par l'intervention organisée dans la lutte de classe. Aussi faible fût-il, le petit groupe trotskyste réuni par lui autour du bulletin *Informations ouvrières*, ronéoté sur papier jaune, que les plus anciens d'entre nous ont connu, n'abandonna jamais ce fil conducteur. Et Pierre, depuis le CLADO des années 1950 jusqu'au Parti ouvrier indépendant d'aujourd'hui, ne cessa jamais d'agir pour que les formes d'organisation, adaptées aux circonstances singulières de la lutte de classe, soient à chaque étape un instrument aidant au regroupement d'une avant-garde de la classe ouvrière et de la jeunesse pour progresser vers la construction du parti ouvrier dirigeant. Telle fut sa lecture du *Programme de transition*, inséparable de l'intervention directe dans la lutte de classe.

Plusieurs d'entre nous, ici présents, se rappellent de son travail avec les « monteurs-levageurs », dont le syndicat CGT se réunissait au célèbre café sous la Bourse du travail de la rue du Château-d'Eau. Pierre, toujours gai après quelques verres, nous impressionnait par sa capacité à saisir tout incident, litige sur un chantier, accident du travail, pour proposer les initiatives propres à dresser les travailleurs contre le patron et à renforcer la conscience de classe. D'autres camarades diront mieux que moi ce qu'a été son travail de dirigeant syndical Force ouvrière dans la Sécurité sociale, essentiel dans les heures

cruciales qui ont abouti au double non à de Gaulle et à la chute de ce dernier.

LE PLUS GRAND SOIN À LA FORMATION DES JEUNES

Pierre n'aurait pas aimé qu'on le dresse sur un piédestal. Au contraire de certains, il ne s'est jamais cru indispensable. Tout le contraire d'un « gourou », comme nos ennemis ont parfois voulu le présenter, il aimait se référer à « l'homme quelconque », mouvement né en Italie au lendemain de la guerre. Il n'est pas de sauveur suprême ni d'homme providentiel. Totalement immergé dans la lutte de classe, il avait une confiance sans limites dans la capacité du prolétariat à dégager en lui-même et par lui-même les instruments de sa libération, la tâche du révolutionnaire étant d'aider la classe, dans son propre mouvement, à trouver par elle-même les moyens de son émancipation.

Pierre n'était pas pour autant un homme facile. Dans le travail quotidien, par exemple dans la rédaction d'*Informations ouvrières*, dont j'ai eu la charge pendant plusieurs années, autant il respectait totalement la liberté d'expression de chacun, autant il était capable d'exploser lorsque telle ou telle formule lui paraissait porter atteinte aux principes. Nous eûmes ainsi quelques litiges. J'ai par exemple en mémoire certaines « engueulades » homériques lorsque j'ai titré, en première page du journal, « *Nous voulons ce que veulent les masses* », concession intolérable, pensait-il, au spontanéisme. Ou encore lorsque, en 1974, la décision du FMI de libérer totalement le marché de l'or m'avait amené à titrer sur la « démonétisation de l'or », abandon inadmissible du marxisme, selon lui. Puis-je avouer aujourd'hui que, dans ces deux circonstances, Pierre ne m'a pas convaincu ?

Mais c'est là, précisément, que son art de diriger donnait toute sa mesure. Il admettait parfaitement et encourageait la recherche et la réflexion de chacun, comme contribuant à l'élaboration commune, même lorsque, à son avis, il y avait erreur. Rien ne lui était plus étranger que la répétition de formules vides ou l'usage abusif de citations stérilisant la libre recherche. Il était toujours avide d'informations, toujours à la recherche de points de vue, même éloignés du sien, dès lors que le dialogue permettait de progresser. Dans les années 1960, le travail de rédaction d'*Infor-*

mations ouvrières, alors très modeste bulletin hebdomadaire ronéoté, se faisait fréquemment à la petite table du Mistral, place du Châtelet, face au tribunal de commerce où Pierre exerçait (quelquefois !) ses fonctions de contrôleur de décomptes à l'URSSAF. D'une curiosité insatiable, il voulait alors se faire apporter tous les bulletins d'informations économiques, plus ou moins confidentiels, auxquels j'avais accès dans mon travail à la banque. Et il lisait, lisait, lisait, à la recherche de tout fait, de tout chiffre, de tout écrit lui permettant de renforcer ses propres convictions sur la faillite inévitable du capitalisme et les mensonges de ses avocats stipendiés sociaux-démocrates et staliniens.

Lorsque notre organisation grandit, avant et après 1968, Pierre porta le plus grand soin à la formation des jeunes. Son style très personnel, sa force de conviction, sa capacité à rendre vivantes et accessibles les bases du marxisme, son autorité de dirigeant dans le

combat pour la défense de la IV^e Internationale, tout cela a ouvert les voies de l'organisation à des centaines de jeunes militants, qui constituent aujourd'hui encore l'armature de notre courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant, section française de la IV^e Internationale. Jamais il n'oubliait ses camarades dans le besoin. Frappé en 2002 d'une grave maladie dans un village reculé d'Italie méridionale où je me trouvais pour raison familiale, il organisera mon rapatriement et mon admission dans un grand hôpital parisien où le service de cardiologie était dirigé par un médecin proche du combat qu'il avait impulsé pour la défense de la déontologie et des droits des malades.

Tel était Pierre Lambert, notre ami, notre camarade, auquel nous devons beaucoup de ce que nous sommes aujourd'hui, à commencer par notre propre existence comme section française de la IV^e Internationale. Merci Pierre.

Intervention de Michel Sérac

CAMARADES, une réunion publique de la IV^e Internationale est toujours la continuation d'une autre réunion publique, tenue en septembre, mais il y a quelque cent cinquante ans, à Londres, et qui a constitué l'Association internationale des travailleurs. Car les trois Internationales qui ont suivi n'ont modifié en rien les objectifs initiaux de l'Internationale. Ce qui, soit dit en passant, les différencie de nos républiques bourgeoises dont les numéros marquent à chaque fois une étape de dégénérescence.

UNE MÉTHODE DE DISCUSSION INTERNATIONALE OUVERTE

Nous n'avons rien à modifier dans cette proclamation : « *Considérant que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même (...), que l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen, que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué faute de solidarité entre les travailleurs des différentes professions dans un même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays, par*

ces raisons : les soussignés (...) ont pris les mesures nécessaires pour fonder l'Association internationale des travailleurs. »

Et ce qui demeure tout autant depuis 150 ans, c'est que la trahison des intérêts ouvriers emprunte toujours le même chemin, celui du ralliement aux intérêts dits « patriotiques », qui sont toujours l'intérêt de la classe bourgeoise, impérialiste, colonialiste. Pour ne prendre qu'un exemple dans le passé, c'est un gouvernement d'union patriotique, allant de De Gaulle au PCF, qui, le 8 mai 1945, le jour d'une victoire qui doit tant au sang des soldats algériens et africains, bombarde et massacre à Sétif et Guelma, vole la solde des soldats africains, les mitraille au camp de Thiaroye.

Et c'est en 2015 la même union patriotique du Parlement français, tous partis confondus, qui approuve les bombardements en Syrie, qui est complice des mensonges cyniques sur la « libération » de la Syrie alors que les raids des Rafale tuent les femmes et les enfants syriens par familles entières.

Il y a eu plusieurs Internationales, parce que la classe ouvrière a dû se débarrasser, en cette époque de guerres et de révolutions, de représentants indignes que la bourgeoisie avait corrompus, et il a fallu à chaque fois régénérer l'Internationale.

C'est cette classe capitaliste qui a mis cinq siècles pour asseoir sa domination, qui n'a jamais fini le travail démocratique en cinq siècles, c'est cette classe capitaliste qui a fait décréter, à la fin du XX^e siècle, par de savants docteurs en sciences politiques, qu'on sifflait la fin des révolutions et que le socialisme que ces gens appellent « l'utopie communiste » était mort avec l'URSS. C'est en tout cas ce que nos lycéens français sont contraints par les autorités académiques d'apprendre par cœur, entre deux manifestations contre la loi travail...

N'en déplaise aux petits-bourgeois impatients, la construction de l'Internationale n'est pas linéaire et la révolution mondiale n'est pas linéaire. D'ailleurs, dès 1852, Marx nous avait prévenus que l'époque des révolutions serait heurtée, contrariée, paradoxale :

« Les révolutions prolétariennes se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau, formidable en face d'elle, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leur propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière » (Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte).

C'est donc la nature même des révolutions qui commande que la IV^e Internationale se construise dans le respect et la prise en compte des expériences et des méfiances, des convictions et des doutes, des hésitations des combattants de la lutte des classes dans chaque pays. Nous ne serions pas la IV^e Internationale si nous nous contentions de prescrire un catalogue de mots d'ordre justes auquel le mouvement ouvrier devrait se conformer, parce que, justement, le communisme n'est pas une utopie : c'est le mouvement réel contre l'ordre existant, le mouvement réel de la lutte des classes.

C'est pourquoi, dans les années 1950, avec le camarade Lambert, les militants de la IV^e Internationale ont élaboré une méthode de discussion internationale ouverte dans l'esprit même de l'Association de 1864. C'est une méthode internationale et une méthode nationale. Il n'y a pas de raccourci pour la démocratie ouvrière. Plus tard, dans le même esprit, à l'initiative du camarade Lambert, une institution a été constituée, qui s'appelle le CERMTRI, Centre d'études et de

recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux, à la construction de laquelle est attaché le nom de Louis Eemans.

Camarades, dans cette vingtaine de militants qui ont en 1977 constitué le CERMTRI, le doyen avait 88 ans : il était né avant qu'Engels ne fonde la II^e Internationale. Il se nommait Marcel Hasfeld, et son nom est associé à la Librairie du travail, sa vie traverse trois Internationales. En 1906, le 1^{er} Mai, il fait grève tout seul dans son entreprise parce qu'il a vu des gardes à cheval charger des grévistes. C'est l'époque où Clemenceau fusille les ouvriers grévistes et révoque les fonctionnaires syndicalistes, raison sans doute pour laquelle il est le modèle politique déclaré de Manuel Valls.

Cet homme, donc, en 1914, ignore la préparation de Zimmerwald. Il crée un comité contre la guerre, il se lie à Monatte à *La Vie ouvrière*, il crée sa Librairie du travail, il publie des brochures sur la révolution russe, on le retrouve avec Rosmer et Monatte dans le comité pour la III^e Internationale.

Et lorsque les principes de l'Internationale de 1864 à nouveau sont reniés, bafoués par la bureaucratie et la terreur de Staline, qui prend le contrôle de l'Internationale, il refuse de se soumettre. Il est exclu du PC et sa Librairie du travail est interdite dans les congrès syndicaux : c'est donc ce camarade, et d'autres militants qui ont mené d'autres combats pendant la Deuxième Guerre mondiale, dans les syndicats, contre la guerre coloniale, qui constituent le CERMTRI pour rassembler le patrimoine historique et politique de tous ces combats pour l'indépendance de classe.

L'existence du CERMTRI, association libre et ouverte, a été récemment mise en cause. On a cherché à le dénaturer, à en faire l'instrument d'une secte. Cette entreprise a échoué, elle a été défaits massivement par les adhérents qui ont rétabli les principes fondateurs.

“ON NE LÂCHE RIEN !”

Camarades, nous vivons incontestablement une époque de régression sociale profonde, de décomposition de la société bourgeoise. Cette barbarie s'exprime par les 65 millions de réfugiés des guerres jetés sur les routes, sur les mers, parqués dans les camps. Elle s'exprime dans la paupérisation massive dans la vieille Europe de dizaines de millions de producteurs chassés de la production. Mais ce qui fait toute la différence avec 1864, avec les débuts des syndicats, les

débuts de l'Internationale ouvrière, c'est que si l'on regarde les revendications de l'époque, on constate que pour la protection de l'enfance, comme pour tous les droits collectifs, la classe ouvrière organisée depuis 150 ans a imposé des conquêtes considérables de civilisation. Et dans les grèves et les manifestations d'aujourd'hui, en disant « *On ne lâche rien !* », les travailleurs refusent la régression capitaliste pour toute la société. Et ceux qui forment en ce moment le carré unitaire autour des acquis collectifs de classe, ces milliers de cadres combattants, veulent se saisir de leurs organisations, ils veulent des réponses à leurs interrogations politiques, qu'ils formulent dans notre journal. Et ici prend sa place la démocratie ouvrière pour construire l'Internationale ouvrière.

Et à l'autre bout de la planète, là où nos capitalistes sont allés exploiter, pour un dollar l'heure, les travailleurs d'Asie, ils n'ont pas trouvé des esclaves soumis, mais des prolétaires qui s'organisent pour leur résister, par millions, comme le montrent les grèves des ouvriers chinois, qui font reculer et nos capitalistes occidentaux et leurs bureaucrates policiers.

Marx a décrit dans *Le Capital* cet esclavage qu'était le sort des enfants exploités, « *qui travaillent de 14 à 16 heures de suite, souvent 36 heures consécutives, avec 2 heures de répit pour le repas et le sommeil. La plupart ne savent pas lire. Ce sont en général des créatures informes et tout à fait abruties.* »

Mais Marx ajoute aussitôt un peu plus loin : « *Même la composition du travailleur collectif par individus de deux sexes et de tout âge, cette source de corruption et d'esclavage sous le règne capitaliste, porte en soi les germes d'une nouvelle évolution sociale. Dans l'histoire comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie.* »

Nous affrontons aujourd'hui la pourriture, la décomposition du système capitaliste. Mais la classe ouvrière organisée a déjà interdit par sa lutte de classe la destruction de ses enfants, et la classe ouvrière dit ces jours-ci « *On ne lâche rien !* », dans tous les pays on ne lâche rien !

Et pour ceux qui veulent le triomphe de la vie sur la pourriture sociale, leur place est dans la IV^e Internationale.

Intervention de Patrick Hébert

LM'a été demandé de faire état de l'activité syndicale du camarade Lambert, en particulier de la place qu'il lui accordait. J'avoue que cette tâche n'est pas facile dans le temps qui m'est accordé, dans la mesure où Pierre Lambert a passé toute sa vie à s'occuper, entre autres, des questions syndicales.

Même quand il a pris sa retraite d'employé de la caisse d'allocations familiales (CAF), ayant abandonné naturellement ses mandats syndicaux, il a continué à suivre de près l'actualité syndicale, notamment la vie de son syndicat d'origine, la chambre syndicale des employés de la région parisienne.

Mais il s'intéressait à tout le mouvement syndical, ce que, dans notre jargon, nous appelons « l'interprofessionnelle ». Il avait des contacts tous azimuts. Certes, il était respectueux des organisations, mais respectueux à sa manière ! Alors qu'il était encore syndiqué à la CGT, il a participé dans les années 1950 à un congrès de l'union départementale CGT-FO de Loire-Atlantique !

Cette anecdote est amusante, mais surtout significative. Pour lui, le mouvement ouvrier est un tout. Il n'ignorait pas, et surtout ne sous-estimait pas ce qui avait conduit à la division syndicale entre la CGT et la CGT-FO, d'autant qu'il a commencé son activité syndicale pendant la guerre, dans la clandestinité et dans la CGT d'avant la scission. Il a d'ailleurs rapidement été exclu de la CGT, mais, immédiatement, il s'est syndiqué à la CGT-FO, parce qu'il ne pouvait considérer une seule seconde qu'un militant ouvrier puisse ne pas être syndiqué et ne pas intervenir dans la lutte de classe directe. C'est ce qui caractérise l'activité syndicale de Pierre Lambert.

SON RÔLE IMMENSE POUR LA DÉFENSE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

S'il a construit des syndicats pendant la guerre, c'était dans la clandestinité. Ensuite, beaucoup connaissent son travail important

dans la Sécurité sociale. D'ailleurs, à la Sécu, au moins à FO, tout le monde est « lambertiste ». Même les plus réactionnaires sont « lambertistes ». Ils ne sont certainement pas trotskystes, mais tous reconnaissent le rôle immense du camarade Lambert, pas simplement pour faire avancer les revendications pour les salariés, mais aussi pour la défense de la Sécurité sociale en tant que conquête ouvrière.

Lorsqu'il est parti à la retraite, il a continué à avoir une activité, bien sûr différente, mais il était très souvent invité dans les congrès. A chaque fois qu'il le pouvait, il y allait. Il ne ratait pas une seule intervention. Il restait assis, souvent dans le fond de la salle, très discret ; il écoutait tout. Il buvait cela comme du « petit lait ». Il attachait beaucoup d'importance à ce que disaient les camarades dans les congrès, il en tirait un certain nombre de conclusions.

Si je rappelle cela, bien que ce soit apparemment anecdotique, c'est parce que c'est une leçon. Certes, Pierrot, comme nous l'appelions, c'était quelqu'un qui connaissait la théorie, il en connaissait même « un rayon », mais ce n'était pas un marxologue.

Ceux qui l'ont bien connu reconnaîtront cette phrase qu'il prononçait souvent : « *La théorie est sèche, mais vert est l'arbre de la vie.* » Pour ne rien vous cacher, j'ai recherché la citation complète. Elle est de Goethe : « *Mon bon ami, toute théorie est sèche, et l'arbre précieux de la vie est fleuri.* »

Je crois que cette citation qu'il aimait concentre un peu ce qu'était Lambert. Théorie et pratique, tenir compte de la situation réelle, ne pas prendre ses désirs pour la réalité, en toutes circonstances rester lucide.

Non, Lambert n'était pas un marxologue, il n'était pas un idéologue, il n'était pas de ceux qui, lorsqu'ils ont mal aux pieds, considèrent que c'est la faute de leurs chaussures... Vous voyez ce que je veux dire ! Lui, il partait de la réalité, il partait des faits.

Bien sûr, on ne peut pas parler de Lambert et du mouvement syndical sans dire un mot sur Alexandre Hébert. Mon père se définissait lui-même comme anarcho-syndicaliste et anarchiste individualiste. Entre les trotskystes et les anarchistes, il y avait quelques « cadavres dans les placards ».

Leur relation aurait pu être difficile, disons simplement qu'elle a été fondée sur l'estime réciproque. Il y aurait beaucoup de choses à dire, car leur travail en commun a duré plus de 50 ans, mais comme en 15 minutes ce n'est pas possible, je me contenterai de deux exemples.

Camarades, d'abord sur les 21 conditions et la révision des points 9 et 10. Vous connaissez les 21 conditions de l'Internationale communiste, qui, entre autres, sur la question syndicale, exigeaient en gros la subordination du syndicat au parti. Avant qu'il ne rencontre Alexandre Hébert... On pourrait dire que c'est sous l'influence des anars. Non, non... Dans un texte que j'ai retrouvé (1), Lambert écrit : « *En ce qui me concerne, au départ, lorsque j'ai commencé à militer pour construire les syndicats illégaux (c'était au début des années 1940), j'avais une vingtaine d'années, je ne me posais pas la question des rapports entre parti et syndicat comme j'ai été amené à le faire à partir de l'expérience vécue.* » Il poursuit en disant pourquoi : « *Cette tradition de militant issu des Jeunesses communistes, puis trotskyste, m'a amené à considérer que la façon dont le Parti communiste concevait les rapports avec les syndicats était correcte. C'est l'expérience pratique qui fut la mienne au début des années 1940 qui m'a amené à reconsidérer cette conception. C'est à ce moment-là, où l'on s'attait avec d'autres à la construction de syndicats illégaux, que je comprends que les syndicats qui regroupent des travailleurs de différentes opinions politiques et religieuses ne peuvent pas être identifiés au parti.* »

C'est donc à partir de son expérience réelle qu'il est amené, en 1947 (en écoutant les orateurs précédents, je réfléchissais à cela, le Pierrot, il avait 27 ans), à 27 ans, dans un congrès d'organisation trotskyste en France, à proposer de réviser les points 9 et 10 des 21 conditions pour faire admettre la reconnaissance, au moins pour la France, de l'indépendance réciproque des syndicats et des partis. A 27 ans. Un peu culotté, le personnage.

Ce qui est important — je vous dis cela non pas uniquement pour l'histoire, mais parce qu'il y a des leçons à tirer pour aujourd'hui, dans le mouvement ouvrier —, c'est que, bien sûr, la théorie est essentielle, mais c'est aussi à partir de la situation réelle qu'on étudie les choses. C'est à partir de ce constat vécu que Lambert a été amené à faire cette proposition audacieuse, à l'époque, surtout dans le mouvement de tradition communiste comme il le dit lui-même, de réviser les points 9 et 10 des 21 conditions.

Le deuxième exemple, c'est un document écrit par Pierre Lambert, que je ne connaissais

(1) Ce document de Pierre Lambert figure dans *La Vérité*, n° 88 (décembre 2015), dans le dossier « *Syndicats et indépendance de classe* », page 47.

pas, à propos du compromis de 1959 (2). 1959, c'est un an après l'arrivée de De Gaulle au pouvoir.

Voilà ce qu'écrivait Lambert dans un texte :

« Pour des raisons qui sont les leurs, mais qui ont, pour cette fois, recoupé les intérêts véritables de la classe ouvrière, les dirigeants FO et CGT ont réalisé une opération qui permet aux travailleurs de ne pas affronter un combat décisif dans une situation où le rapport de forces ne jouait pas en leur faveur. Pour nous, révolutionnaires, qui ne voyons de salut pour la classe ouvrière que dans sa capacité de développer son mouvement de classe indépendant, ce compromis consacre une hésitation gouvernementale devant l'épreuve de force, c'est là un fait susceptible d'élever la conscience des travailleurs et de renforcer leur haine du patronat et de son Etat. »

PARTIR DE LA SITUATION RÉELLE

La ligne de De Gaulle, c'est l'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat. En 1959, le problème était déjà posé. On en connaît l'issue, dix ans plus tard, avec l'échec du référendum et le départ de De Gaulle.

Ce document est extrêmement intéressant, parce qu'il y avait eu en 1953 et 1955 de grandes grèves où la question de la grève générale avait été posée. Les appareils syndicaux avaient alors cassé le mouvement. En 1959, il y a une nouvelle grève, mais elle n'a pas la même portée. En 1959, le rapport de forces entre les classes a été modifié. 1953, 1955, c'était encore une poussée révolutionnaire. En 1958, on peut qualifier l'arrivée de De Gaulle au pouvoir de défaite sans combat. Le conflit de 1959 se conclut par un compromis, qui, comme tout compromis, est discutable.

Mais dans le même temps, le bureau confédéral de la CGT-FO résiste aux pressions de De Gaulle, qui cherchait à intégrer les confédérations. Considérant que cet acte de résistance est essentiel, mon père, au congrès confédéral, pour la première fois, vote le rapport moral du bureau confédéral. Immédiatement, il est attaqué par les révolutionnaires de la phrase qui existaient déjà.

Dans ces circonstances, voici ce qu'écrivait Pierre Lambert : « Les chevaliers de la phrase condamnaient Hébert lorsqu'il luttait pour la grève générale, ils le condamnent encore aujourd'hui. » Et il écrit : « En 1953 et en 1955, pour ne prendre que ces deux moments de la lutte des classes, les organisations syndicales

s'opposaient de toutes leurs forces à la grève générale. Quelle attitude les syndicalistes révolutionnaires devaient-ils à notre avis adopter ? Celle que, pour un certain nombre d'entre eux, ils ont faite leur : pousser l'action en avant, tenter de déborder les appareils, se désolidariser publiquement du sabotage de la grève générale. »

Lambert nous explique donc que, tant en 1953 qu'en 1955, non seulement le mot d'ordre de grève générale était justifié, mais surtout que, là encore, tout était possible, il fallait « pousser l'action en avant, tenter de déborder les appareils ».

Il écrit ensuite à propos de la grève de 1959, et c'est là une leçon de choses extraordinaire : « Tout le monde a estimé que le rapport des forces entre les classes ne s'était pas modifié suffisamment, depuis la défaite du 1^{er} juin 1958, pour que les ouvriers puissent, par leur action, retourner la situation en leur faveur. Les relations entre la classe et ses organisations ne sont jamais simples et ne peuvent être coulées dans un moule définitif. Elles évoluent avec la situation. »

« La critique la plus véhémente que les syndicalistes révolutionnaires adressent aux appareils, c'est qu'ils subordonnent leurs actions aux impératifs de la défense de l'ordre bourgeois. La lutte pour la destruction révolutionnaire du système impérialiste, démocratique ou autoritaire, suppose l'indépendance organique du prolétariat à l'égard de la bourgeoisie et de son Etat.

Si, pour des raisons données, qui ne se rattachent certes pas à une orientation révolutionnaire, dans une situation donnée, les dirigeants des organisations traditionnelles sont amenés à s'opposer à leur intégration à l'Etat, le rôle des syndicalistes révolutionnaires n'est-il pas de soutenir, d'appuyer, de renforcer cette opposition ? Ne restent-ils pas, par là même, véritablement fidèles à "leur position générale de syndicalistes révolutionnaires" ?

Car enfin, la révolution est-elle autre chose que la manifestation la plus éclatante de l'action autonome (indépendante) du prolétariat se dressant dans son ensemble contre le système capitaliste et son Etat ? »

(2) Ce texte a été publié initialement dans *La Vérité*, n° 517-518, de juin-septembre 1957, sous le titre « Querelle autour d'un vote ». Il a été republié récemment, le 30 mai 2016, dans *La Lettre de La Vérité*, n° 812, dans un article titré « A propos du "compromis" de 1959... Un document plein d'enseignements ».

Ce document date de 1959. Il y a un lien avec la bagarre en 1969 pour le double non au référendum de De Gaulle. Un orateur qui m'a précédé a rappelé l'action de Pierrot pour construire sous des formes adaptées au moment de la situation politique des regroupements dans le cadre de ce que nous appelons dans notre jargon la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire.

À la différence des grands chefs du PCI d'après-guerre, Pierre Lambert, qui dirige la commission syndicale, cherche les voies et les moyens de rompre avec la situation décrite par Trotsky avant guerre selon laquelle « nous étions des exilés au sein de notre propre classe ». Dès 1948, dans un congrès du PCI, il propose un amendement qui rompt avec la conception ultimatisée des chefs du PCI. En 1953, il rencontre Alexandre Hébert, anarcho-sindicaliste et responsable de l'Union départementale de Loire-Atlantique de la CGT-FO. De leurs convergences politiques sur le terrain de l'indépendance du mouvement ouvrier et de la lutte de classe, va naître un premier regroupement, le CLADO (comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière) qui va regrouper des militants anarcho-sindicalistes, trotskystes et des militants ouvriers. C'est la première matérialisation de ce qui était contenu dans l'amendement de 1948.

Un an après la grève des mineurs de 1963 et alors que le mouvement des tramonts se développe dans la région nantaise, de nouveau un appel de militants ouvriers et de syndicalistes est lancé à Nantes « pour l'unité de l'action de classe, pour la préparation d'un combat d'ensemble ».

Je n'insiste pas sur ces questions parce que je suis originaire de Nantes. C'est que dans la France des années 1950-1960, le mouvement ouvrier est dominé par l'appareil stalinien qui cherche à tout verrouiller. La région nantaise, avec la position qu'occupent les anarcho-sindicalistes, apparaît comme un îlot de résistance à cette hégémonie. De plus, alors que le groupe Lambert est réduit à une cinquantaine de militants dans tout le pays, à Nantes, les trotskystes ont des positions dans des usines.

Lambert va s'appuyer sur les positions lutte de classe existantes dans cette région pour, dans un dialogue politique permanent avec des militants ouvriers comme Alexandre Hébert, chercher à matérialiser cette

orientation que le XIV^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale adoptera sous le nom de la ligne de transition en matière de construction du parti révolutionnaire.

Après la victoire de Mitterrand en 1981 et le tournant de la rigueur de 1982-1983, une nouvelle initiative va être prise dans la région nantaise, celle de l'appel des cent vingt et un militants (dont des militants et responsables du Parti socialiste), posant la question d'un parti. Cela débouchera sur la constitution du Mouvement pour un parti des travailleurs, puis sur le Parti des travailleurs lui-même.

Tirant le bilan des forces et faiblesses du Parti des travailleurs, Lambert proposera, dans une nouvelle situation et avec de nouvelles forces, de constituer le Parti ouvrier indépendant. Le combat que nous menons aujourd'hui pour construire le POI et les initiatives que nous avons prises, qui ont débouché sur la proposition de constituer des comités de liaison et d'échanges, s'inscrit dans cette continuité du combat de Lambert qui, sans dogmatisme ni sectarisme, cherchait les voies et les moyens d'implanter plus avant les révolutionnaires au cœur du mouvement ouvrier, en liaison avec ces milliers et milliers de militants ouvriers qui entendent rester fidèles à l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations.

Le meilleur hommage que l'on peut rendre à Pierrot, bien sûr, c'est de rappeler ce qu'il a fait, mais surtout, c'est d'en tirer les leçons pour aujourd'hui.

Certains camarades ont fait état de discussions parfois difficiles avec Lambert. Certes, ce n'était pas toujours facile. Ça s'accrochait quand on n'était pas d'accord, quand les points de vue étaient différents. Mais c'est la démocratie, et c'est aussi comme cela que l'on progresse.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une offensive pour remettre en cause, au travers de la « loi travail », ce qui constitue la classe ouvrière comme classe.

Nous avons combattu pour constituer un « axe de résistance » contre le « syndicalisme rassemblé ». L'axe de la résistance — un peu de théorie —, c'est aussi l'indépendance de classe. Le « syndicalisme rassemblé » est au syndicat ce que l'union sacrée est au plan politique.

Nous avons mené ce combat, cela n'a pas toujours été facile et rien n'est définitivement gagné.

Incontestablement, n'en déplaise aux uns et aux autres, nous avons pris largement notre place dans ce combat, en respectant, comme nous l'avons toujours fait, l'indépendance réciproque entre partis et syndicats.

Les succès significatifs que nous avons obtenus ne signifient certainement pas que nous sommes meilleurs aujourd'hui qu'il y a dix ans. C'est simplement parce que nos positions correspondent à la situation politique et que, d'un certain point de vue, nous sommes encore plus aujourd'hui « *l'expression consciente d'un processus inconscient* ».

En conclusion, c'est un peu personnel et un peu émouvant, j'aurais bien aimé que Pierrot voie tout cela. Il aurait bien aimé voir le travail qui a été fait ces dernières années, en particulier cette dernière année, qui a débouché sur la conférence du 4 juin. 2 000 militants rassemblés, des milliers de contacts fraternels avec des militants implantés dans la classe ouvrière, occupant souvent des responsabilités importantes dans tous les syndicats. C'est notre travail. C'est ce qu'a fait le camarade Lambert pendant des années et des années.

C'est cette tâche que nous poursuivons.

Vive le camarade Lambert !

Message de Christian Eyschen et Philippe Besson

NOUS sommes militants de la section française de la IV^e Internationale, Christian Eyschen depuis 1972, Philippe Besson depuis 1976. Syndicalistes et libres-penseurs, nous voudrions indiquer dans cette conférence d'hommage à Pierre Lambert ce qu'il nous a apporté. Pour nous, le trotskysme authentique, c'est le « *lambertisme* », même si Pierrot n'aimait pas qu'on dise cela.

Nous ne serions pas ce que nous sommes devenus sans son apport et celui des militants de la section française. En ce sens, nous avons une dette qui n'est pas près de s'éteindre. Nous ne pouvons être parmi vous aujourd'hui, et nous le regrettons, mais nous souhaitons faire part de notre moment d'humanité militante lors de cet hommage.

VOUS AMENER À COMPRENDRE PAR VOUS-MÊME

Bien des camarades sont revenus, et d'autres y reviendront, sur cette formidable école de formation qu'est le « *lambertisme* ». Quand nous étions jeunes militants révolutionnaires, nous absorbions le trotskysme comme une éponge, tant il correspondait à ce que nous voulions et comprenions. C'était et c'est toujours une explication cohérente du monde et de ses enjeux. Comprendre pour

agir n'est pas une vaine formule. Elle est la clé de toute action humaine rationnelle.

Pierre Lambert n'enseignait pas, ce n'était pas un donneur de leçons bardé de la suffisance insupportable qu'ont certains qui pensent qu'avoir un diplôme, c'est à la fois avoir une connaissance et également un argument irréfutable dans le débat. Pour reprendre aussi la formule d'Alexandre Hébert : ces gens qui pensent qu'être parfois quelque chose c'est être toujours quelqu'un. Même si Pierrot était un farouche défenseur de l'enseignement public, du savoir et de la culture, il n'enseignait pas : il faisait comprendre.

Il ne tenait la main à personne pour traverser la rue ou pour savoir ce qu'il fallait faire. Sa méthode était de vous amener à comprendre par vous-même, sans vous dispenser une leçon de docte pour vous asséner des vérités. Sa pédagogie ressemblait beaucoup à celle de Jean Rostand, président d'honneur de la Libre Pensée : « *Former les esprits sans les conformer, les enrichir sans les endoctriner, les armer sans les enrôler, leur communiquer une force dont ils puissent faire leur force, les séduire au vrai pour les amener à leur propre vérité, leur donner le meilleur de soi sans attendre ce salaire qu'est la ressemblance.* »

Dans le combat laïque qui est le nôtre depuis plus de 30 ans, il nous a fait com-

prendre un certain nombre de choses importantes. Par exemple, que malgré nos désirs et nos envies, il ne fallait jamais changer la nature des organisations dans lesquelles on militait pour la cause. Il fallait toujours respecter le socle historique des organisations. Pour cela, il fallait s'immerger dedans, et en connaître la nature et le fonctionnement. Les révolutionnaires ne doivent jamais être des corps étrangers dans les milieux dans lesquels ils évoluent.

Nous avons eu un débat important sur le fait de savoir si la Libre Pensée devait se proclamer athée, ou si elle devait rester le creuset de la rencontre de différents courants philosophiques. Pierrot, qui se définissait comme un « juif athée », nous a montré l'importance de distinguer « religion » et « culture ». Cela nous a beaucoup servi quand des protestants libéraux, héritiers de Ferdinand Buisson, ont fait leur retour au sein de la Libre Pensée.

Pour Pierre Lambert, le combat pour la défense de la laïcité de l'école publique et de l'Etat n'était pas un vain mot. Il n'y avait pas une discussion sans qu'il revienne inlassablement sur le mot d'ordre « *Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée* ». C'était son leitmotiv. Pour lui, cela synthétisait tout le combat du mouvement ouvrier pour défendre les acquis de civilisation. Le Serment de Vincennes du 18 juin 1960 était pour lui la pierre d'angle du mouvement laïque, qui le liait au mouvement ouvrier dans la lutte pour l'émancipation humaine.

Il aurait été quelque peu stupéfait que certains qui osent se réclamer de lui, après sa disparition, aient pu faire un « Manifeste pour la défense de l'enseignement public » en mettant sur le même plan le latin, fondement de civilisation et de culture, et les langues régionales, résidus nostalgiques de culture obsolète. Comment aurait-il pu accepter que dans un texte sur l'école, il n'y ait pas un mot contre la loi Debré et le détournement de 10 milliards de fonds publics par an ? Le combat contre la loi Debré était, pour lui, au cœur de toutes les questions laïques. C'est ce qui fondait l'existence même du mouvement laïque adossé sur le mouvement ouvrier.

Mieux que quiconque, il comprenait ce que disait Ferdinand Buisson en 1904 : « *La séparation des Eglises et de l'Etat n'est pas le dernier mot de la Révolution sociale, mais*

elle en constitue incontestablement le premier. » Pierrot avait ainsi largement contribué à ce que la Constitution portugaise inclue cette séparation après la révolution de 1974.

Il aurait été aussi effaré de voir des menteurs patentés mettre, au détriment de la vérité la plus élémentaire, tous les « syndicats » enseignants sur le même plan, mélangeant ainsi les syndicats confédérés avec le SGEN-CFDT, officine de l'Eglise catholique. Il vomissait le mensonge par omission du journal *Le Monde*, car il considérait que c'était la méthode des curetons.

Nous venons de passer une semaine dans le récent congrès de la Fédération nationale de la Libre Pensée. Nous avons vu la nature réelle de ceux qui se sont regroupés derrière Gluckstein et de Massot, et qui avaient une petite poignée de représentants dans notre congrès. Alors que d'aucuns se réclament « dauphins » de Pierre Lambert, en oubliant que souvent le destin tragique des dauphins est de s'échouer sur les plages entre un sac poubelle et une crevette éventée, le caractère d'extériorité totale a été démontré au vu et au sus de tout le monde. Pierrot ne dirigeait pas de son bureau, il était dans la classe, dans le mouvement, dans les organisations, même s'il fallait parfois être dans son bureau.

IL ÉTAIT DANS LA CLASSE, DANS LE MOUVEMENT, DANS LES ORGANISATIONS

Il nous a fait comprendre aussi que le marxisme n'était pas une création ex-nihilo, mais qu'il s'appuyait sur tous les acquis de la civilisation et de l'humanité. Il n'y a jamais de rupture en histoire, il n'y a que des actes fondateurs. Chaque événement s'appuie sur les épaules du précédent. Nous avons vu, dans le congrès de la Libre Pensée, cette chose stupéfiante : ces liquidateurs voulaient, dans une résolution, supprimer la référence à la Révolution française, élément pourtant déterminant de la démocratie et de l'expression du conflit d'intérêts, pour y substituer un propos digne de la « culture prolétarienne » des staliniens sur les « *lutttes ouvrières, car 1789, c'était une révolution bourgeoise* ». La « culture prolétarienne » révélsait au plus haut point Léon Trotsky.

Tirant le bilan de quatre mois de combat de la classe ouvrière et de ses organisations syndicales issues de la vieille CGT, analysant

les choses pour mieux armer les militants de l'émancipation sociale et humaine, la résolution générale du congrès de la Libre Pensée titrait : « *Le corporatisme et le communautarisme ont été mis en échec* », traduisant ainsi le formidable mouvement de classe qui s'est exprimé.

(...) Les trotskystes ne seront jamais des épigones. Rendre hommage au camarade Pierre Lambert, c'est continuer son combat. Et pour cela, faire échec à toutes les tentatives, aussi pitoyables soient-elles, de liquider ce que nous sommes.

Citons pour finir la conclusion du *Programme de transition*, qui répond pleinement à la situation, hier comme aujourd'hui : « *La IV^e Internationale jouit dès maintenant de la haine méritée des staliniens, des sociaux-*

démocrates, des libéraux bourgeois et des fascistes. La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. Les ouvriers avancés réunis au sein de la IV^e Internationale montrent à leur classe la voie pour sortir de la crise. Ils lui proposent un programme fondé sur l'expérience internationale de la lutte émancipatrice du prolétariat et de tous les opprimés du monde. Ils lui proposent un drapeau que ne souille aucune tache.

Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine ! »

Vive la IV^e Internationale !

La IV^e Internationale vit et vivra !

Intervention de Daniel Shapira

CHERS camarades, il m'a été demandé de compléter le propos du camarade Patrick. Je commencerai là où il a terminé : le camarade Lambert serait content de voir le résultat de notre travail d'implantation, et en particulier les résultats de ce travail d'implantation dans la CGT ces dernières années — résultats dont il n'est pas nécessaire de donner le détail ici — avec un nombre important de camarades occupant des responsabilités dans plusieurs dizaines d'unions départementales, de fédérations. De nombreux camarades sont abonnés à notre journal, dont des responsables qui, pour certains, ont donné des interviews à *Informations ouvrières*.

Je crois que ce travail, qui est une continuité, est dû à un apport capital du camarade Lambert, même s'il n'a pas pu en voir les fruits de ces dernières années.

Le camarade Patrick a évoqué un élément important : pour Lambert, effectivement, le mouvement ouvrier forme un tout, la CGT et la CGT-FO étant les deux branches issues d'une même racine, d'une même origine. Ce point de vue fondamental, Lambert l'a exprimé non seulement théoriquement, mais aussi mis en pratique, et il nous a enseigné à le mettre en pratique.

Il y a un épisode de la vie de Lambert qui, je crois, explique cela. Il le résumait ainsi,

après son exclusion de la CGT en 1952 : « *Je prends contact avec les camarades du syndicat CGT des monteurs-levageurs qui sont des militants de lutte de classe, membres de la fédération du bâtiment CGT. Ils me demandent de les aider et, dans une AG, me proposent de devenir un des secrétaires du syndicat des monteurs-levageurs CGT. J'accepte. J'ai donc été, à la fois, pendant longtemps (près de 10 ans), secrétaire du syndicat des monteurs-levageurs CGT et secrétaire de la Chambre syndicale des employés et cadres FO de la région parisienne. Un bureau au troisième étage de la Bourse du travail et un bureau au cinquième étage* » (1).

Cela résume ce qu'a été son combat toute sa vie.

LE MOUVEMENT OUVRIER FORME UN TOUT

Au-delà de l'aspect personnel, ce n'est pas un élément anecdotique. Le camarade Patrick a rappelé les conditions dans lesquelles le camarade Lambert a été amené à proposer la révision de deux des 21 conditions d'adhé-

(1) Pierre Lambert, *Itinéraires*, Editions du Rocher, 2002, page 64.

sion à l'Internationale communiste concernant la subordination du syndicat au parti.

Je voudrais à ce propos vous lire une citation complémentaire à celle qu'a lue Patrick et qui donne le fil à plomb de ce qu'a été ensuite, pendant des décennies, le travail d'implantation dans la CGT. Lambert expliquait : « *Je ne pouvais admettre la subordination d'une organisation syndicale à Staline et à la bureaucratie stalinienne (...). J'estimais, pour ma part, que le syndicat devait rassembler les travailleurs quelles que soient leurs tendances politiques, philosophiques et religieuses. Donc, je n'avais pas de comptes à rendre à l'appareil stalinien de ce que je faisais politiquement* » (2).

Cette profession de foi a été une boussole pour des dizaines et des dizaines de camarades qui ont été formés dans l'expérience que l'organisation et l'appareil sont deux choses distinctes et antagonistes, et que, plus particulièrement en ce qui concerne la CGT, l'appareil stalinien n'avait aucune légitimité d'aucune sorte à décider quels militants devaient ou non être élus dans les instances des organisations. Les nombreux camarades qui, dans la récente période en particulier, ont été amenés à prendre des responsabilités l'ont fait dans cet héritage et cette continuité : l'appareil n'a aucune légitimité et nous lui déniions toute légitimité à décider qui doit ou non occuper des responsabilités syndicales.

C'est la matière vivante et permanente du combat pour la défense des organisations.

Alors, quand il y a eu la chute de l'URSS, la nature même de cet appareil stalinien a volé en éclats. Le camarade Lambert aimait à dire et redire, concernant la bande au sommet de cet appareil, qu'elle était « *hier subordonnée à Moscou, aujourd'hui vendue à Washington* ». Effectivement, pour tous ceux qui, au sommet, s'étaient subordonnés pendant des années à Staline et à sa clique, quand la dominante dans l'ex-URSS a été les privatiseurs mafieux, avec Gorbatchev, Eltsine, etc., alors cette orientation de soumission à l'impérialisme, dans la conduite en particulier de l'appareil syndical de la CGT, s'est développée.

Patrick faisait allusion à la CES et au syndicalisme rassemblé. Or c'est précisément dans les années qui ont suivi la chute de l'URSS que la CGT a adhéré à la CES. Et la formule « *syndicalisme rassemblé* » a été in-

ventée dans la fin des années 1990, cela pour matérialiser l'alliance avec la CFDT et, à travers cela, ce qu'on appelle couramment le syndicalisme d'accompagnement.

Ce qui a été important dans ce que nous a enseigné le camarade Lambert, c'est que cet appareil en cours d'éclatement n'était pas homogène. Dans une intervention au conseil général de la IV^e Internationale en 1995 (3), il a développé sur la différence de nature entre l'appareil réformiste assis sur les conquêtes sociales de la classe ouvrière et l'appareil stalinien qui était un appareil extérieur à la classe ouvrière.

Et il a précisé un élément qui, je crois, a été très utile pour notre travail ensuite.

Après avoir développé sur ce qu'est une aile d'un appareil qui s'assujettit directement à l'intégration corporatiste, il expliquait : « *Sous cet angle, le noyau central de l'appareil réformiste (et avec lui une fraction de l'appareil de la CGT), qui cherche à résister et qui tire sa place de la gestion des conquêtes sociales, a une position que l'on pourrait qualifier de centriste.* »

Dès ce moment-là, il avait parfaitement compris que l'éclatement de l'URSS entraînait un éclatement au sommet même de l'appareil dit stalinien, mais qui ne l'était plus au sens strict du terme, entre une aile majoritaire qui s'engageait dans la voie de l'intégration corporatiste (et l'on peut dire que pendant des années, c'est Bernard Thibault qui a symbolisé au sommet cette orientation) et une fraction qui cherchait avec ses propres méthodes à résister, comme il qualifiait l'appareil réformiste.

CET APPAREIL EN COURS D'ÉCLATEMENT N'ÉTAIT PAS HOMOGENE

On pourrait revenir sur le tournant qu'a été le congrès confédéral de 1995 de la CGT, où, pour la première fois, nous avons

(2) *La Vérité*, n° 88 (décembre 2015), dossier « *Syndicats et indépendance de classe* », document n° 15, page 48.

(3) Cette intervention de Pierre Lambert figure dans *La Lettre de La Vérité* n° 8, du 5 janvier 1996. Elle a été republiée dans *La Lettre de La Vérité*, n° 776, du 30 avril 2015, sous le titre « *Discussion au conseil général sur la situation française (11 décembre 1995)* ».

eu une intervention collective organisée, contrairement à ce qui se passait avant, où, dans le meilleur des cas, un seul délégué faisait une déclaration.

Pour terminer, je voudrais revenir sur un autre aspect du combat du camarade Pierre Lambert. En 1995, toujours dans cette discussion au conseil général, il disait : « *Il est nécessaire de promouvoir une politique de front unique qui nous conduit "inévitavelmente" à "conclure des accords avec différentes organisations" (Léon Trotsky). Partout, tout en conservant pleinement notre propre indépendance, nous faisons front contre le syndicalisme d'accompagnement, nous aidons à la résistance contre les tenants du syndicalisme d'intégration.* »

On voit à quel point on est très loin des liquidateurs pour qui tout est identique, toutes les ailes de l'appareil. Soi-disant « indépendants », les liquidateurs ne discernent aucune différence entre ceux qui relèvent du syndicalisme d'accompagnement et d'intégration, et ceux qui, peu ou prou, cherchent à résister.

Cette démarche permanente du camarade Lambert nous a aidés considérablement dans la dernière période — même s'il n'a pas pu la vivre — à nous orienter. Quand il y a eu la fameuse affaire Lepaon, dans un premier temps, nous avons défendu une position de principe qui était que nous refusions l'imixtion de la presse bourgeoise et de la bourgeoisie dans les affaires internes des organisations.

Très vite, quand nous avons vu qu'il y avait une lame de fond des militants qui, à travers Lepaon, rejetaient le syndicalisme rassemblé, la subordination à la CFDT, au patronat, et un mode de fonctionnement de l'appareil, nous avons compris qu'il se passait autre chose.

Et nous ne sommes pas restés neutres, sur l'Aventin, nous avons au contraire mené une politique de front unique. Front unique également au congrès confédéral de la CGT qui s'est tenu il y a quelques mois. Front unique tout en maintenant l'indépendance. Ce sont, je crois, les deux termes qui nous donnent aujourd'hui une boussole.

Patrick disait que Martinez, récemment, tout en insistant sur l'unité avec FO, n'abandonnait pas toute alliance avec la CFDT. Le journaliste Noblecourt avait d'ailleurs résumé ainsi la question lors de la conférence de presse de rentrée de la CGT : dans une formule claquante, il avait dit : « *Si je comprends bien, on ne peut pas dire que la CGT est d'accord avec FO sur tout et d'accord avec la CFDT sur rien.* » A quoi Martinez avait répondu : « *C'est une formule à Noblecourt, mais c'est ça.* »

Front unique dans la préparation du 15 septembre, par exemple, et indépendance dans les discussions. C'est la matière du débat qui va se poursuivre dans *Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte des classes, journal fondé par le camarade Pierre Lambert et qui est aujourd'hui un instrument majeur de notre combat.

Intervention de Hubert Raguin

CAMARADES, je serai bref, parce que j'ai bien compris qu'il fait chaud, cependant je voudrais compléter les propos des camarades Patrick Hébert et Daniel Shapira. Ils ont tous les deux insisté sur la passion qui était celle du camarade Lambert pour l'intervention dans les syndicats. D'ailleurs, il n'abordait jamais cette question d'un point de vue théorique ou abstrait. Il l'abordait toujours du point de vue de la nécessité de défendre les organisations de classe, ce qui commence par l'implantation des militants révolutionnaires dans leurs organisations de classe, dans le strict respect

de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats — et pour lui, ce n'était pas une formule —, et cela procédait toujours de la revendication dans sa méthode de discussion. Bien sûr, je vais vous parler un petit peu des enseignants...

J'ai participé, comme d'autres camarades dans cette salle, à des dizaines de discussions avec Lambert sur l'intervention des trotskystes dans l'enseignement, et il pouvait vous raconter tout sur les revendications des instits en classes préparatoires ou sur ce qu'était un PEGC, il partait toujours de la revendication, du détail de la revendication. Et c'est à partir

de la revendication et du combat pour obtenir satisfaction qu'il aidait, qu'il participait à l'élaboration d'une orientation.

La question syndicale dans l'enseignement a connu des péripéties qui se raccrochent totalement à ce qui vient d'être évoqué par Patrick et Daniel. Cela dit, il y a deux épisodes sur lesquels je veux revenir.

Lors de la scission entre la CGT et FO, et la création de la CGT-FO en 1947-1948, vous le savez, la Fédération de l'Education nationale, qui à l'époque était la fédération de l'enseignement de la vieille CGT, a choisi de rester dans l'autonomie. Et à ce moment-là, une question se pose : ce choix de l'autonomie était un enjeu pour tout le mouvement syndical, c'était un enjeu pour l'existence des confédérations. Il a fallu élaborer, trouver une orientation par rapport à cela. Et trouver une orientation par rapport à ce contexte nécessitait de formuler une orientation qui empêche que cette autonomie soit autre chose que provisoire. Il fallait que cette autonomie soit provisoire et elle ne pouvait exister qu'en relation avec la nécessité de résoudre le problème d'une confédération unique et de la réunification.

A ce moment-là, ça se posait comme cela. Et Lambert a participé à l'élaboration de cette orientation qui a conduit à la bagarre dans le congrès du SNI de l'époque et de la FEN autour d'une motion, la motion Bonnissel-Valière (1), qui définissait cette question de l'autonomie provisoire et la limitait en donnant un point d'appui pour combattre contre le fait que cette autonomie devienne définitive et réactionnaire, c'est-à-dire tournée contre les confédérations.

PARTIR DU DÉTAIL DE LA REVENDICATION

Jusqu'au début des années 1960, la motion Bonnissel-Valière a d'ailleurs permis aux trotskystes intervenant dans la lutte de classe et dans l'enseignement de regrouper des militants d'origines diverses, de courants divers, pour défendre le caractère ouvrier de la FEN et des syndicats de la FEN. Il y a eu la constitution du CNAL, en 1953, dans lequel siégeaient à égalité les confédérations FO et CGT.

Il y a eu le combat contre la guerre d'Algérie, il y a eu l'opposition au coup d'Etat de De Gaulle en 1958... Il y a eu, en

1970, le combat contre l'accord interprofessionnel sur la formation professionnelle... Et les trotskystes y intervenaient, dans les syndicats de la FEN, dans la FEN, au compte de cette orientation.

Mais chemin faisant, cette autonomie s'est transformée en autre chose. Parce qu'il y a eu le coup d'Etat de De Gaulle, parce qu'il y a eu la bagarre de l'Etat pour l'intégration des syndicats de la FEN — et de la FEN — à tous les rouages et toutes les réformes et contre-réformes de la V^e République. Parce qu'il y a eu la volonté d'insérer la FEN et ses syndicats à tous les niveaux dans la cogestion de l'Education nationale contre les droits des personnels, contre leurs statuts, contre la laïcité de l'école. Parce qu'il y a eu de la part des dirigeants de la FEN l'adhésion des dirigeants de la CFDT au Comité national d'action laïque. Puis, il y a eu l'acceptation des conseils d'école, c'est-à-dire la gestion tripartite de l'école. Puis, il y a eu, en 1981, André Henri, secrétaire général de la FEN, qui devenait éphémère ministre du Temps libre dans le premier gouvernement Mitterrand.

L'AUTONOMIE PROVISOIRE ÉTAIT DEVENUE UN OUTIL RÉACTIONNAIRE

En 1979, un des points les plus élevés de cette bagarre a été la proposition par Lambert de constituer le Comité pour l'appel aux laïques, rassemblant des militants d'origines diverses, des dirigeants de la CGT-FO, des dirigeants de la Libre Pensée, certains issus du Parti communiste, Comité pour l'appel aux laïques qui posait tout l'axe de la bagarre nécessaire pour défendre l'école laïque, pour aider au front unique pour la défense de la laïcité, pour la défense de l'école publique.

Mais dès 1981, l'alignement des dirigeants de la FEN et du SNI sur toutes les thèses corporatistes s'accéléra. L'autonomie provisoire avait épuisé toutes ses virtualités et était devenu un outil réactionnaire contre les confédérations, contre l'école et les personnels. Et à l'initiative du camarade Lambert, à ce moment-là, nous avons initié une discussion où il s'agissait de porter une appréciation sur cette autonomie réactionnaire et sur

(1) Il s'agit de la motion présentée en commun par René Bonnissel et Marcel Valière lors du congrès national du SNI d'avril 1948.

la nécessité d'engager la bagarre pour réintégrer les enseignants dans le mouvement ouvrier confédéré, pour les réintégrer au sein du mouvement ouvrier. Et c'est cette bagarre qui a débouché sur la décision des militants trotskystes d'initier un regroupement dans l'enseignement de plusieurs centaines de syndicalistes qui ont décidé de quitter la FEN et de rejoindre le syndicalisme ouvrier confédéré dans la CGT-FO.

Camarades, ces épisodes successifs sont l'expression de toute l'orientation du camarade Lambert dans le mouvement syndical. Il ne s'agissait pas de questions « enseignantes », il s'agissait de défendre l'unité de la classe ouvrière, de défendre l'existence des

confédérations ouvrières contre les tentatives d'éclatement qui étaient menées contre les personnels, contre la laïcité. Les péripéties ultérieures, vous les connaissez : en 1983-1984, plusieurs centaines de militants passent à FO ; en 1992, la FEN scissionne et se prolonge dans la FSU ; puis, la FEN devient UNSA-Education en 2001, achevant un cours parfaitement réactionnaire. Dans cette bagarre, les militants trotskystes, dans la discussion, et à l'initiative du camarade Lambert, ont su préserver et impulser une orientation de défense des organisations au compte des intérêts de toute la classe ouvrière.

Voilà ce que je voulais vous indiquer dans cette discussion.

Intervention de Marc Gauquelin

CAMARADES, je sais que je répondrai à un vœu de cette salle comble et surchauffée : je serai bref. Je n'ajouterais rien à ce que les camarades ont excellemment dit sur le camarade Pierre Lambert, sur ce qu'il a été, sur le fond de sa pensée et sur la méthode qui lui a permis d'agréger, année après année, génération après génération, ces organisations qui sont aujourd'hui la section française de la IV^e Internationale et la IV^e Internationale, solide et expérimentée, qu'il s'est, durant toute sa vie, attaché à reconstruire.

FUSION ENTRE MILITANTS AUX PARCOURS DIFFÉRENTS DANS UN SEUL PARTI SUR LA BASE DU MARXISME

Je voudrais parler de vous, qui êtes dans cette salle, et qui donnez la meilleure image politique de l'agrégation de différentes générations de militants, d'origines diverses, venus au travers d'expériences différentes et qui ont réussi, sous la direction du camarade Lambert, à fusionner en une organisation. J'insiste sur cet aspect, parce que Lénine met une insistance particulière à souligner cette dimension : la nécessité absolue de réaliser cette fusion entre militants aux parcours différents dans un seul parti, solidement établi sur les bases du marxisme.

Je rappellerai au sujet de cette fusion que Pierre Lambert a été capable de faire dialoguer

et travailler ensemble la « vieille garde » regroupée autour de lui dans les années 1950 avec les militants plus jeunes qui ont rejoint la IV^e Internationale au cours des années qui ont suivi. Faire dialoguer et travailler ensemble des militants comme Alexandre Hébert (qui était anarcho-syndicaliste) — dont a parlé Patrick —, des militants comme Daniel Renard, animateur de la grève Renault, comme toute une série d'autres militants ouvriers, ou comme Clément — dont on vient de lire le message qu'il nous a fait parvenir —, comme Sorel, artisan central de notre organisation, qui nous a quittés récemment, comme Marika, militante révolutionnaire et combattante de la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956, ou encore comme Mustapha Ben Mohamed, et cela dans une seule organisation, à égalité dans le débat, y compris avec les plus jeunes. Je crois que c'est un élément extrêmement important.

Camarades, cette organisation vient une nouvelle fois de démontrer sa force et sa cohésion. Le départ de la clique qui ose frauduleusement se prétendre la continuatrice de l'œuvre de Pierre Lambert nous a amenés à renforcer notre propre appropriation de cet héritage politique qu'est le « lambertisme », comme expression politique vivante aujourd'hui du programme de la IV^e Internationale.

Imaginez le scandale qu'a provoqué, dans les rangs de ces liquidateurs — lorsqu'ils étaient encore membres des instances dirigeantes de notre courant —, la décision que nous avons prise de citer dans une résolution de la direction nationale la fameuse lettre de Trotsky à

Jean Rous de novembre 1935 (1), qui disait : « *On répète qu'entre le fascisme et nous, c'est une course de vitesse. Mais il faut bien analyser le contenu de cette formule du point de vue du parti révolutionnaire. Saurions-nous donner aux masses une armature révolutionnaire avant que le fascisme ne les écrase ? Ce serait absurde de croire que nous aurons suffisamment de temps pour créer un parti omnipotent qui pourrait éliminer toutes les autres organisations avant les conflits décisifs avec le fascisme ou avant le déclenchement de la guerre. Mais il est tout à fait possible dans un bref délai, les événements aidant, de gagner de larges masses, non à notre programme, non à la IV^e Internationale, mais à ces comités d'action, et, une fois créés, ces comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire.* »

Bien évidemment, nous ne sommes pas aujourd'hui menacés de l'instauration du fascisme. Il n'en demeure pas moins que la violence du choc qui s'annonce entre l'offensive débridée du capital financier et les masses, sa proximité, justifient pleinement que nous faisons cette référence à la méthode de Trotsky.

Camarades, le seul fait d'avoir osé citer cette appréciation de Trotsky et la méthode qu'elle sous-tendait a provoqué un scandale incroyable. Les animateurs de la clique jugeaient que c'était une formulation qui appelait à la liquidation de la construction de la section française de la IV^e Internationale. Tout est dit !

Camarades, cette organisation renforcée existe et combat au moment même où — cela a été rappelé avant moi — les signes précurseurs d'une vague révolutionnaire d'une profondeur sans précédent sont en train de s'affirmer.

Que dans un pays comme les Etats-Unis d'Amérique, 13 millions de personnes aient voté Sanders contre Clinton et que des sections entières des syndicats ouvriers américains — qui avaient apporté leur soutien à Sanders — aient refusé de le suivre dans son ralliement à Clinton, a une signification extrêmement profonde. La crise sociale qui déchire les Etats-Unis est en train de provoquer des mouvements de fond que nous n'avons pas connus depuis la Deuxième Guerre mondiale.

SIGNES PRÉCURSEURS D'UNE VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE

Plus près de chez nous, en Grande-Bretagne, 200 000 jeunes adhèrent au Labour Party pour

défendre Corbyn contre la direction « blairiste » du Labour Party... et sans même revenir sur la signification des quatre mois de mobilisation que nous avons connus en France, qui s'inscrivent dans la continuité de tout un mouvement qui traverse ce pays depuis des années et des années, et qui annonce sans aucun doute de nouveaux développements.

Nous en discutons au secrétariat international qui vient de se tenir : les grèves qui reprennent en Tunisie indiquent que l'explosion révolutionnaire qui a eu lieu il y a cinq ans, en Tunisie et en Egypte, est loin d'être terminée. Au contraire, elle s'approfondit, elle s'enracine.

Et bien évidemment — les camarades l'ont évoqué —, la résistance palestinienne, qui ne recule pas, trace, dans la situation atroce du Moyen-Orient, une ligne directrice capable d'ouvrir la voie à une issue en rejetant les combats interethniques, intertribaux, interreligieux, pour instaurer une République laïque de la Palestine sur tout le territoire historique, où vivraient à égalité, sur les ruines de l'Etat sioniste d'Israël, les citoyens, quelles que soient leur origine ou leur religion.

Pour faire écho aux propos du camarade Sérac, je citerai Trotsky, en 1940, à la veille du grand plongeon dans la barbarie, qui expliquait : « *Un délai d'un quart de siècle s'est révélé trop court pour le réarmement révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne internationale et trop long pour préserver le système soviétique d'un pays arriéré. Mais la tâche essentielle de notre époque n'a pas changé, pour cette simple raison qu'elle n'a pas été résolue.* (...) »

Les marxistes n'ont pas le moindre droit (à moins de considérer le désenchantement et la lassitude comme un "droit") de tirer la conclusion que le prolétariat a épuisé ses possibilités révolutionnaires et doit abandonner ses prétentions à parvenir au pouvoir dans la toute prochaine période » (2).

Ce qui se produit à l'échelle mondiale aujourd'hui nous indique que nous sommes à la veille d'explosions gigantesques. Nous pou-

(1) Cette lettre de Trotsky à Jean Rous figure dans l'ouvrage de Nicolle Braun, *L'Organe de masse, contribution sur la crise de la section française de la Ligue des communistes-internationalistes (bolcheviks-léninistes)*, éditée par le secrétariat international de la LCI (BL) en juin 1936 (60 pages).

(2) Léon Trotsky, « *L'URSS dans la guerre* », *Défense du marxisme*, EDI, 1972, pages 116-117.

vons avoir confiance dans le capital politique, théorique et organisationnel constitué par la IV^e Internationale et par sa section française.

En conclusion, je dirai : à nous de jouer, camarades ! à nous de jouer, appuyés sur ce patrimoine politique considérable, avec la maîtrise que nous en avons déjà, à nous d'élaborer les formes qui nous permettront

d'implanter les organisations révolutionnaires qui aideront la classe à arracher le pouvoir des mains de l'impérialisme et du capitalisme, à exproprier le capital et à instaurer le pouvoir de la classe ouvrière, chacun dans nos propres pays, reliés les uns aux autres dans le combat international pour les Etats-Unis socialistes du monde !

Conclusion

L'ENSEMBLE des intervenants prévus ayant pris la parole, je voudrais simplement dire en ce qui concerne cette réunion d'aujourd'hui que le camarade Lambert aurait été fier d'en apprécier la qualité, ainsi que celle de ses interventions ; comme il aurait été fier du combat des sections de la IV^e Internationale au Brésil, en Azanie, du combat de la section française, de tous nos combats sur tous les continents. Ce combat, vous le continuerez dans les unités de base de la section française pour ceux qui en sont membres. Pour ceux qui ne le sont pas, vous le continuerez en participant à un groupe d'études révolutionnaires, un GER, et je vous invite à vous y inscrire.

Et avant de chanter *L'Internationale*, je vous invite à renouer avec une tradition, et Lambert aurait été d'accord avec cette tradition, c'est-à-dire que la section française va payer un coup à boire dans la cour.

Annexe 1

Le "groupe Lambert" et la publication d'Informations ouvrières (1)

Nous avons vu qu'au centre de la majorité du PCI résistant au pablisme, il y avait la commission ouvrière. Des crises et démoralisations réduiront le PCI à un petit groupe d'une cinquantaine de militants en 1958, mais des militants ouvriers.

« Après la scission, la fraction trotskyste ne fonctionna plus comme une organisation : elle se réduisit, par la force des choses, à un "groupe", où le vieux noyau se substituait à tous les organismes et entraîna à sa suite les militants, dans l'accomplissement des tâches, sur une ligne politique définie à peu près sous sa seule responsabilité, avec un minimum de contrôle des militants. Il ne pouvait en être autrement ; ce n'est qu'à ce prix que l'essentiel pouvait être sauvegardé : la permanence du trotskysme militant en France.

Le vieux noyau se voyait obligé de "porter à bout de bras" l'organisation pour la diriger au combat, essentiellement dans les entreprises et les syndicats. Tout cela était un mal inévitable. Pour que le régime intérieur soit conforme aux principes du bolchevisme, il faut que les militants soient convaincus de cette nécessité. Mais le doute exerçait ses ravages et clairsemait les rangs de l'escouade trotskyste. Dès lors, l'aspect formel des choses passait au second plan, loin derrière la conformité du contenu politique des décisions aux principes du marxisme. Ce qui ne voulait pas dire qu'il fallait s'y complaire, s'en réjouir, l'ériger en vertu. Si la fraction trotskyste d'alors ne l'avait pas compris, le contenu eût vite fait d'être à son tour complètement gâté. Son mérite, en outre, fut de le comprendre » (Quelques enseignements de notre histoire).

Les événements de Berlin-Est en 1953, la révolution hongroise des conseils ouvriers en 1956 vont être l'occasion pour la section française, s'opposant au pablisme, de chercher à se lier à des

secteurs du mouvement ouvrier, et aussi avec des intellectuels. Les militants trotskystes vont notamment, dans des secteurs certes limités de la classe ouvrière, mais aussi au sein de la Fédération de l'Éducation nationale, organiser le combat pour soutenir la révolution hongroise des conseils ouvriers, contre la direction du PCF qui dénonce un coup fasciste. La section française réalisera des accords contre la guerre d'Algérie, accords qui visaient à desserrer l'étau sur les rangs trotskystes, passés avec des intellectuels comme Edgar Morin ou Jean Duvignaud (avec lesquels ils rompront du fait de leur adaptation à l'impérialisme), mais également avec Roland Barthes et quelques sartrien, qui ensuite seront amenés à céder devant le stalinisme.

En revanche, le lien fut toujours conservé avec André Breton, le fondateur du Mouvement surréaliste, celui qui, avec Trotsky, publia le *Manifeste pour un art indépendant*, et qui, le 20 avril 1956, prenait la parole dans un meeting pour dénoncer la répression contre les trotskystes et la saisie de *La Vérité* : « *La Vérité, nous venons de l'apprendre, est saisie pour la quatrième fois. Je salue ce qui lui vaut cette toute spéciale sollicitude des pouvoirs et, à travers elle, la mémoire exigeante et impérisable de Léon Trotsky.* »

Cette recherche, sous toutes les formes, visait précisément à sortir les militants trotskystes de la répétition de formules doctrinaires, sortir de leur « exil » et s'engager sur un terrain d'action pratique. En relation avec les développements de la lutte des classes, la grève générale de 1953, le mouvement gréviste de 1955, où les trotskystes interviennent activement, le début de la reconstruction de l'organisation trotskyste s'opère. Cette fois-ci, c'est sur le terrain direct de la classe ouvrière qu'à partir d'un appel de militants ouvriers et syndicalistes de la région nantaise va être constitué un Comité de liaison pour l'action et la démocratie ouvrière (CLADO). Le CLADO regroupe ainsi des militants ouvriers, syndicalistes, dont des trotskystes et des anarcho-syndicalistes. Il est une première matérialisation de cette **recherche d'un cadre de confluence et de convergence de militants ouvriers d'origines diverses combattant sur le terrain de l'indépendance politique de la classe ouvrière**. C'est une première matérialisation de l'idée contenue dans l'amendement de 1948. Un pas pratique vient d'être franchi. Un deuxième le sera avec la fondation d'*Informations ouvrières* en 1958.

Dans *Quelques enseignements de notre histoire*, Pierre Lambert écrit : « *De 1952 à 1958 coexistèrent de fait dans les rangs trotskystes deux lignes politiques : l'une correcte, celle que les trotskystes avaient commencé à élaborer dans les dernières années de la guerre et après la guerre, et qui trouva en particulier son expression vivante dans la défaite du pablisme et dans l'intervention qui eut lieu dans la lutte de classe en France ; l'autre, qui perpétuait les défauts hérités d'un passé petit-bourgeois, incapacité d'élaborer une ferme politique d'organisation, particulièrement dans le domaine des finances, laisser-aller, absence de méthode, abandon partiel au processus spontané. Sur ce dernier point, tout se passait comme si le mouvement spontané avait été investi du pouvoir de réaliser mécaniquement sous la pression des conditions objectives, d'exsuder en quelque sorte le parti révolutionnaire* » (*La Vérité*, n° 60-61, numéro spécial Pierre Lambert, mars 2008).

L'élément tournant va être la décision de publier *Informations ouvrières*. Jusqu'en 1958 se prolongent les méthodes petites-bourgeoises du SI. *La Vérité* est hebdomadaire, mais sans politique de vente et d'organisation, les déficits s'accumulent. En 1958, Pierre Lambert, à partir de la proposition d'en finir avec cette situation, décide de publier un bulletin ronéotypé recto-verso, sur la base de l'autofinancement ; il va modifier le fonctionnement du groupe. *La Vérité* devient un organe théorique. Le bulletin *Informations ouvrières* est conçu comme une « *tribune libre de la lutte des classes* », à l'initiative des trotskystes, mais ouverte à des militants ouvriers d'origines diverses.

En 1960, « *les trotskystes décident de se donner les moyens d'un organe de presse, pôle et levier du regroupement d'une avant-garde plus large que celle qu'ils constituaient : la parution du bulletin ronéotypé hebdomadaire Informations ouvrières inaugurerait ainsi un patient travail de rassemblement qui permettrait de constituer le premier réseau de militants, "amis" ou lecteurs à travers lesquels une politique de classe élargissait son influence (...)*.

A partir de février 1964, le bulletin ronéotypé Informations ouvrières devient une publication mensuelle imprimée et se définit comme "tribune libre de la lutte des classes". Il va désormais s'efforcer, en élargissant son audience, en planifiant et en systématisant sa diffusion, de devenir le centre organisateur de cette avant-garde qui, sans être convaincue à une première étape de la validité du Programme de transition, du programme de la IV^e Internationale, acceptait toutefois de participer au combat commun pour la réalisation du front unique ouvrier à travers la discussion, l'intervention, la conjonction des efforts, de concert avec les trotskystes » (*Quelques enseignements de notre histoire*).

En rapport avec les développements de la lutte de classe de 1953 à 1958, et avec les liens qui se sont noués avec des secteurs limités, mais réels, de la classe ouvrière après la constitution du CLADO, la section française va adopter une résolution en 1962. On peut y lire notamment :

« Les problèmes posés par la construction de la IV^e Internationale ne pourront être utilement étudiés dans toute leur généralité que lorsqu'une étape importante aura été franchie dans la reconstruction du mouvement trotskyste international. Il nous apparaît toutefois nécessaire dès maintenant de souligner que, conformément à l'expérience de l'Internationale communiste, il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et même pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire dont elles seront partie intégrante. »

Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est bien entendu intangible, ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l'Internationale des tendances ouvrières révolutionnaires qui ont avec ce programme des désaccords plus ou moins étendus soit exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont avant tout leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classe auxquelles elles ont participé. »

Une première proposition sera élaborée au XIV^e Congrès de l'organisation, en 1964. Une résolution présentée par Pierre Lambert formule, pour la première fois de manière conséquente, **la ligne de la transition en matière de construction du parti.**

C'est dans ce même mouvement que la section française va formuler cette même recherche au plan international, traduite par la proposition d'une « conférence mondiale ouverte » conçue comme un cadre de regroupement à l'échelle internationale. En France, cette orientation se traduit, dans la période qui précède mai 1968, par « l'Alliance ouvrière », cherchant à rassembler, avec les militants trotskystes, des militants ouvriers, anarcho-syndicalistes, militants en rupture avec le PCF... Cela donnera naissance, au début de la grève générale de 1968, à des comités rassemblant ces forces, dénommés comités d'alliance ouvrière (CAO).

(1) Extraits de la brochure n° 5, « Documents de formation de la section française de la IV^e Internationale », « Qu'est-ce que... le trotskysme ? », éditée par *La Lettre de La Vérité*, pages 39 à 42.

Annexe 2

Le passage à l'organisation : l'OCl et la ligne de la transition (1)

C'EST sur cette ligne, combinant intervention politique dans la lutte des classes et internationalisme, avec une rigueur d'organisation, que le groupe comptant 52 militants en 1958 a recruté des militants ouvriers et des jeunes et, sur cette base, a décidé lors de son XIV^e Congrès de constituer l'organisation.

Le passage du « groupe Lambert » à l'Organisation communiste internationaliste (OCI) souleva nombre de problèmes théoriques, politiques et organisationnels, notamment le fait de traduire dans des tâches concrètes des objectifs et des résultats, donc une politique d'organisation. C'était la rupture nette avec ce qui avait marqué la section française, l'idée de se laisser guider par la « marche des événements », qui, combinée à la « justesse » de notre programme, aboutirait miraculeusement à la construction du parti. C'était alors la discussion dans l'organisation à partir de l'amendement de 1948, pour formuler la ligne de la transition en matière de construction du parti.

L'axe de l'orientation de la **Ligue ouvrière révolutionnaire** vise à saisir la couche de militants qui, dans leur développement politique, cherchent à se dégager des appareils, et à les organiser sur

un terrain d'indépendance de classe. Des courants, des militants qui cherchent à se dégager du contrôle des appareils contre-révolutionnaires sur un terrain de classe ne vont pas, *ipso facto*, adhérer à la IV^e Internationale. Cette orientation vise à trouver les formes d'organisation dans lesquelles ils peuvent s'organiser à égalité avec les trotskystes et combattre ensemble.

Le congrès vote une résolution intitulée « *La stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR)* », qui formule une ligne de rassemblement des trotskystes avec des courants se dégageant de la crise du PS et du PCF. Elle ouvre la possibilité de constituer une organisation en commun, sans opposer comme préalable la reconnaissance du programme de la IV^e Internationale. Pour autant, le courant trotskyste ne se dissoudrait pas, mais contribuerait à l'évolution et à la construction de ce regroupement, avec ses propres positions, dans le cadre de la démocratie ouvrière.

On pourrait, près de quarante ans après, dire que ces phénomènes ne se sont pas produits, que des courants entiers du PC et du PS n'ont pas rompu avec les appareils et ne se sont pas organisés sous la forme prévue. Ce serait là une vision formaliste des problèmes. Cela ne s'est pas produit sous cette forme. Les développements de la lutte des classes, l'effondrement de l'URSS et la dislocation de l'appareil stalinien, à l'échelle internationale comme en France, ont modifié les formes de la réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe. De plus, la résolution du XVII^e Congrès souligne qu'il s'agit là d'une des possibilités, et qu'aucune autre n'est à exclure. La fin de la résolution précise : « *Bien d'autres éventualités sont ouvertes (...). La perspective de la LOR nous donne ainsi toute la flexibilité indispensable, toute la souplesse nécessaire pour accomplir nos tâches.* »

Mais c'est précisément la ligne définie par les résolutions des XIV^e, XVII^e et XVIII^e Congrès qui a permis d'avancer tant au plan national qu'au plan international, de franchir une nouvelle étape dans la voie de la construction de la IV^e Internationale sur la ligne de la transition, et qui a ainsi contribué à la fondation du Parti des travailleurs, et permet aujourd'hui d'avancer, à égalité avec des militants d'origines diverses, dans la construction du Parti ouvrier indépendant.

C'est dans un même mouvement, en effet, et dans une même période (1991), que vont être fondés à la fois l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, et le Parti des travailleurs. En effet, depuis la fin des années 1970 jusqu'au moment de la chute de l'URSS, la IV^e Internationale avait participé à des initiatives internationales sur des sujets comme la dette imposée par le FMI, rassemblant avec les militants trotskystes des militants ouvriers d'autres origines politiques.

C'est cette continuité qui permet, à la veille de la première guerre du Golfe, en janvier 1991, la tenue à Barcelone d'une conférence internationale qui proclama l'Entente internationale des travailleurs (EIT), rassemblant des militants de toutes tendances. Mais répétons-le, cela n'a été possible que par la constitution de l'organisation, l'OCI, se situant pleinement sur le terrain de la IV^e Internationale et du bolchevisme.

(1) Extraits de la brochure n° 5, « *Documents de formation de la section française de la IV^e Internationale* », « *Qu'est-ce que... le trotskysme ?* », éditée par *La Lettre de La Vérité*, pages 42-43.



Hommage à la militante révolutionnaire Marika Kovács

Retour sur l'Octobre hongrois de 1956

La grande salle de la coupole du cimetière du Père-Lachaise était comble, ce vendredi 10 juin 2016. De nombreux participants sont restés debout. Ils étaient venus participer aux obsèques de Marika Kovács : sa famille, ses amis, ses collègues du muséum, des syndicalistes, des militants du POI (et notamment ceux qui sont membres de la section française de la IV^e Internationale).

Sur son cercueil, le drapeau de la IV^e Internationale. Ses enfants, leurs conjoints et ses petits-enfants se sont rassemblés, pendant que l'un de ses fils lisait en leur nom un texte sur Marika rempli d'émotion.

Un syndicaliste hongrois, Lazslo Aztalos, venu spécialement de Hongrie, fit une courte déclaration et transmit le salut de son syndicat. Bernadette, une collègue de Marika du muséum, rappela également ce qu'y fut son activité.

Jean-Luc Antonucci, cosecrétaire général de la Ferc-Sup-CGT (le syndicat de Jean Menecier, compagnon de Marika), venu avec une délégation de la direction de son syndicat, a pris la parole. Enfin, Lucien Gauthier prononça l'hommage de la IV^e Internationale. Toute l'assistance entonna ensuite *L'Internationale*.

Hommage de la IV^e Internationale

J'APPORTE ici le salut de la section française de la IV^e Internationale et celui de l'Internationale tout entière à Marika Kovács. Difficile de rendre hommage à Marika sans respecter ce qu'elle a toujours été. Une femme distinguée, discrète, pudique, ne supportant pas le clinquant, l'ostentatoire, le m'as-tu-vu, le parler pour ne rien dire...

Il a fallu beaucoup de persuasion, du temps, des pressions amicales de ses amis, de ses camarades, pour que Marika accepte d'écrire un livre. Pas ses mémoires : Marika n'aurait jamais écrit ses mémoires. Mais elle a écrit, avec son amie et camarade Liliane Fraysse, un livre à quatre mains, un livre sur *L'Octobre hongrois de 1956*.

Un livre qui, pour elle, signifie fournir aux nouvelles générations les enseignements de la révolution ouvrière de 1956. Tel est l'objectif de ce livre. Elle a précisé dans la préface : « *Je n'étais qu'une simple militante.* » C'est Marika.

Comme vous le savez tous, Marika était Hongroise, indiscutablement Hongroise. Cela se lisait sur son beau visage, ses yeux effilés, presque asiatiques, ses pommettes, montrant qu'elle plongeait ses racines dans les tribus magyares, qui, au IX^e siècle, sont arrivées dans les plaines de Hongrie. Il suffisait de l'écouter parler pour entendre son accent, dont, malgré des décennies de vie en France, elle ne s'était pas libérée, parce qu'elle était Hongroise. Marika était

militante ouvrière en France, mais elle demeurait Hongroise. Elle était née dans la plaine centrale de Hongrie d'une famille issue de la paysannerie pauvre. Ses grands-parents paternels et maternels étaient paysans, son père forgeron et maréchal-fermant. Dans cette Hongrie, elle était, comme on le dit aujourd'hui, de famille modeste. Dès l'adolescence, elle s'est découverte communiste, elle a adhéré aux Jeunesses communistes.

Les grandes nationalisations de 1948-1949 étaient pour elle le signe du début de la marche vers le socialisme, vers la construction d'une société débarrassée du capital, d'une société débarrassée de l'oppression et de l'exploitation. A la fin de ses études secondaires, Marika monte à Budapest, où elle va étudier la philosophie. Elle est sélectionnée pour entrer dans le prestigieux Institut Lénine. En fait de philosophie, on y enseignait le « marxisme-léninisme ». Enfin, entre guillemets... Car l'Institut Lénine, sous la coupe de l'appareil stalinien, était le vivier de formation et de recrutement des cadres. La voie était tracée pour Marika : si elle se comportait bien, elle entrerait dans la couche privilégiée de la nomenklatura. Mais il y avait un mais, et ce mais, c'était Marika elle-même ! Quand, en 1956, la jeunesse et les ouvriers descendent dans les rues, Marika est, dès les premiers jours, avec eux, parce qu'elle est communiste ! Un communiste est avec sa classe qui combat, et un communiste combat avec sa classe. Marika, comme d'autres communistes, se heurte en 1956 à la direction de son parti. Avec de nombreux camarades, elle combat dans cette révolution. Elle est là dans la manifestation du 23 octobre devant les bâtiments de la radio. Des soldats y ont été envoyés pour disperser la manifestation, mais ils refusent de tirer parce qu'ils sont eux-mêmes fils d'ouvriers, de paysans. C'est la police politique du régime, les chiens de garde de la nomenklatura, qui ont tiré dans la foule. Ce jour-là, les trois premiers morts de la révolution hongroise tombent. Ce jour-là, à la première heure de la révolution hongroise, Marika est avec ses camarades membres du comité des étudiants révolutionnaires.

Elle participe aux réunions, aux meetings, aux manifestations. Elle participe à l'élaboration des plates-formes et des pro-

grammes de ces comités. Elle est une militante engagée.

Le bouillonnement saisit toute la Hongrie, la classe ouvrière envahit les rues. Les grèves se développent, ainsi que les conseils ouvriers. L'appareil du parti se désarticule. La majorité de la direction du Parti communiste hongrois s'est rangée aux côtés du Kremlin. Des anciens cadres du parti mis sur la touche ou envoyés en prison, qui ont été libérés et qui penchent plutôt du côté de la révolution, ont formé un gouvernement provisoire. Tout cela est insoutenable pour la bureaucratie stalinienne du Kremlin. Elle fait intervenir ses chars, les chars des troupes soviétiques stationnant en Hongrie, pour réprimer l'insurrection.

La population se dresse, s'adressant aux frères soviétiques pour fraterniser avec eux. Marika a appris à parler le russe à l'Institut Lénine. Avec d'autres étudiants, elle est chargée de distribuer des tracts aux soldats soviétiques. Marika raconte comment elle monte sur un char et, par la meurtrière, glisse un tract écrit en russe, avec le slogan évocateur du programme marxiste : « *Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre !* » Ce mouvement de fraternisation en direction de ces ouvriers et paysans soviétiques qui découvrent qu'ils n'ont pas affaire à la contre-révolution, mais à un peuple, une classe ouvrière en mouvement, contraint la bureaucratie à mettre un terme à cette première intervention, à retirer ses chars.

Ce qui était un bouillonnement devient un torrent qui emporte tout ! Les comités d'ouvriers se développent et se centralisent. Ils veulent conforter le socialisme, aller de l'avant pour se libérer de la bureaucratie. Ils veulent le socialisme et la liberté. Au sein du gouvernement provisoire, il y a des tergiversations, des hésitations, des pas à gauche, des pas à droite. Il n'y a pas une force organisée, comme en Russie en 1917, pour aider le peuple et la classe ouvrière hongroise à surmonter ces obstacles et à centraliser les comités pour prendre le pouvoir. Ce qui est pourtant l'exigence des déclarations des comités, dans tout le pays : « *Tout le pouvoir aux conseils ouvriers !* »

Face à cela, la bureaucratie du Kremlin est terrorisée. Elle est terrorisée de voir surgir en Hongrie ce qui s'était produit en

Russie en 1917 quand les soviets avaient pris le pouvoir ! Depuis sa prise du pouvoir en URSS, la bureaucratie n'a cessé de combattre tous les acquis de la révolution de 1917. Mais il y a une différence entre 1956 et 1917. Quand les soviets ont pris le pouvoir en Russie, ils ont aboli le capital, décrété son expropriation. En Hongrie, la révolution n'est pas motivée par le changement de l'ordre social. Elle n'a pas pour objectif non plus de revenir au capital ! Elle a pour but de conforter, d'affermir le socialisme et l'expropriation du capital. Ce qui implique de chasser la bureaucratie.

La bureaucratie du Kremlin réagit de nouveau. Des troupes venues d'URSS, de Roumanie, de Pologne et d'ailleurs envahissent le pays. Elles tirent et elles tuent. C'est à l'écrasement de la Commune de Hongrie et de cette révolution ouvrière que s'est attelée la bureaucratie. Marika avait raison, cette révolution est un tournant majeur dans l'histoire du XX^e siècle. La classe ouvrière, agissant selon les méthodes de la lutte des classes, avec ses conseils ouvriers, s'est dressée pour affirmer que le socialisme, ce n'est pas le stalinisme, ce n'est pas la bureaucratie stalinienne. Cela s'est passé trois ans après la mort de Staline, ouvrant la voie à tous les processus de la révolution politique. Deux cent mille Hongrois ont dû quitter leur pays pour échapper à la prison, à la torture ou la mort. Marika doit quitter sa Hongrie natale. Plus que cet exil, ce qui l'a surtout tarabudée est cette question : pourquoi le parti nous a-t-il trahis ?

Cette lancinante question, pendant des années et des années, elle se l'est posée. Elle est exilée en France, un pays qu'elle ne connaît pas et dont elle ne parle pas la langue, où elle ne connaît personne. Dans des conditions matérielles et économiques de dénuement, elle a pu, grâce à de bonnes volontés, être logée dans une résidence universitaire parisienne. Mais là, les dirigeants staliniens n'ont cessé de dire et de répéter qu'elle est une « fasciste » et une « contre-révolutionnaire », elle qui, depuis son adolescence, est une militante des Jeunesses communistes. L'écrasement par la bureaucratie de la classe ouvrière, Marika l'a subie dans sa chair et ressentie durant son exil. Elle est interdite de retour dans son pays, et même le jour où elle demande de s'y rendre pour l'enterrement

de sa mère. Elle est sur la liste rouge des prétendus contre-révolutionnaires fascistes alors qu'elle est une authentique communiste.

Après quelque temps en région parisienne, elle se rend à Toulouse. Elle y trouve un emploi précaire d'auxiliaire dans l'Éducation nationale. Elle y croise notre camarade Michel Eliard, qui lui donne à lire *La Révolution trahie*, de Trotsky. Pour Marika, c'est un éclairage, non pas une révélation religieuse, mais la réponse théorique et politique à la question qu'elle n'a cessé de se poser : pourquoi la direction du parti nous a-t-elle trahis ? Elle comprend que cette direction est une couche sociale anticommuniste, la bureaucratie stalinienne qui a brisé la révolution. Elle comprend les mécanismes de la domination stalinienne. Elle comprend la répression qu'elle a subie. C'est dans ces conditions qu'elle décide d'adhérer à la IV^e Internationale. Elle dira plus tard : « *Pour rester communiste, je suis devenue trotskyste.* » Elle a été militante de la IV^e Internationale durant toute sa vie. Toute sa vie, elle a combattu sous son drapeau. Comme militante ouvrière, militante révolutionnaire, elle a construit la IV^e Internationale en Hongrie, mais aussi en France, elle a construit le Parti des travailleurs, puis le Parti ouvrier indépendant. Marika, c'est la fidélité à la IV^e Internationale ! Non pas la fidélité des religieux, mais la fidélité aux engagements qu'elle s'était elle-même donnés, la fidélité à cette association volontaire et libre qu'elle avait décidée. Pour elle, rien n'est supérieur à la fidélité à ses propres engagements. C'est pourquoi, lors de la provocation, au début des années 1970, contre la IV^e Internationale venant du groupe des trotskystes hongrois, malgré le lien qui la relie à son origine hongroise, Marika est du côté de la IV^e Internationale. De la même manière, l'an dernier, face aux opérations scissionnistes contre la section française, Marika a combattu, en Hongrie et en France, pour défendre la IV^e Internationale. Marika détestait la trahison, elle en avait une répulsion physique. Elle n'avait que mépris pour les liquidateurs.

Face aux aléas de la vie, elle quitte Toulouse avec ses enfants sous le bras. Lorsqu'elle revient dans la région parisienne, l'année 1973 est pour elle horriblement difficile, étant sans travail. Elle sur-

vit grâce à la solidarité ouvrière de ses camarades de la IV^e Internationale et des militants ouvriers. Puis, l'éclaircie est arrivée. Ayant collaboré avec le musée de l'Homme, elle y est embauchée, même si c'est à l'échelon le plus bas. C'est le moment de sa rencontre avec notre camarade Jean. C'est la constitution d'une famille, Marika, Jean et leurs trois enfants. Sa situation se stabilise. Au musée de l'Homme, elle intervient comme militante politique et syndicale. Elle défend ce musée, ses personnels. Ce musée, qu'elle appelle de l'Education nationale, où des générations entières d'enfants avec leurs enseignants ou leurs parents se rendent. Elle a défendu ce musée unique au monde, ce bijou de connaissances et d'intelligence, où des générations de chercheurs ont rassemblé tout ce qui avait été réalisé par l'homme et qui est l'objet d'une offensive gouvernementale de destruction. Elle défend ce musée contre la dispersion de ses collections, contre la disparition de ce musée des Lumières, contre la destruction du travail de générations de chercheurs. Elle y est membre de la section Force ouvrière, dont elle assure la responsabilité tout un temps. Puis, elle prend sa retraite. La section CGT du musée, dont notre camarade Jean a été secrétaire, a envoyé à ses membres un message que j'ai lu avec émotion. Le communiqué de la CGT publie le message de la section Force ouvrière. Marika aurait été enchantée, elle qui n'a cessé toute sa vie de combattre pour l'unité des travailleurs avec leurs organisations. Elle, qui, jusqu'à la fin de ses jours, s'est informée du combat contre la loi travail,

de l'axe FO-CGT, sur la préparation la conférence nationale pour la défense des conquêtes de 1936 et 1945, sur le nombre d'inscrits dans le Val-d'Oise pour savoir si les résultats sont à la hauteur de la situation politique.

Ses collègues du musée connaissaient bien Marika. Quand elle a pris sa retraite, ils lui ont offert des oies, cet animal si répandu dans les fermes hongroises, si présent dans la cuisine hongroise. Dans le jardin de Marika, il y a désormais des oies. Ah ! le jardin de Marika. Après ses longues journées de travail, Marika y passe du temps pour se vider l'esprit. Elle est restée, de par ses origines, une fille de la nature, du grand air... Elle n'aime pas les hôtels, l'air climatisé, et, dans sa maison de Nerville, selon les saisons, elle installe son lit à la belle étoile : « *C'est mieux que de dormir dans sa chambre avec la fenêtre ouverte !* »

Pour terminer, je voudrais saluer tous ses proches. Je voudrais saluer ses enfants au nom de la IV^e Internationale : Clara, Gyuri et Jean-Denis, saluer ses belles-filles, Hélène et Irina, son gendre, Christian, ses petits-enfants, Alice et Raphaël, Vladimir et Volodia, ses amis et camarades du Val-d'Oise, de Hongrie, de France et d'ailleurs. Je voudrais saluer tout particulièrement notre camarade Jean Mennequier, combattant de la IV^e Internationale, à qui toutes nos pensées vont, lui qui a été, aux côtés de Marika, le compagnon du quotidien, le compagnon d'une vie.

Salut à la militante révolutionnaire !

Lucien Gauthier

Une lettre de Jean Mennequier, le compagnon de Marika

J'AI reçu une lettre de la part de Dominique Ferré, Jean-Jacques Marie, François de Massot et Daniel Gluckstein « *rendant hommage à Marika* » (sic). Qui sont-ils pour oser écrire que Marika « *est restée fidèle à la IV^e Internationale jusqu'au bout* » ? Voudraient-ils, dans ces circonstances, s'approprier la mémoire de Marika ? Marika était armée face aux trahisons. Oui, elle est restée fidèle à la IV^e Internationale et elle a combattu du début à la fin l'offensive scissionniste et liquidatrice contre la IV^e Internationale organisée par ces gens-là.

Avec quelle impudence osent-ils encore écrire à ce sujet : « *quoi qu'il soit arrivé* » ! Un autre journal, une « TCI », un POID... Marika n'avait rien accepté de tout cela et l'a fait savoir autour d'elle. Ce qui est arrivé, c'est la rupture entre ceux qui défendaient la IV^e Internationale, comme Marika, et ceux, comme les quatre signataires de cette lettre, qui ont cherché à la détruire.

Un tel courrier est indigne et qualifie leurs auteurs pour ce qu'ils sont.

Jean Mennequier

**Nous reproduisons ci-dessous l'intervention
de notre camarade Marika Kovács à l'occasion
de la journée d'études organisée le 29 septembre 1990 à Paris
pour célébrer le cinquantième anniversaire
de l'assassinat de Léon Trotsky (1).**

***“Pour rester communiste,
je suis devenue trotskyste”***

“**J**EUNE étudiante en 1956, j'ai quitté mon pays en fin d'année, car le parti que je croyais communiste nous a trahis, a trahi l'aspiration de tout un peuple.

J'ai quitté la Hongrie après la deuxième intervention des troupes de la bureaucratie stalinienne du Kremlin pour écraser la révolution hongroise des conseils ouvriers et chasser du pays des dizaines de milliers de jeunes, d'ouvriers et d'intellectuels révolutionnaires.

Les troupes ont encerclé et arrêté les représentants mandatés du conseil ouvrier du Grand-Budapest, réunis avec l'état-major de l'armée soviétique pour décider des modalités et des délais du retrait de l'armée d'occupation de la Hongrie, celle-là même qui a assassiné des combattants de 1956, démantelé les organisations indépendantes des ouvriers, du peuple entier, et emprisonné les dirigeants et militants de la révolution.

Je disais tout à l'heure l'armée soviétique, j'aurais dû dire : les bras armés de la bureaucratie du Kremlin, qui sont restés, d'ailleurs, en Hongrie, jusqu'à nos jours.

Pour venir au bout de cette révolution d'octobre, le Kremlin était obligé d'envoyer des unités spéciales des lointaines républiques et rappeler les soldats stationnés en Hongrie depuis longtemps qui avaient eu l'occasion de constater la nature de la révolution, souvent même de fraterniser avec la jeunesse, avec le peuple en armes.

Ce fut le cas le 25 octobre 1956, deux jours après le commencement de la révolution, lors du déboulonnement de l'énorme statue de Staline : une manifestation

silencieuse de plusieurs dizaines de milliers se dirigeait vers la place Kossuth, qui se trouve derrière le Parlement, pour exiger la libération des dirigeants emprisonnés depuis le 23 octobre et la parution devant les manifestants d'Imre Nagy. En arrivant sur la place, nous nous sommes trouvés en présence de plusieurs chars soviétiques. Je suis montée sur un des chars, plusieurs de mes camarades m'ont suivie et, en quelques secondes tous les chars furent envahis de manifestants. J'étais en train de distribuer des tracts en russe adressés aux soldats pour expliquer qui nous étions, pourquoi nous nous battions, pourquoi il fallait retirer l'armée soviétique de la Hongrie, etc., quand, du toit du bâtiment du ministère de l'Intérieur qui se trouvait contre la place Kossuth, la police politique, l'AVO, a tiré sur nous. Les tankistes soviétiques, sans hésitation, ont fait tourner les canons dans la direction d'où venaient les coups de feu et ont riposté. En deux minutes, 80 jeunes furent étendus, tués ou blessés par les balles de la police politique.

Dans tout le pays, des scènes de fraternisation se sont déroulées entre des soldats soviétiques stationnés en Hongrie et des combattants ; des radios libres d'alors ont informé l'opinion publique de ces fraternisations : *“Quand on voit des combattants de 12, 14 ans, il ne peut pas y avoir contre-révolution.”*

Donc, ces unités-là devaient être changées et remplacées par d'autres. Ainsi, le

(1) Cette intervention figure dans *La Vérité*, n° 1 (nouvelle série), de novembre 1990 (pages 117-120).

4 novembre, il y a eu une deuxième intervention armée de la bureaucratie. Les soldats envoyés contre les ouvriers et les jeunes, cette fois-ci, parlaient peu le russe, et, comme j'ai pu le constater, au bord du Danube, ils pensaient être près du canal de Suez pour combattre l'impérialisme français et anglais.

Le lendemain des événements du 25 octobre, partout dans le pays, les ouvriers, les étudiants, les intellectuels, les paysans ont commencé à constituer leurs conseils. Les conseils ouvriers agissaient dans les usines, dans les mines, dans les quartiers ouvriers, organisant la protection des usines et des mines, des piquets de grève, la sécurité des quartiers... Dans les universités, les étudiants avec leurs professeurs ont constitué les conseils d'université, ont organisé la distribution des armes, celle de la nourriture. La nourriture était acheminée depuis des villages, accompagnée par des paysans, de telle façon que nous, dans les universités, n'avons jamais été aussi bien nourris que pendant cette révolution.

Mais un problème fondamental n'a pas été résolu. Un conseil national, comme organe de pouvoir, n'a pas été constitué, et quand, après de longs débats, les conseils ouvriers voulurent former ce conseil national, il était trop tard. Pourtant, pendant une courte période, dans les faits, existait une situation de double pouvoir entre l'état-major de l'armée soviétique et le conseil du Grand-Budapest.

Il est significatif que même aujourd'hui, les différentes forces libérales, alternatives, "démocratiques", veulent empêcher la formation de conseils ouvriers en tant que force politique. Dans les usines, depuis l'automne de l'année dernière, on organise des conseils ouvriers (ni syndicat ni organisation politique) comme "partenaires légitimes" pour la privatisation. Dimanche dernier, le 23 septembre, s'est réuni à Budapest le 1^{er} Congrès de ces conseils ouvriers pour entériner l'unification de trois conseils nationaux.

Les conseils ouvriers ont des traditions importantes en Hongrie. A chaque étape capitale du mouvement révolutionnaire, des conseils ouvriers se sont constitués : en 1919, dans la situation ouverte par Octobre 1917, s'est constituée la République des conseils ; en 1945, pour faire face au désastre laissé par la Deuxième Guerre

mondiale ; en 1956, pour veiller aux acquis, pour une société socialiste : "*Nous ne rendrons ni les usines ni la terre !*", pour le retrait de l'armée soviétique, contre les valets hongrois de la bureaucratie du Kremlin, contre les Rákosi, Gerö, contre l'AVO.

Le parti stalinien, dit Parti ouvrier socialiste hongrois, ainsi que le régime qu'il a instauré en Hongrie, dans les pays "frères", n'était ni communiste ni socialiste. Il a usurpé ces appellations. Il était une caste privilégiée, étrangère aux travailleurs, au peuple qu'il prétendait diriger. Il a mené l'économie de ces pays à la catastrophe, sous l'ordre du Kremlin, qui a instauré l'ordre de Yalta, l'alliance avec l'impérialisme afin de diviser l'Europe, a organisé le découpage des pays et a distribué des régions habitées par plusieurs nationalités ou renforcé les découpages antérieurs à tel ou tel Etat, aggravant à l'extrême la situation des minorités nationales.

C'est ainsi que la Macédoine est découpée en quatre et attribuée à quatre Etats différents, que le Kosovo fait partie de la République serbe (57 % de la population albanaise du Kosovo et 80 % de jeunes sont au chômage), qu'il y a des minorités hongroises en Roumanie (Transylvanie), en Slovaquie, en Yougoslavie, en URSS, et même en Autriche.

Cette situation exige du prolétariat de l'est de l'Europe qu'il résolve la question nationale, qui pose la question de la Fédération des pays balkaniques et de la Fédération des pays danubiens, pour lesquelles il y a eu des tentatives dans l'histoire des pays concernés.

1956 fut une étape dans la mobilisation des travailleurs des pays de l'Est. C'était la suite de juin 1953 à Berlin, la démonstration vivante de la solidarité avec le mouvement du peuple polonais en 1956 ; il précédait la mobilisation des années 1960 en URSS, puis en Tchécoslovaquie en 1968, en Pologne en 1970-1971, en 1976-1977 et en 1980. (Cet été, en Bulgarie, dans la capitale et dans un petit village, un intellectuel et un ouvrier agricole ont exprimé leur hommage au peuple hongrois qui a réalisé la révolution de 1956, "*car sans 1956, nous ne serions pas là aujourd'hui*".) Tous ces mouvements, ceux de l'année dernière en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, ont abouti à la chute du mur de Berlin. La chute du Mur est l'expression physique,

palpable, de la faillite du stalinisme, qui, démasqué, apparaît tel qu'il a toujours été, le meilleur auxiliaire de l'impérialisme américain. C'est la fin de l'ordre de Yalta, la libération de toutes les énergies contenues des peuples, la possibilité d'appartenir à une Europe unie des travailleurs.

Nous ne sommes actuellement qu'au début d'un processus complexe et contradictoire. Le stalinisme est battu, les travailleurs, les peuples veulent la liberté, la démocratie politique et sociale ; ils veulent mieux vivre, aspirent aux conquêtes que les travailleurs à l'Ouest ont obtenues, mais ils ne veulent pas être licenciés, ne veulent pas la privatisation des principales entreprises, des terres. Ils veulent accéder aux soins médicaux sans pots-de-vin, à la protection sociale, à la protection de la mère et de l'enfant ; ils veulent aussi des logements décents, l'instruction accessible pour tous à tous les niveaux...

Certes, ce n'est pas la préoccupation ni de l'ancienne ni de la nouvelle nomenklatura, du gouvernement. Sur la base de l'écrasement de 1956, la nomenklatura de Kadar a conduit la Hongrie dans une impasse économique, sociale et politique ; cependant, elle a accumulé des privilèges énormes. Depuis 1982, cette politique a appauvri complètement le pays, l'a endetté auprès du FMI de plus de 20 milliards de dollars et a enrichi les nomenklaturistes.

Actuellement, c'est ce qu'exprimait un militant hongrois aux journées d'études du mois de février, le danger qui existait de voir les anciens tenants du pouvoir politique devenir une force économique par l'accaparement des entreprises d'Etat est devenu réalité.

Les anciens nomenklaturistes avec le nouveau gouvernement préparent la privatisation. Le 11 novembre, *Magyar Nemzet* (journal à grand tirage) titrait : *"La tâche la plus importante qui se dresse devant le pays est la privatisation"* :

"(...) Pour les investissements extérieurs, le pays accorde depuis plusieurs années des avantages attirants pour le capital étranger. Mais cela n'est pas encore suffisant, il faut continuer à simplifier les juridictions, à réformer le système de comptabilité des entreprises (...)"

A la mi-septembre, dans *Tallozo*, on pouvait lire : *"La terre appartient à ceux (...) qui l'achètent."* Les entrepreneurs incitent

des personnes âgées à redemander la terre qui leur appartenait avant l'organisation des coopératives, afin de la leur acheter à bas prix et constituer des KFT (sociétés à responsabilité limitée).

Ou encore : *"On ne voit pas la fin du tunnel."* La question se pose dans l'agriculture : qui va récolter l'année prochaine ? Celui qui a semé ou quelqu'un d'autre ?

Le ministre hongrois de la Justice a déclaré, il y a quelques jours, devant le Conseil de l'Europe :

"Le but essentiel (en Hongrie) est de restaurer le système de l'économie de marché. Dans ce but, un changement économique est indispensable. Changement qui réglera d'une façon sévère la politique financière, renforcera l'orientation de l'économie vers l'extérieur, instaurera la liste des articles dont l'exportation sera limitée et libérera les importations, élargira le cercle des prix libres et arrêtera la majorité de la subvention d'Etat..."

Le ministre a, en même temps, rassuré le Conseil de l'Europe en déclarant que, en Hongrie, on continue l'élaboration de textes juridiques pour garantir l'exercice des droits fondamentaux de l'homme.

Dans la société hongroise d'aujourd'hui prolifèrent la mafia, la prostitution mise en place par les affairistes, les nomenklaturistes. Mais la grande majorité de la population ne veut pas la mafia, la prostitution, le bradage de l'économie par les nouveaux riches, l'accroissement des sans-abri, des nouveaux pauvres ; c'est ce qui ressort des résultats des élections. Tout le monde est conscient en Hongrie que la rue n'a pas dit encore son mot.

Nous ne nous sommes pas battus en 1956 pour un tel changement !

Moi, je suis restée fidèle à mes engagements de jeune étudiante communiste, je suis restée communiste : c'est pourquoi je suis aujourd'hui trotskyste, militante de la IV^e Internationale (CIR), et je combats pour la constitution d'une Internationale ouvrière. De cette tribune, je rends hommage à tous ceux qui sont tombés en 1956, à tous ceux qui, victimes du stalinisme, ont terminé leur vie dans les prisons, dans les camps, en Hongrie et dans les autres pays. Hommage à toutes les victimes du stalinisme. »

Marika Kovács

Nous publions ci-dessous un communiqué de la IV^e Internationale de 1956.

Le Comité international de la IV^e Internationale salue le prolétariat hongrois... (1)

INSPIRÉ par les événements de Pologne, le peuple hongrois, les armes à la main, s'est révolté contre les bureaucrates staliniens indigènes et leurs suzerains russes. Au cours de leur lutte héroïque, ils ont établi des conseils ouvriers dans plusieurs villes industrielles importantes.

Le Comité international, au nom du mouvement trotskyste mondial, salue chaleureusement les conseils ouvriers qui fonctionnent actuellement à Miskolc et ailleurs. En prenant la direction dans le combat pour ses intérêts vitaux, la classe ouvrière hongroise s'efforce d'accomplir sa mission historique et d'établir le socialisme authentique dans son pays. Le monde entier peut maintenant apprécier le contenu réel de la prétendue « démocratie populaire ». Grâce à l'intervention de la bureaucratie stalinienne, par l'intermédiaire de ses instruments locaux, et à la présence de l'Armée rouge, le peuple hongrois fut empêché en 1945 de prendre le pouvoir en instaurant d'authentiques soviets, organes de la démocratie ouvrière. Sous prétexte de contenir la contre-révolution, l'appareil stalinien soumit le peuple hongrois à la plus cruelle persécution.

Encore une fois, il a été démontré qu'il n'y a pas de substitut bureaucratique à la classe ouvrière accomplissant sa mission historique, qui est de diriger l'exécution des plus profondes transformations sociales.

La formation de véritables soviets révolutionnaires à Miskolc et dans d'autres districts démontre puissamment que le prolétariat hongrois a rejeté de façon décisive la propagande contre-révolutionnaire bourgeoise et social-démocrate. Les expériences et les idéaux de la révolution russe d'Octobre 1917 et de la révolution hongroise de 1919 sont restés vivants dans les consciences des masses hongroises – au grand désappointement de la bourgeoisie mondiale et de ses agents sociaux-démocrates.

Pour détruire l'oppression bureaucratique stalinienne et la contre-révolution, les Hongrois ont eu recours à la méthode soviétique d'organisation qui, comme en Russie en 1917, forme la base de la dictature du prolétariat...

La social-démocratie doit partager avec les staliniens une part considérable du blâme pour les événements de Hongrie. Pendant que les « hommes d'Etat » de la social-démocratie versaient des larmes de crocodile sur le sort du peuple hongrois, ils endossaient les pires crimes des impérialistes, comme par exemple ceux commis en Algérie...

A tous les membres des forces armées soviétiques, nous disons : souvenez-vous des traditions révolutionnaires de l'Armée rouge fondée par Léon Trotsky. Solidarisez-vous immédiatement avec les vaillants combattants hongrois pour la liberté socialiste, organisés dans leurs soviets.

La Hongrie constitue un appel à l'action, non seulement pour la classe ouvrière d'Europe orientale, mais pour le monde entier.

Avec la Pologne, elle constitue le point de départ de la révolution politique des ouvriers et des paysans pour renverser le stalinisme.

Elle est susceptible de s'étendre, non seulement à tous les pays du bloc soviétique, mais à l'URSS elle-même.

Vive les républiques démocratiques des conseils des ouvriers et des paysans pauvres, en Hongrie et en Europe orientale !

Vive la résurrection de la démocratie soviétique en Russie !

Tout le pouvoir aux conseils ouvriers et paysans en Hongrie !

Vive l'internationalisme prolétarien de Lénine et de Trotsky !

Vive la IV^e Internationale, qui n'a jamais cessé d'organiser et de diriger la lutte contre l'impérialisme et contre la bureaucratie soviétique ! **Le 27 octobre 1956**

(1) *La Vérité*, n° 433, 23 novembre 1956.

... et condamne l'agression impérialiste en Egypte

EN même temps que des troupes israéliennes attaquaient le territoire égyptien, les gouvernements anglais et français ont déclenché la guerre pour la réoccupation du canal de Suez. Leur ultimatum aux deux parties, camouflé en démarche pacifique, n'était qu'un mauvais prétexte. En réalité, les gouvernements d'Eden et de Mollet, depuis la nationalisation du canal, le 27 juillet, ont préparé consciemment et systématiquement la réoccupation du canal. Ils n'ont pas seulement soumis l'Egypte à une pression diplomatique, au cours des deux conférences de Londres des « usagers du canal », mais ont renforcé cette pression par des préparatifs militaires tendant à la reconquête du canal par les armes.

Ils ont choisi, pour passer aux actes, le moment où leurs adversaires russes étaient absorbés par les événements d'Europe orientale et leurs concurrents américains par l'élection présidentielle, espérant ainsi pouvoir mener à bien, vite et sans encombre, leur acte de brigandage.

Cette action impérialiste brutale ne se heurtera pas seulement à la résistance acharnée du peuple égyptien, mais aussi bien à celle des autres peuples arabes. Si cette guerre n'est pas rapidement terminée, elle ne se limitera pas à un conflit entre les impérialistes anglo-français et l'Egypte, mais se transformera en une guerre contre les peuples arabes.

Le gouvernement des Etats-Unis a condamné en paroles l'agression franco-anglaise et appelé à un règlement pacifique du conflit dans le cadre de l'ONU. Cela ne l'empêche pas de fournir des armes aux agresseurs impérialistes sous l'égide du Pacte atlantique. Comme Londres et Paris, il est hostile au gouvernement Nasser, et comme elles, il conteste en fait au peuple

égyptien le droit de contrôler le canal. Mais il ne voudrait pas laisser ce contrôle à ses concurrents ; il préférerait l'exercer lui-même. En même temps, la démarche américaine à l'ONU a pour but de prévenir une « immixtion » russe.

De son côté, la bureaucratie du Kremlin, pour sa propre défense et sous la pression des événements révolutionnaires d'Europe orientale, recherche elle aussi une solution pacifique dans le cadre de l'ONU.

La IV^e Internationale s'est toujours et partout prononcée pour la libération des peuples coloniaux opprimés. Aujourd'hui encore, le Comité international de la IV^e Internationale appelle tous les peuples et, particulièrement, toutes les organisations ouvrières à soutenir dans ce combat inégal la cause de l'Egypte, et à tout mettre en œuvre pour soutenir moralement et matériellement le peuple égyptien...

– Arrêtons l'agression impérialiste contre l'Egypte, avant qu'elle ne mette le monde en flammes !

– Retrait immédiat des troupes d'occupation franco-anglaises ! Refus de toute occupation par les troupes de l'ONU, qui serviraient elles aussi la domination du canal par l'impérialisme !

– Vive la résistance victorieuse du peuple égyptien !

– Vive la libération de tous les peuples arabes et de tous les autres peuples qui souffrent de l'oppression coloniale ou semi-coloniale !

– Vive l'action solidaire de la classe ouvrière des pays impérialistes et des peuples coloniaux contre le capitalisme impérialiste, pour le renversement du capitalisme et l'instauration d'un monde socialiste libre et fraternel ! **Le 3 novembre 1956**

La Vérité d'octobre et novembre 1956 rend compte de la révolution hongroise

Grâce au travail de numérisation des anciens numéros de *La Vérité* réalisé par le CERMTRI et qui est accessible en ligne (« bibliothèque numérique » site du CERMTRI : www.trotsky.com.fr), nous avons pu retrouver et sélectionner différents articles de *La Vérité* d'octobre-novembre 1956 (alors hebdomadaire du Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale).

DOCUMENT N° 1

“Poznan, le drapeau rouge contre les bureaucrates”

(*La Vérité*, n° 426, 12 octobre 1956)

« *“Le château de cartes du stalinisme s'est effondré”* (Radio-Budapest). Déjouant tous les plans des gouvernants polonais, qui les avaient pourtant soigneusement mis en scène, les procès de Poznan se sont rapidement transformés en procès du régime. Et les échos des petites salles d'audience de Poznan, répercutés bien au-delà des frontières de la Pologne, ébranlèrent le pouvoir déjà chancelant de la bureaucratie stalinienne dans toute l'Europe orientale, et jusqu'en URSS même. Minc, le dernier des trois hommes qui, investis de la confiance de Staline, gouvernaient la Pologne depuis 1945, démissionne. Mikoïan et Moutchidinov, membres du présidium du PC russe, rentrent précipitamment de Pékin, où ils assistaient au congrès du PC chinois. Tito est appelé en consultation en toute hâte par Khrouchchev. Ni la légende des “agents impérialistes”, auteurs de l'insurrection de Poznan, ni celle des “jeunes égarés, fourvoyés par la radio impérialiste” n'ont pu être soutenues par l'accusation. Sa dernière position de repli, qui présentait les accusés comme de vulgaires criminels de droit commun, sans rapport avec la manifestation “légiti-

me” des grévistes, n'a pas résisté aux assauts des inculpés et de leurs défenseurs. Le sens de l'insurrection, les objectifs des insurgés – qui sont ceux de l'Europe orientale et de l'URSS même – ne sont pas moins éclairés par les débats. Les travailleurs polonais, comme tous ceux qui sont sous la domination de la bureaucratie stalinienne, ne luttent pas pour la “démocratie occidentale”, pour la “libre entreprise”. Rien d'étonnant si certains aspects essentiels des débats sont plus ou moins dissimulés par presque toute la presse occidentale. Il n'y a rien là qui puisse réjouir les bourgeois, les capitalistes. Les travailleurs de ces pays ne songent pas plus à restaurer le capitalisme que les travailleurs français à porter sur le trône des Bourbons. La nationalisation des banques, de l'industrie, l'économie planifiée, ils sont prêts à les défendre contre toute atteinte ; mais ils veulent que le peuple tout entier puisse bénéficier des fruits de l'économie socialiste ; ils veulent abolir les privilèges des bureaucrates, abattre le régime policier qui les défend et chasser les occupants russes qui lui permettent de se maintenir. »

DOCUMENT N° 2

Appel du bureau politique du PCI du 30 octobre 1956

**“Vive les conseils ouvriers hongrois
en lutte contre la bureaucratie du Kremlin !
Vive la Pologne socialiste indépendante !
A bas l’infâme intervention russe contre les prolétaires hongrois !”**

(supplément au n° 430 de *La Vérité*, 2 novembre 1956)

« Contre eux, une alliance tacite, une collusion honteuse s’est réalisée entre tous les gouvernements du monde. Tous ces hommes en place ne peuvent dissimuler l’angoisse mortelle qui les étirent devant la démocratie ouvrière en action, devant l’irruption directe des masses opprimées sur la scène de l’histoire, bouleversant leur diplomatie secrète, leurs combinaisons politiciennes contre les masses opprimées et exploitées. Au Kremlin, le tyran contre-révolutionnaire, Staline, l’assassin des compagnons de Lénine, l’étrangleur de la révolution espagnole, a trouvé des disciples dignes de leur maître, le sinistre trio Khrouchtchev-Boulganine-Joukov, craignant que l’exemple hongrois ne soit suivi par les travailleurs russes – déjà, dans les unités stalinienne en Hongrie, des soldats russes, par centaines, fraternisaient avec les prolétaires hongrois et passaient dans leurs rangs –, a envoyé des troupes fraîches, choisies parmi les plus sûres, pour noyer la Commune de Hongrie sous un déluge de feu.

Cependant, les impérialistes américains dissimulent mal, sous leurs phrases mielleuses, leur satisfaction de voir la bureaucratie du Kremlin écraser une révolution prolétarienne susceptible d’être contagieuse à l’Ouest, et non seulement à l’Est. Les Anglo-Français, eux, étaient trop heureux de pouvoir dénoncer les crimes du Kremlin pour tenter de faire oublier leur criminelle intervention en Egypte.

La grande alliance de la calomnie contre la révolution hongroise s’est nouée entre bourgeois et staliens. La presse bour-

geoise mettait en avant, pour le plus grand bénéfice de la presse stalinienne, le cardinal Mindzenty, au moment même où le nouveau gouvernement Nagy proclamait : *“Le nouveau gouvernement, unanime, déclare qu’il ne fera aucune concession en ce qui concerne les conquêtes positives des douze dernières années, comme la réforme agraire, la nationalisation des usines et les conquêtes sociales.”*

Au moment où la nouvelle organisation de la jeunesse hongroise affirmait : *“Nous ne voulons pas le retour du fascisme de l’amiral Horty. Nous ne rendrons pas les usines aux capitalistes et la terre aux gros propriétaires fonciers”*, bourgeois et staliens collaboraient pour cacher aux peuples, aux opprimés et exploités du monde entier la vérité sur la révolution hongroise, parce que la révolution hongroise des conseils ouvriers constituait une menace mortelle pour les privilèges des capitalistes comme pour ceux des bureaucrates russes.

En France, les canailles bureaucratiques qui dirigent le PCF, les Thorez-Duclos-Servin, sont ceux-là mêmes qui sabotent toutes les luttes ouvrières pour mieux collaborer avec le patronat, ceux qui prêchent les grèves partielles, les grèves tournantes, quand les travailleurs veulent la grève générale, ceux qui ont voté les pouvoirs spéciaux pour la sale guerre contre le peuple algérien. Dociles à leurs maîtres du Kremlin, ils font tout pour empêcher la victoire de la révolution prolétarienne en France, tout pour sauvegarder le régime capitaliste de misère et de guerre. »

DOCUMENT N° 3

“Il faut briser l'appareil stalinien” (Pierre Lambert)*(La Vérité, n° 431, 9 novembre 1956)*

« Les illusions qu'a pu faire naître la “déstalinisation” se sont évanouies brutalement avec la sanglante répression de la révolution hongroise. L'appareil international mis en place, pièce par pièce, par Staline durant 30 années ne peut être réformé. Il doit être brisé. Deux nouvelles preuves éclatantes viennent d'en être apportées.

En Hongrie, dans le feu de l'action révolutionnaire, les masses ont liquidé le PC hongrois. En Italie, le stalinien Togliatti, après avoir exécuté quelques entrechats afin de conserver pour le compte de la bureaucratie de Moscou son contrôle sur les masses, n'a pas balancé une seconde. *L'Humanité* datée du 1^{er} novembre 1956 cite un article du dirigeant italien de la NKVD en Espagne, Togliatti, dans lequel il écrit : “A l'émeute armée

qui met à feu et à sang Budapest, on ne peut répondre que par les armes” (...).

Directement sélectionné par le Guépéou, tirant sa force de la liaison organique avec le Kremlin, totalement inféodé à la bureaucratie russe, un appareil couvrant tout le pays s'est installé dans les municipalités bourgeoises et les comités d'entreprise, dans les permanences syndicales, au siège des sections locales et fédérales du PCF, avec ses députés, secrétaires, etc. Pris dans les tenailles des contradictions insurmontables imposées par la politique de défense des privilèges de Moscou, l'appareil, pour rester homogène, exige la hiérarchisation la plus totale, la fidélité la plus absolue aux oukases du sommet. Le tout a été obtenu jusqu'à présent par l'épuration sanglante en URSS, liquidatrice dans les pays capitalistes. »

DOCUMENT N° 4

“La révolution hongroise, étape de la révolution mondiale”*(La Vérité, n° 432, 16 novembre 1956)***LA SIGNIFICATION DES CONSEILS**

En 48 heures, la Hongrie s'est couverte de conseils. Partout, ces conseils ont été élus, au scrutin secret, dans les entreprises, les écoles ou l'armée. Nulle part n'y ont figuré des responsables de partis, de syndicats, d'organisations quelconques en tant que tels. Les conseils étaient le front unique de la classe ouvrière en même temps que l'organe de son pouvoir. Choisis par les ouvriers eux-mêmes, jouissant de leur confiance totale, ils ont entrepris les deux tâches primordiales. Ils ont balayé la bureaucratie, brisé l'appareil d'Etat et l'appareil répressif, et lui ont substitué leur autorité, celle de la démocratie socialiste. Et ils ont dirigé, organisé la lutte contre l'armée russe. Par la démocratie ouvrière des conseils ouvriers, ap-

préhensifs hongrois, supprimant le monstrueux parasite de la bureaucratie, accomplissaient la révolution politique. Les ouvriers avaient pris le pouvoir. Et c'est là le fait dominant, écrasant, pour tous les théoriciens de la régénération du stalinisme : comme les travailleurs russes en 1917 avec les soviets, les travailleurs hongrois retrouvaient avec les conseils l'instrument de leur lutte et l'organe de leur pouvoir. Trente-neuf ans après, sans se soucier du scepticisme des pseudo-théoriciens, les travailleurs reprenaient, en bâtissant leurs conseils, la route tracée par Lénine et Trotsky. Comme les soviets à leurs débuts, leur orientation n'était pas partout uniforme et identique. Il y eut des soviets socialistes-révolutionnaires, au début de la révolution russe, et, pendant très longtemps, une écrasante majorité de soviets mencheviques. Les conseils hongrois ont, de même, présenté une gamme

de nuances politiques : nationaux-paysans, petits propriétaires, sociaux-démocrates, communistes, sans-parti dominaient ici ou là, ou s'équilibraient. Mais le fait majeur est qu'aucune organisation ne s'est dressée contre eux : tous les partis se sont exprimés à travers eux. Ils représentaient tellement la démocratie ouvrière en action que même le fantoche Kadar a dû proclamer leur légitimité, au moment où il lançait contre eux les chars et les avions.

LE PROGRAMME DES CONSEILS

Après dix années de carcan stalinien, dix années de terreur sous la férule des bureaucrates et de leurs sbires, la constitution des conseils a traduit une véritable explosion des volontés des masses. Il faudrait des pages pour reproduire leurs revendications exprimées sous le feu des bourreaux staliniens, et qui vont du rétablissement du drapeau national de 1848 à la suppression des différences de classe, en passant par la liberté de l'art et de la littérature. Mais, à travers les programmes des conseils, en dépit des nuances locales, un programme commun s'est dégagé, celui des travailleurs hongrois, celui de la jeunesse hongroise élevée sous la botte stalinienne. Rétablissement du droit de critique et liberté électorale authentique, rétablissement de la liberté des partis démocratiques (des partis représentés dans les conseils), renaissance des syndicats, révision des plans et libre discussion de questions économiques, habitations ouvrières au lieu des monuments « pour l'épate » (le métro, inutilisable, de Budapest), hausse des bas salaires, fixation d'un plafond pour les plus élevés et réduction de l'éventail, liberté de la science et de l'art, politique étrangère conforme aux principes de l'internationalisme prolétarien...

C'est le programme de la révolution polonaise, tel qu'il s'est exprimé dans de nombreuses résolutions de meetings ouvriers, c'est le programme de la révolution hongroise, tel qu'il se retrouve dans toutes les proclamations des conseils. C'est, mot à mot, le programme de la révolution politique contre la bureaucratie, tel que Léon Trotsky le traçait dans *La Révolution trahie*, en 1936. C'est le pro-

gramme trotskyste, repris et défendu au prix de leur sang par les jeunes ouvriers et étudiants hongrois. C'est le programme lancé par des centaines de milliers de bouches que le Kremlin a voulu fermer à jamais.

L'ACTION DES CONSEILS CONTRE L'APPAREIL STALINIEN

Partout, un des premiers actes officiels des conseils a été la suppression des organismes du parti stalinien. Dès les premières heures de la lutte armée, les masses ont entrepris une lutte sans merci contre l'appareil, et il a volé en éclats. A partir du moment où les Russes ont tiré, il n'y a plus eu à leurs côtés que les policiers de la Sécurité, fidèles jusqu'au bout. De nombreux militants du PC se sont terrés, effrayés par la colère des masses. Une grande partie des autres a rejoint sa classe, s'est rangée dans le camp des travailleurs en lutte, et y a lutté, à sa place. Certains ont été jugés dignes de confiance et ont reçu des responsabilités. D'autres ont été écartés. Mais ce n'est plus en tant que militants du PC que les Foldvari à Miskolc, Gera à Magyarovar, Maleter à Budapest, ont combattu. C'est en tant que révolutionnaires, en tant que combattants prolétariens, en tant que « Foelkeloeg », « combattants de la liberté », comme on dit en Hongrie. Et, en tant que « Foelkeloeg », ils ont pris, eux aussi, avec leur classe, leur responsabilité dans la destruction de l'appareil par les masses. La tentative de Nagy-Kadar-Lukacs de construire un nouveau parti consacrait certes l'échec de leur orientation de redressement du PC, mais elle s'est soldée aussi par un échec immédiat : les masses ne voulaient plus rien de ce qui leur rappelait le stalinisme. Là encore, c'est l'éclatante confirmation de la justesse du programme trotskyste : les partis staliniens sont passés définitivement du côté de la contre-révolution.

En détruisant l'appareil, les masses hongroises ont montré qu'elles avaient compris sa véritable signification contre-révolutionnaire. Les masses hongroises ont donné raison aux trotskystes contre tous les théoriciens du « redressement » des PC...

Marika Kovács et Liliane Fraysse

L'OCTOBRE HONGROIS DE 1956 La révolution des Conseils

Récits et souvenirs de Marika



L'Harmattan

L'Octobre hongrois de 1956 La révolution des Conseils

Récits et souvenirs de Marika

DANS l'ouvrage qu'elle a rédigé en 2006 avec Liliane Fraysse (1) à l'occasion du 50^e anniversaire de la révolution des Conseils, Marika Kovács apporte de nombreux éléments sur son combat et celui de la classe ouvrière hongroise.

Elle rapporte les conditions de vie à la campagne de son enfance sous la dictature de Horthy. Les rapports semi-féodaux se sont maintenus du fait d'une série de répressions contre les soulèvements paysans. Celui de 1519, qui, comme la guerre des paysans en Allemagne, se termine par des massacres renforçant les classes féodales, noblesse et clergé, pour des siècles. La révolution de 1848 repose le problème des privilèges des classes féodales, du partage les terres, de la constitution de la nation. La combinaison des hésitations de la bourgeoisie, qui craint le peuple, et l'intervention des monarchies réactionnaires, en particulier celle de Russie, entraîne une répression qui bloque les réformes démocratiques bourgeoises. La nation hongroise ne peut se constituer et les nationalités opprimées dans l'empire des Habsbourg sont un problème récurrent.

C'est l'effondrement de l'Empire austro-hongrois, après celui des tsars, qui déclenche une nouvelle situation révolutionnaire en 1918-1919. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se couvrent de conseils ouvriers. La victoire de la révolution d'octobre 1917 est pour tous les travailleurs le modèle à suivre. A la suite de l'ultimatum des vainqueurs (en particulier la France de Clemenceau), la bourgeoisie se retire et se forme un gouvernement des partis ouvriers, PC et PS, dirigé par Bela Kun. Mais si l'Armée rouge vient à bout de la contre-révolution en Russie, le gouvernement français dépêche ses généraux et encadre les corps expéditionnaires de massacreurs, organisés avec les armes désormais disponibles et surabondantes

des armées qu'on démobilise. L'écrasement de la révolution hongroise se trouve une fois encore imposé par l'intervention extérieure : si, en 1849, c'est la monarchie tsariste qui est le fer de lance de la réaction, désormais c'est la France et l'Angleterre qui maintiennent l'ordre et font refluer toutes les réformes démocratiques. C'est Horthy qui sera désormais le dictateur choisi par la contre-révolution étrangère, et qui instaure le premier régime de type fasciste en Europe.

C'est donc dans cette campagne marquée par les inégalités quasi féodales très fortes, où l'église gère l'école, que Marika, fille du forgeron du village, passe son enfance. Elle apprendra plus tard que son grand-père a participé à la révolution des conseils ouvriers de 1919 et mené la lutte pour la réforme agraire.

La guerre n'est, dans un premier temps, pas trop ressentie dans la campagne, puis Horthy s'engageant aux côtés de Hitler dans l'attaque de l'URSS, peu à peu le poids de la guerre se fait sentir par la mobilisation des hommes, les réquisitions. En 1944, Hitler écarte le gouvernement hongrois et prend en main la totalité du pays. L'armée nazie compte bien utiliser la Hongrie comme un bunker antirusse. Les juifs sont raflés et déportés, les villes deviennent des champs de ruines.

• EXTRAITS (PAGES 64-66) :

« La dernière année de la guerre fut la plus difficile : dès l'automne 1944, l'Armée rouge est déjà présente sur le territoire hongrois... L'armée allemande

(1) Marika Kovács et Liliane Fraysse, *L'Octobre hongrois de 1956, La révolution des Conseils, Récits et souvenirs de Marika*, Ed. *Les Cahiers de CERMTRI*, n° 123-124, décembre 2006, 184 pages.

occupe tous les points stratégiques... Une véritable folie meurtrière s'abat sur le pays, Budapest assiégée, bombardée, subit d'énormes pertes humaines... Nous ne savions pas que dans notre capitale, les combats faisaient rage rue par rue, prises par des soldats russes, puis reprises par des soldats allemands. L'écho de ces différents événements ne nous parvenait que partiellement. Mon père nous en parlait quand il revenait de Budapest, où il portait de la nourriture à mon oncle.

En revanche, nous subissions une occupation très dure : travaux forcés pour les hommes, viols et violence pour les femmes et les jeunes filles. J'avais 12 ans et, comme les autres jeunes filles, je cachais mon visage sous un foulard pour me protéger et ne pas être agressée.

C'est grâce à l'affection familiale, à l'ingéniosité de mes parents et à la solidarité villageoise que j'ai pu "grandir" dans cette période si difficile. A la mi-janvier 1945, la rive gauche du Danube est libérée, à la mi-février les derniers SS accrochés au château de Buda sont vaincus. La libération totale du pays se termine le 4 avril (...).

Mon grand-père, comme des millions d'hommes, avait été mobilisé dans la "première guerre", il avait passé la période de 1914-1918 sur le front méditerranéen. Il revint d'Italie à pied et dans un village du département voisin, Somogy, il a retrouvé un ancien camarade de l'armée. Ils s'étaient mutuellement sauvés la vie. Ils ont discuté ensemble, et cet homme qui était communiste a convaincu mon grand-père. Quand la république des Conseils a été instaurée en 1919, mon grand-père a participé au conseil du village. C'est ainsi qu'avec l'un de ses camarades, il a commencé à organiser le partage des terres de la famille Esterhazy, dont une partie se trouvait dans notre village.

Mais la période de la répression et de la terreur blanche qui a suivi l'échec de la république des Conseils s'est abattue sur le village. Mon grand-père a dû se cacher. Il a survécu grâce aux abris que les villageois avaient aménagés dans les caves des collines du vignoble...

Mais son acte n'a pas été oublié, la partie du finage de la commune qui a été distribué aux paysans sans terre s'appelle encore aujourd'hui proletár. »

En 1945, tous les problèmes non réglés des révolutions de 1848 et 1919 resurgissent, et cette fois, il semble que l'Armée rouge sera du côté des travailleurs. Dans les campagnes, les paysans reconstituent les conseils et se partagent les terres, dans les villes les usines sont remises en route par les ouvriers eux-mêmes. Contrairement à une légende bâtie après coup par des historiens, Staline ne cherche pas à développer la propriété sociale : bien au contraire, c'est une politique d'alliance avec les partis bourgeois, appelée « Front populaire », qui se met en place et cherche à préserver les Etats bourgeois pourtant en pleine dislocation. C'est le décalque de l'accord de Yalta. Mais les travailleurs et les paysans ne sont pas sur cette orientation et au contraire espèrent que, cette fois, la contre-révolution ne les privera pas de leurs conquêtes. Les tensions entre les Etats-Unis et l'URSS, à partir de 1947, amènent à une modification de la politique de Staline. Il décide de resserrer son contrôle sur la zone d'influence qui lui a été octroyée à Yalta et remplace les gouvernements de Front populaire par des gouvernements du PC où l'appareil policier est renforcé et placé directement sous un contrôle absolu du KGB. Pour terroriser les travailleurs, la méthode des procès de Moscou est reprise : en Hongrie, c'est le procès Rajk (2).

Ce n'est donc pas à ce moment-là que la propriété sociale se développe, mais au contraire le caractère bureaucratique et policier de l'Etat se renforce pour interdire aux travailleurs de développer leurs conquêtes par la démocratie ouvrière. Une fois encore, cette contre-révolution imposée de l'extérieur est durement ressentie par tous ceux qui, dans l'enthousiasme, ont combattu pour en finir avec le système capitaliste honni.

Dès que, à la mort de Staline, les dirigeants relâchent la répression, la mobilisation reprend et le système bureaucratique est menacé.

Marika a fait ses études grâce aux conquêtes démocratiques de 1945 et adhère

(2) Dirigeant du PC depuis 1930, organisateur d'une grande grève en 1935, combattant dans les brigades internationales en Espagne, il dirige le parti illégal en Hongrie pendant la guerre. Ministre de l'Intérieur en 1945, puis des Affaires étrangères, il est arrêté en mai 1949. Procès stalinien en octobre : accusé d'être un agent de l'impérialisme, il est exécuté.

aux Jeunesses communistes. Elle va se trouver au cœur des événements qui dressent la jeunesse, puis toute la classe ouvrière, contre le régime stalinien.

Après la révolte des ouvriers de Berlin-Est, en juin 1953, la bureaucratie du Kremlin lâche du lest et fait appel à Imre Nagy, qui constitue un gouvernement et prononce un discours devant le Parlement où il annonce une réorientation de la politique agricole tenant compte des revendications des paysans, désavouant de fait Rákosi et Gerö. Ceux-ci n'auront de cesse de revenir à un contrôle complet de l'appareil et d'écarter Nagy, puis de l'exclure du parti en décembre 1955. Les événements s'accélérent alors, car en Pologne une mobilisation contre le régime stalinien se développe.

• EXTRAITS (PAGES 100-104) :

« Dès que le rapport Khrouchtchev de février 1956 a été connu dans le pays, des cercles de discussion se sont constitués. Le mouvement de "déstalinisation" a décuplé nos espoirs. A l'Institut Lénine, nous avons été les premiers à prendre connaissance du rapport de Khrouchtchev, d'abord par des rumeurs, puis par notre professeur de philosophie... Personne pour défendre Staline. Ce texte était vécu par nous comme un véritable souffle de liberté (...). C'est ainsi qu'est né le cercle Petöfi (3), en mars 1955... Il organise des débats sur toutes les questions de la vie sociale et politique : économie, philosophie marxiste, le sort des volontaires dans la guerre d'Espagne... tout est passionnément discuté.

Le 18 juin, se tient un débat sur la presse : la réhabilitation de Laszlo Rajk est au centre des débats, et les participants font à sa veuve une ovation chaleureuse lorsqu'elle dit à l'adresse du gouvernement : "Non seulement vous avez tué mon mari, mais vous avez tué toute décence dans ce pays. Vous avez détruit de fond en comble la vie politique, économique et morale du pays. On ne peut pas réhabiliter les meurtriers, il faut les châtier !" (...).

L'émeute ouvrière de Poznan et la situation en Pologne suscitent un débat passionné au cercle Petöfi, qui réunit plusieurs milliers de personnes.

C'est dans cette atmosphère et en liaison avec ces discussions que toute ma cellule

décidait en septembre 1956 de démissionner du parti. »

Gerö remplace Rákosi à la tête du gouvernement. Ce vieux guépéoutiste s'est illustré en Espagne en 1937-1938 dans la répression contre les militants révolutionnaires. Il est contraint de réhabiliter Rajk et de faire des funérailles qui seront une manifestation puissante de 300 000 participants contre le régime, mais qu'il réussit encore à encadrer.

C'est le 23 octobre que tout bascule.

• EXTRAITS (PAGES 110-111) :

« J'étais membre du comité révolutionnaire des étudiants. Le déroulement de cette journée est toujours limpide dans ma mémoire. Les seize points des étudiants ont été connus de bonne heure dans toute la ville, les gens en parlaient, se les téléphonaient, épingleaient des cocardes hongroises sur leurs vêtements.

La manifestation devait démarrer à 10 heures du matin. Nous étions prêts à partir lorsqu'on a appris que le gouvernement l'avait interdite. A 12 h 53 encore, est lu à la radio un communiqué du ministre de l'Intérieur qui maintient l'interdiction. Puis, à 14 h 23, nous apprenons, toujours par la radio, que la manifestation est enfin autorisée. Finalement, la direction du parti et du gouvernement a cédé. A 15 heures, la manifestation démarre, à partir de la statue de Petöfi, où nous étions rassemblés. Son interdiction initiale maintes fois répétée par la radio a produit l'effet inverse à celui attendu. La population a pu clairement constater ces hésitations et la décision finale des dirigeants est vécue comme une capitulation devant la force du mouvement, c'est-à-dire comme une victoire pour nous.

Tout Budapest est dans la rue, car les ouvriers sortaient des usines après 15 heures ; ils faisaient les trois huit (...). La nature de la manifestation était changée. Elle était devenue plus sérieuse, plus

(3) Cercle placé sous la direction de l'organisation de jeunesses du PC, en 1955 devient un forum de débats. Il est une tribune des opposants à la direction stalinienne, dont les réunions prennent de plus en plus d'ampleur, allant jusqu'à rassembler 7 000 participants.

mûre, plus déterminante. J'ai senti que c'était un échec décisif pour le pouvoir. »

Un discours de Gerö le soir à la radio met le feu aux poudres : il parle de manifestations chauvines et de canailles. La foule se masse devant le Parlement et réclame Imre Nagy. Des ouvriers se rendent sur la place où trône la statue de Staline et commencent à la déboulonner. Elle tombe à 21 h 30.

Devant l'immeuble de la radio, la police politique tire sur la foule. Les soldats, eux, refusent de tirer. Marika participe au conseil révolutionnaire des étudiants, elle est chargée de rédiger des tracts en direction des troupes russes, puisqu'elle a appris cette langue.

Le 24 octobre, les troupes russes entrent dans Budapest, des combats se déroulent dans les quartiers ouvriers. L'appareil stalinien décide de nommer Nagy chef du gouvernement, tout en maintenant Gerö secrétaire du parti.

Les troupes russes fraternisent avec les manifestants qui ont envahi les rues. La police politique tire pour empêcher les fraternisations, devant le ministère de l'Agriculture, 200 personnes sont abattues.

• EXTRAITS (PAGES 119-121) :

« Les manifestants portant sur leurs épaules les corps de leurs camarades, brandissant leurs drapeaux, se répandent dans toute la ville aux cris de "Ils assassinent les ouvriers". Pendant la fusillade, j'étais restée pétrifiée, mais ensuite j'ai traversé la place en courant vers l'institut Lénine, me baissant et me relevant, poursuivie par des balles qui laissaient des impacts sur les murs (...). Après cette fusillade, les ouvriers retournent dans leurs usines. Ils décident la grève générale. Ils se réunissent et mettent sur pied les conseils ouvriers provisoires... En province, les premiers conseils sont apparus dès le 25 octobre. Le 26, c'est dans la plupart des usines de Budapest et de province qu'ils se forment, et bientôt dans toutes les entreprises, mines, fermes d'Etat, administrations, hôpitaux... »

Le 31 octobre a lieu une réunion ouvrière où sont présents les délégués de

24 grosses entreprises hongroises. Cette réunion adopte une déclaration en neuf points. Le premier point déclarait que "l'usine appartient aux ouvriers" et le deuxième que "l'organe suprême de l'entreprise est le conseil ouvrier démocratiquement élu par les travailleurs". »

La première intervention soviétique et les tirs sur la foule de la police secrète (AVH) ont déclenché la grève générale. Aussitôt, les traditions du mouvement ouvrier ont resurgi. Pour faire face au stalinisme, les conseils ouvriers de 1918-1919 ont été mis en place. Dans leurs plates-formes qui sont diffusées au jour le jour, reviennent toujours les points suivants : *« Pour une Hongrie libre, souveraine, indépendante, démocratique et socialiste... Nous ne voulons pas que revienne le vieux système capitaliste. »*

• EXTRAITS (PAGES 124-125) :

« Tous exigent un gouvernement comprenant leurs représentants et déclarent avec force : "Nous ne rendrons ni les usines ni les terres"... A Győr, tous les conseils de la région de Dunantul (Transdanubie) s'étaient centralisés dans un conseil régional. »

Parallèlement, les étudiants, les intellectuels poursuivent leur mouvement : le comité des étudiants révolutionnaires en armes, auquel j'appartenais, avait eu une entrevue avec Nagy. Son président, Ferenc Mérey, a défendu le programme que nous avions rédigé... Sa conclusion résume toutes les aspirations de la population : "Nous ne nous sommes pas soulevés pour changer les bases de la société hongroise, mais nous voulons la sorte de socialisme et de communisme qui correspond à ce que veut la Hongrie". »

La vague révolutionnaire contenue en 1945-1947 par la répression bureaucratique a renoué avec la démocratie ouvrière. C'est pourquoi la bureaucratie du Kremlin a manœuvré pour préparer sa revanche. Tandis que les dirigeants stalinien laissent croire à des négociations pour aboutir à un retrait des troupes russes, qui se sont effectivement repliées dans leurs casernes, les préparatifs d'une deuxième intervention s'accroissent. On fait venir des troupes d'Asie, qui ne parlent pas le russe, une

équipe de bureaucrates est constituée autour de Kadar pour demander l'aide russe, on laisse Nagy faire état d'avancée dans les discussions avec les Russes. La population, qui ignore tout des manœuvres, pense qu'elle a remporté la victoire.

Puis, le 2 novembre, de Moscou, Kadar annonce la constitution d'un nouveau parti de la bureaucratie. Dès le 29 octobre, les chars russes et 120 000 troupes nouvelles ont passé la frontière. Les combats s'engagent à Budapest dès le 4 novembre. Nagy se réfugie à l'ambassade de Yougoslavie. Les conseils ouvriers organisent les combats.

L'impérialisme américain a donné son feu vert à la bureaucratie du Kremlin. L'intervention militaire franco-anglaise sur le canal de Suez, qui vient d'être nationalisé par Nasser, est l'occasion pour les deux grands de s'épauler pour maintenir l'ordre de Yalta chacun dans sa zone d'influence.

Les combats acharnés durent une dizaine de jours.

• EXTRAITS (PAGES 146-148) :

« Les principaux centres de résistance furent les quartiers ouvriers, attaqués avec une férocité et une fureur particulières par les Soviétiques... 80 à 90 % des combattants blessés étaient des jeunes travailleurs. La moitié d'entre eux avait entre 19 et 30 ans, un quart avait moins de 18 ans (...).

Malgré les arrestations, les déportations, les conseils ouvriers se maintenaient et se renforçaient partout...

Un jour, je passais sur les bords du Danube, j'ai rencontré un soldat soviétique qui n'était visiblement pas Russe. Il était tourné vers le fleuve et je lui ai demandé ce qu'il regardait. Il m'a répondu qu'il regardait ce canal de Suez où, avec l'armée soviétique, il avait été appelé pour combattre les impérialistes anglais et français. Quand je lui ai dit que le fleuve était le Danube et que nous étions en Hongrie, il m'a regardé sans hostilité, perplexé, ahuri. »

Le conseil ouvrier central du Grand-Budapest se constitue le 14 novembre. Il rassemble les délégués mandatés de toutes les usines. La grève générale se poursuit. Marika Kovács relate dans le détail les péripéties du combat de ce conseil, qui devient un double pouvoir. Kadar est obligé de négocier, tout en cherchant par tous les moyens à en finir avec lui par les menaces, les tentatives de division et de corruption, les arrestations, les interventions policières pour interdire la réunion d'un conseil national des conseils ouvriers.

Le bras de fer dure deux mois. Malgré l'arrestation des deux principaux dirigeants ouvriers, la grève est totale les 11 et 12 décembre. Le 10 janvier encore, puissante grève et manifestation à Csepel. Partout, les conseils tombent sous les coups des arrestations. La répression sera terrible. Moins connue que celles des combats de rue, elle frappera toute une génération de jeunes ouvriers.

• EXTRAITS (PAGES 164-165) :

« Tibor Tardos nous rapporte dans l'un de ses livres, L'eau de la mer est salée, une anecdote significative de l'atmosphère de la fin 1956 : constamment surveillé, il entend un léger bruit à sa porte... Un jeune homme blond lui donne un sac rempli de lettres froissées... Ces lettres étaient les mots des jeunes Hongrois emprisonnés et emmenés en URSS. Ils les avaient jetées par les fenêtres des trains et les cheminots les avaient ramassées et adressées à cet ambassadeur, qui les faisait parvenir à Tardos : "On nous emmène à travers la Roumanie, l'Ukraine, nous sommes 400 dans ce train, prévenez nos parents..." Comme pour les populations déportées par les nazis, ces jeunes n'avaient pas d'autre moyen de faire connaître leur sort que de jeter des bouts de papier sur les voies de chemin de fer ! »

Le récit de Marika Kovács se termine par quelques réflexions sur les enseignements de cette révolution.

A propos des hésitations de Nagy et la question de la direction révolutionnaire

• EXTRAITS (PAGES 165-167) :

« Les travailleurs hongrois se sont lancés dans la révolution sans direction révolutionnaire. Les intellectuels, et parmi eux des cadres du PC, qui ont animé les premières manifestations de la fin octobre ne pouvaient pas avoir une vision claire des objectifs politiques à atteindre. Les choses sont allées plus loin.

Le cas d'Imre Nagy est particulièrement significatif : Béla Király, dans un témoignage rédigé trente ans après 1956 (Budapest, trente ans plus tard), écrit :

“Imre Nagy a été jusqu'à sa fin tragique un communiste convaincu. Il croyait à l'idéal du communisme et à la possibilité de le réformer. Envers et contre tout, il avait confiance en l'Union soviétique. Il était persuadé que l'Union soviétique ne se comporterait pas en puissance coloniale typique dans une période de grands bouleversements historiques. C'est pourquoi Imre Nagy s'efforçait de ne pas provoquer les Soviétiques. Il espérait que ce comportement pourrait empêcher une agression soviétique.”

Jusqu'au 28 octobre, Nagy restera sur une position de temporisation, de compromis possible avec la bureaucratie stalinienne. Mais il a l'immense mérite d'avoir rompu avec cette orientation en choisissant le camp de classe, celui des travailleurs hongrois qui ont combattu pour les conseils et qui se sont affrontés aux chars et à l'AVH. Il conservera cette attitude jusque devant ses juges et ses bourreaux. Le 17 juin 1958, après un procès secret, Imre Nagy, Pal Maléter, Miklos Gimes et Jozsef Szilagyï seront exécutés. Sandor Kopacsi sera condamné à la pri-

son à vie. Gera Losonczy est mort pendant sa détention (...).

Les ouvriers dans les conseils ont sûrement pressenti les enjeux immenses et fondamentaux que leur révolution mettait à l'ordre du jour. Leur combat pour centraliser tous les conseils en un conseil national était engagé. Il aurait inévitablement posé la question non pas de s'en remettre au gouvernement, mais de prendre tout le pouvoir entre ses mains (...). Ils avaient formulé la nécessité d'un journal indépendant et de milices ouvrières des conseils. Comment maintenir la propriété sociale des usines et des terres, et se défaire du stalinisme ? Le conseil de Veszprém demandait de “nettoyer l'appareil d'Etat de ses éléments staliniens” (...).

L'exigence du parti de la révolution, des syndicats indépendants, est clairement formulée. Mais il (Sándor Bali) ajoute : “Mais comme nous n'avons pas pour le moment la possibilité technique d'établir ces organisations (...), nous sommes obligés de concentrer nos forces sur un seul point en attendant la suite des événements.”

Une conscience aiguë de ce qui serait nécessaire, mais aussi des difficultés et des obstacles à surmonter, n'est-elle pas concentrée dans ces mots ?

Effectivement, la situation est très difficile, en Hongrie et à l'échelle internationale. Ils ont face à eux une immense coalition. Khrouchtchev a obtenu de l'impérialisme américain toute latitude pour écraser la révolution des Conseils, et cela avec l'appui de Tito, de Mao Tsé Toung, de toutes les directions des partis communistes d'Europe. Et rappelons que la seule proposition de l'Internationale socialiste a été le recours à l'ONU. »

A propos de son adhésion à la IV^e Internationale, elle rappelle d'abord la crise de 1953

• EXTRAITS (PAGES 167-168) :

« ... Ceux qui auraient pu nous aider, la IV^e Internationale et ses sections, sont traversées par une crise violente. En 1953, en effet, un courant disloque la IV^e Internationale. Son chef de file, Michel Pablo, critique "l'antistalinisme sectaire et mécanique" de certains, et affirme : "La réalité sociale objective pour notre mouvement est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien."

Cela signifiait en clair que dès lors qu'on combattait "le monde stalinien", on rejoignait de fait celui du capitalisme. N'était-ce pas la condamnation par avance de l'insurrection ouvrière de Berlin-Est comme des révolutions polonaise et hongroise ? Et en 1956, le courant pabliste osera déclarer : "En Hongrie, l'absence de toute direction politique centralisée et un tant soit peu claire a provoqué au contraire à partir d'un certain moment exactement ses défauts et dangers (...). Débordé, le gouvernement Nagy a commencé à manœuvrer en dehors du camp de classe..."

Toute l'activité des conseils ouvriers est condamnée et la pendaison d'Imre Nagy et de ses camarades justifiée. C'est tout le programme de la IV^e Internationale qui est remis en cause. »

« Placé dans les circonstances exceptionnelles de cette révolution, Imre Nagy

est allé beaucoup plus loin qu'il ne le voulait sûrement lui-même dans le combat contre la bourgeoisie et le stalinisme... Et c'est dans sa prison de Snagov, en Roumanie, isolé de tous, quelques semaines avant son exécution, qu'il expliquera : "Le socialisme ne peut pas être au-dessus des nations, les spécificités nationales n'excluent pas l'internationalisme, au contraire elles lui donnent son contenu... C'est dans cette perspective historique, cette idée de collaboration, qu'il faut travailler pour faire resurgir l'idée de la Confédération balkanique" (...).

« En pleine grève générale, le conseil révolutionnaire de Veszprém l'avait formulé. Il demande que "le gouvernement porte toute son attention aux minorités hongroises à l'extérieur des frontières... et que l'idée de la Fédération danubienne soit reprise".

La perspective de la Confédération des peuples des Balkans et du Danube était mise à l'ordre du jour. Et est-ce que ces problèmes ne sont pas aujourd'hui encore d'une brûlante actualité ?

L'histoire n'est jamais finie et elle reprend souvent là où on avait cru qu'elle s'était arrêtée. L'expérience de la révolution des Conseils s'inscrit comme un moment essentiel dans le combat de l'humanité pour son émancipation. »

Puis, elle relate ainsi ses premiers contacts avec la IV^e Internationale et sa section française

• EXTRAITS (PAGES 172-174) :

« Au début des années 1970, j'ai fait la connaissance d'un professeur d'Université (à Toulouse), qui m'a prêté La Révolution trahie. Sa lecture a été pour moi, je l'ai déjà dit, comme une révélation, une véritable libération. Cet ouvrage m'a apporté les premiers éléments de

compréhension de ce que j'avais vécu en 1956. La trahison du communisme au nom du communisme pouvait être caractérisée politiquement et portait un nom : le stalinisme. Avec la réflexion politique que cela a provoquée, j'ai pu retrouver mon équilibre. Je n'étais plus littéralement plus la même. J'avais devant moi ma propre responsabilité et je pouvais traduire en acte le bilan de mon expérience (...). »

« Je me souviens qu'en 1972, j'avais commencé à Paris une discussion organisée avec les militants trotskystes. C'est à ce moment-là que j'ai lu le Programme de transition, l'acte de fondation de la IV^e Internationale, et j'ai décidé d'y adhérer. D'autant que c'est la seule organisation qui ait d'emblée pris fait et cause pour la défense des conseils ouvriers (...). »

Le meilleur hommage que l'on puisse rendre à Marika est de redonner ce que fut cette révolution, à laquelle elle a participé sans comprendre les raisons de la trahison stalinienne, qu'elle a défendue contre toutes les falsifications, les tentatives de la faire disparaître dans l'oubli, puis qu'elle a comprise et analysée à la lumière des leçons de l'histoire du mouvement ouvrier, en relation avec le combat pour l'Internationale ouvrière.

Comme la Commune de Paris, elle fut un combat sans merci mené par la contre-révolution pour casser et anéantir l'espoir d'un gouvernement ouvrier.

Dans les années qui suivirent, Kadar et sa bureaucratie mènent un combat acharné pour interdire toute organisation des travailleurs et effacer le souvenir de 1956. La Hongrie fut un des pays où le taux de suicides fut un des plus élevés au monde. En même temps, pour tenter de comprimer les tensions dans le pays, la bureaucratie engagea des « réformes » en collaboration étroite avec le FMI et le capital financier. Ainsi, cette bureaucratie sanglante fut souvent, dans la presse française, présentée comme un modèle d'ouverture et de « réformisme ». Lors de l'effondrement du régime stalinien après la chute du mur de Berlin, la bureaucratie s'est lancée dans les privatisations et le pillage de la propriété sociale en suivant étroitement les recommandations du capital financier américain, provoquant la baisse du niveau de vie, le chômage et l'essor des inégalités.

La IV^e Internationale, dès 1956, a soutenu la révolution des ouvriers et des étudiants contre le stalinisme, la révolution politique contre la bureaucratie et la révolution sociale contre le capitalisme étant le fondement de son programme. La section française de la IV^e Internationale (alors

l'OCI) a publié et fait connaître les textes des conseils ouvriers hongrois en 1966.

Cette révolution n'a pas été un accident de l'histoire sans lendemain. Elle a tenté de donner une réponse aux problèmes non résolus en 1918-1919 et 1945-1947. Ces questions, du fait de la crise profonde du capitalisme, de la dislocation de l'Union européenne, sont toujours en suspens : en finir avec l'exploitation capitaliste, constituer le gouvernement de la démocratie ouvrière, la république des conseils, réaliser l'Union libre des peuples d'Europe basée sur l'égalité des droits pour toutes les nations, ce que le mouvement ouvrier a appelé les Etats-Unis socialistes d'Europe.

• EXTRAITS (PAGE 174) :

« “La crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.” J'ai mis un certain temps à comprendre que cette affirmation théorique était la réponse exacte et concrète à l'interrogation qui était la mienne depuis 1956. Et aussi la réponse pratique à la question centrale de l'absence de la direction révolutionnaire pendant l'Octobre hongrois. Cette absence qui avait pesé si lourdement et s'était exprimée notamment par le fait que les conseils ouvriers n'étaient pas parvenus à se centraliser dans un conseil national ouvrier.

A partir de là, je suis arrivée à la compréhension que dans une période où la classe ouvrière et ses conquêtes subissent de graves attaques, les militants révolutionnaires doivent renforcer leur parti pour organiser par tous les moyens la défense de ces acquis. Et j'ai repris à mon compte les mots de Trotsky : “C'est le devoir des révolutionnaires de défendre bec et ongles toutes les positions conquises par la classe ouvrière, qu'il s'agisse des droits démocratiques, des échelles de salaires ou d'une conquête aussi colossale que la nationalisation des moyens de production et l'économie planifiée. Ceux qui ne sont pas capables de défendre les conquêtes déjà arrachées ne pourront jamais se battre pour de nouvelles”. »

Les documents de La Vérité

“La IV^e Internationale et la question palestinienne”

Un numéro spécial de *La Vérité* est sorti à la fin du mois d’août 2016 : il s’agit d’une nouvelle collection éditée par notre revue, intitulée *Les documents de La Vérité*. En effet, nous publions des recueils de documents de la IV^e Internationale sur un thème choisi. L’essentiel de ces documents ont été publiés dans la revue *La Vérité*, qui, pendant de nombreuses années, a été la revue de la section française de la IV^e Internationale, pour devenir, à partir de 1990, l’organe théorique de la IV^e Internationale. C’est donc sous le titre « *La IV^e Internationale et la question palestinienne* » que nous avons rassemblé en 192 pages un ensemble de documents qui étaient jusqu’alors peu accessibles, parfois épuisés, et le plus souvent éparpillés. Précisons que ce numéro spécial n’est pas couvert par l’abonnement. Nous publions ci-dessous la présentation et le sommaire de cette brochure. Nous sommes sûrs que les lecteurs de notre revue lui réserveront le meilleur accueil en la commandant auprès de nos diffuseurs (prix : 5 €).

La Vérité

Présentation

Pour un seul État palestinien, laïque et démocratique, sur tous les territoires historiques de la Palestine

LA création de l’Etat d’Israël en 1948 correspond au début de ce que les Palestiniens appellent la « Nakba », c’est-à-dire la catastrophe. La Nakba, c’est la négation même du droit élémentaire du peuple palestinien à vivre sur la terre de Palestine. Plusieurs des articles publiés dans cette brochure reviennent sur l’histoire de la création de l’Etat d’Israël, sur ses motivations réelles et sur ses conséquences pour tous les

peuples de la région, à commencer par le peuple palestinien.

Depuis 1948, le fait majeur de toute la situation au Moyen-Orient est la résistance du peuple palestinien à sa destruction. Destruction voulue tant par les expropriateurs sionistes que par la plupart des dirigeants arabes, effrayés par l’exemple communicatif, pour leurs propres peuples, de la résistance acharnée des Palestiniens, de la révolution palestinienne.

Depuis des décennies, malgré les massacres, les déportations, les actes de punition collective, ce peuple est debout. Il a été expulsé de ses terres. Il est dispersé dans plusieurs pays. Et pourtant, il ne demande qu'une chose : le retour des réfugiés, c'est-à-dire le retour sur la terre historique de la Palestine de tous ceux qui vivent en Syrie, au Liban, en Jordanie, en Egypte et dans le monde entier, de tous ceux qui vivent dans les camps à Gaza, en Cisjordanie, de tous ceux qui ont été expulsés depuis 1948.

Cette brochure présente plusieurs textes historiques de la IV^e Internationale, qui, depuis sa fondation en 1938, défend la solution d'un seul Etat, laïque et démocratique, dans lequel vivraient à égalité toutes les composantes peuplant la région. En 1947, la IV^e Internationale a dit : non, nous ne participons pas de la partition de la Palestine. A chaque mouvement, à chaque guerre, nous avons dit : une seule Palestine sur tous les territoires historiques de la Palestine. Les bien-pensants et les tenants de l'ordre international nous ont dit : c'est de l'utopie, une telle proposition n'est pas réaliste. On le verra dans les textes qui suivent, depuis soixante ans, le « réalisme » n'a fait que conduire à plus de guerres, de misère, de destructions.

Aujourd'hui, après avoir subi des dizaines de plans de paix se soldant à chaque fois par de nouvelles expropriations de terres, par une répression accrue, après avoir vécu des milliers d'heures de vaines négociations, la grande masse des Palestiniens considère qu'il n'y a plus rien à attendre de quelque négociation que ce soit.

L'exigence d'une seule Palestine s'inscrit dans les consciences. Parfois avec hésitation, parfois comme une évidence, tout simplement parce qu'il n'y a pas d'autre issue démocratique. La perspective des deux Etats s'apparente à la continuation de ce qui existe depuis la mise en œuvre des accords d'Oslo, fondateurs de l'Autorité palestinienne. Cette perspective, c'est celle d'un enfermement sans fin, d'une mort à petit feu, de la constitution officielle, avec le satisfecit de l'ONU et de l'Union européenne, d'une prison à ciel ouvert, qui prendrait le nom d'Etat de Palestine par pure dérision.

LES POSITIONS DE LA IV^e INTERNATIONALE

Vous lirez la déclaration de la IV^e Internationale du 26 août 2014. Nous y rappelons ce qu'est notre position. Dès 1993, lors de la signature des accords d'Oslo — accords prétendument de paix, qui visaient à instituer une Autorité palestinienne avec comme principale charge le maintien de l'ordre pour le compte de l'occupant sioniste —, dans une déclaration de la IV^e Internationale, nous dénoncions ces accords « de paix » qui préparent de nouvelles violences, qui préparent de nouvelles guerres, qui préparent de nouveaux massacres. Le résultat des accords d'Oslo, écrivions-nous dès 1993, c'est la création d'un bantoustan pour les Palestiniens soumis à la répression des dirigeants sionistes d'Israël, et dans lequel les combattants, les fédâyins qui avaient combattu l'armée israélienne pendant des décennies, se transformaient en policiers du peuple palestinien.

A chaque étape, tout au long de ces années, durant les années 1950 et 1960, en 1967 et en 1973, puis ensuite jusqu'en 1993 et jusqu'à aujourd'hui, la IV^e Internationale a réaffirmé que la solution de la question palestinienne était celle d'un seul Etat, sur tout le territoire de la Palestine, avec toutes ses composantes, juive et arabe, dans un Etat libre, laïque et démocratique, sur la base de l'égalité des droits de l'ensemble de ses citoyens.

L'objectif de cet ouvrage est de présenter les positions et analyses de la IV^e Internationale. Ces positions ne sont pas à prendre ou à laisser. Les documents présentés établissent des faits, et sur la base des faits et de la méthode du matérialisme historique, proposent une appréciation politique de la situation et des perspectives.

Cette appréciation, aujourd'hui confirmée par les travaux de nombreux historiens, montre que la partition de la Palestine, acte indissociable de l'histoire même de l'ONU, a ouvert une période de guerre marquée par l'expulsion massive des deux tiers de la population palestinienne de l'époque, condition essentielle à l'établissement de l'Etat sioniste.

De nombreux documents que nous publions ici reviennent également sur le caractère de la domination de l'impérialisme sur

la Palestine à l'époque du mandat britannique et reviennent sur la place et le rôle du mouvement sioniste.

Ces documents, en plus de leur intérêt historique propre, nous paraissent utiles aux débats actuels. En effet, alors que guerres et massacres surgissent de la partition de la Palestine, n'est-il pas nécessaire de revenir sur les conditions mêmes de cette partition ? On verra qu'elle n'était en rien inéluctable, et surtout qu'elle ne correspondait en rien aux intérêts des populations qui se trouvaient alors sur le territoire de la Palestine : à la population palestinienne arabe comme à la population juive.

Depuis soixante ans, le chemin a été long, difficile, compliqué, mais l'analyse et la formulation de la IV^e Internationale, correspondant au mouvement même de la révolution, du combat d'émancipation du peuple palestinien, ne conservent-elles pas toute leur actualité ? Lénine disait que « *la théorie n'est pas un dogme, mais une règle pour l'action* ». Dans cette continuité, l'objectif de cette brochure, en fournissant les éléments de l'analyse, est de contribuer à forger ou renforcer les instruments de l'action. Son contenu est proposé comme une contribution nécessaire à l'action militante et au renforcement des sections de la IV^e Internationale.

**LES DOCUMENTS DE LA VÉRITÉ
SUR « LA IV^e INTERNATIONALE
ET LA QUESTION PALESTINIENNE »
ONT ÉTÉ REGROUPÉS
EN QUATRE GRANDES PARTIES**

● **Une première partie** rassemble les « *Résolutions et déclarations de la IV^e Internationale* ».

C'est une sélection de neuf textes de la IV^e Internationale de 1947 à 2014. Il ne s'agit pas d'un recensement exhaustif des positions de notre courant, mais simplement de documents choisis (éditoriaux, résolutions, thèses...) car ils éclairent la permanence et la continuité des positions politiques de la IV^e Internationale sur la Palestine. Ces matériaux « bruts » sont publiés sans autre commentaire et permettent ainsi au lecteur de trouver ici rassemblés une série de documents difficilement

accessibles aujourd'hui. La source de chacun des documents sera indiquée, permettant un accès aisé.

1 – La partition de la Palestine (éditorial de la revue *Quatrième Internationale*) (novembre-décembre 1947).

2 – Thèses du groupe trotskyste palestinien (janvier 1948).

3 – La guerre du Moyen-Orient et la Constituante palestinienne (résolution du bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale) (décembre 1973).

4 – La question palestinienne - Une déclaration de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) (mai 1982).

5 – Une déclaration de IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) (septembre 1982).

6 – Résolution sur la révolution palestinienne adoptée par la Conférence mondiale des sections de IV^e Internationale-CIR (janvier 1988).

7 – Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale sur les accords de Washington (septembre 1993).

8 – Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale après l'arraisonnement, par des commandos israéliens, de la flottille qui se dirigeait vers Gaza (4 juin 2010).

9 – Palestine - Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale (26 août 2014).

● **La deuxième partie** s'est attachée à réunir les « *Contributions théoriques et analyses critiques* ».

Nous avons rassemblé des contributions théoriques et des analyses critiques qui ont été des moments importants dans l'élaboration collective de la IV^e Internationale. On lira notamment plusieurs contributions de Pierre Lambert (1970, 1982, 2000, 2004). Il s'agit de comptes rendus de cercles d'études marxistes convoqués par la section française de la IV^e Internationale, de contributions théoriques datant de 2000, 2004 et 2013. Nous avons fait suivre ces contributions de trois courts extraits de Léon Trotsky datant de 1934, 1937 et 1938 où celui-ci aborde « la question juive ».

1 – Révolution et contre-révolution au Moyen-Orient, intervention de Pierre

Lambert, cercle d'études marxistes (30 octobre 1970).

2 – Discours de Pierre Lambert au meeting convoqué par le PCI (16 juin 1982).

3 – Pierre Lambert - Palestine : où conduit le protectorat américain sur le monde ? (octobre 2000).

4 – Pierre Lambert - La portée mondiale de l'irruption des masses palestiniennes, cercle d'études marxistes (28 octobre 2000).

5 – Pierre Lambert - Quelques réflexions pour une approche marxiste de la question palestinienne (septembre 2004).

6 – Contribution au VIII^e Congrès mondial proposée par deux membres de la commission Moyen-Orient du secrétariat international (mars 2013).

7 – Léon Trotsky - A propos du « problème juif » (février 1934).

8 – Léon Trotsky - La question juive (18 janvier 1937).

9 – Léon Trotsky - L'importance de la question juive (4 février 1938).

● **La troisième partie** porte sur des « **Articles historiques portant sur des événements** ».

Il s'agit de six articles concernant des événements historiques particuliers (1946, 1956, 1958, 1970, 2012, 2014) et qui ont amené une expression spécifique de la IV^e Internationale. Pour des raisons de place, nous n'avons pas publié d'articles portant sur l'année 1967, car pour l'essentiel ils sont repris dans les comptes rendus des différents CEM qui se trouvent dans la deuxième partie.

1 – Le partage de la Palestine (1946).

2 – Le Comité international de la IV^e Internationale salue le prolétariat hongrois... et condamne l'agression impérialiste en Egypte (octobre-novembre 1956).

3 – Impérialisme et révolution au Proche et Moyen-Orient, article de Pierre Lambert, (septembre 1958).

4 – Guerre et lutte de classes au Proche-Orient (La Vérité, n° 548) (juin 1970).

5 – Il y a trente ans avait lieu le massacre de Sabra et Chatila (La Vérité, n° 76) (décembre 2012).

6 – Gaza sous les bombes (Lettre de la IV^e Internationale) (15 juillet 2014).

● **La quatrième et dernière partie** rassemble quant à elle des « **Articles traitant de l'histoire de la Palestine** ».

Parus dans la revue théorique de la IV^e Internationale, ils fournissent des éléments précis et détaillés, et apportent ainsi un complément indispensable pour comprendre la question palestinienne aujourd'hui.

1 – Aux origines de la partition de la Palestine (La Vérité, n° 8 [614]) (novembre 1993).

2 – Notes sur la question agraire et la question nationale en Palestine (La Vérité, n° 52) (octobre 2006).

3 – 1947-2007 : soixante ans de partition de la Palestine (La Vérité, n° 56-57) (septembre 2007).

4 – Moyen-Orient : la Pax Americana, 35 ans après Camp David et 20 ans après Oslo (La Vérité, n° 80) (décembre 2013).

5 – Les accords d'Oslo, 21 ans plus tard (La Vérité, n° 83) (septembre 2014).

Enfin, nous avons établi un appareil critique permettant de pouvoir facilement se repérer dans cet ouvrage à nombreuses entrées possibles : une chronologie, des cartes, une bibliographie indicative, un index des noms cités, un sommaire de chacune des parties et un sommaire détaillé de l'ensemble de la brochure.



La Vérité
Revue théorique de la IV^e Internationale

Bon de commande
Numéro spécial *Les documents de La Vérité*
Ce numéro spécial n'est pas couvert par l'abonnement.
Prix de vente : 5 euros
(en cas de commande individuelle, 3 euros de frais de port en sus)

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Complément d'adresse : _____

Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à : *La Vérité* (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.





Photo AFP

Jeunes Palestiniens jetant des pierres sur les véhicules blindés de l'armée israélienne à Ramallah (15 août 2002).



Photo AFP

Manifestation de jeunes Palestiniens dans le camp de réfugiés de Deir el Balah (25 octobre 1989).



Photo AFP

Manifestation à Nazareth (8 octobre 2015).

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

